

J U S T E L - Législation consolidée				
<a href="#">Fin</a>	<a href="#">Premier mot</a>	<a href="#">Dernier mot</a>	<a href="#">Modification(s)</a>	<a href="#">Préambule</a>
		<a href="#">Table des matières</a>	<a href="#">79 arrêtés d'exécution</a>	<a href="#">58 versions archivées</a>
<a href="#">Erratum</a>		<a href="#">Fin</a>		<a href="#">Version néerlandaise</a>
belgiquelex . be - Banque Carrefour de la législation				
<a href="#">Conseil d'Etat</a>				

Titre
<p>8 OCTOBRE 1981. - Arrêté royal sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.</p> <p>(NOTE : Consultation des versions antérieures à partir du 22-02-1990 et mise à jour au <b>28-12-2015</b>) <a href="#">Voir modification(s)</a></p> <p><b>Source : JUSTICE</b>  <b>Publication : 27-10-1981 numéro : 1981001949 page : 13740</b>  <b>Dossier numéro : 1981-10-08/31</b>  <b>Entrée en vigueur : 27-10-1981</b></p>

Table des matières	Texte	Début
<p><a href="#">TITRE I.</a> - Définitions &lt;Inséré par AR 1996-11-22/31, art. 1, En vigueur : 16-12-1996&gt;  Art. 1  <a href="#">TITRE Ibis.</a> - (Dispositions générales.) (Anciennement Titre I) &lt;AR 1996-11-22/31, art. 1, En vigueur : 16-12-1996&gt;  <a href="#">CHAPITRE I.</a> [<sup>1</sup> - Redevance couvrant les frais administratifs]<sup>1</sup>  Art. 1er/1, 1er/2  <a href="#">CHAPITRE I/I.</a> [<sup>1</sup> (ancien chapitre I)]<sup>1</sup> - Accès au territoire et séjour n'excédant pas trois mois.  <a href="#">Section 1.</a> - Accès au territoire. - Conditions d'entrée.  Art. 1er/3, 2-6, 6bis, 7-17  <a href="#">Section 1bis.</a> - (Accès au territoire. - Condition d'entrée particulière : engagement de prise en charge.) &lt;Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997&gt;  Art. 17/2, 17/3, 17/4, 17/5, 17/6, 17/7, 17/8, 17/9  <a href="#">Section 2.</a> - Séjour n'excédant pas trois mois. - Formalités administratives. - Remise du document de séjour.  Art. 18-22.2  <a href="#">CHAPITRE II.</a> - Séjour de plus de trois mois.  <a href="#">Section 1.</a> - Conditions d'entrée.  Art. 23-24  <a href="#">Section 2.</a> - Formalités d'inscription à l'administration communale et remise (d'un) titre de séjour. &lt;AR <a href="#">2007-04-27/56</a>, art. 4, 030; En vigueur : 01-06-2007&gt;  Art. 25, 25/2, 25/3, 26, 26/1, 26.2, 26/2/1, 26.3, 26/4, 26/5, 27-28  <a href="#">CHAPITRE III.</a> - (Etablissement et statut de longue durée.) &lt;AR <a href="#">2008-07-22/33</a>, art. 7; En vigueur : 08-09-2008&gt;  Art. 29-30, 30bis  <a href="#">CHAPITRE IV.</a> [<sup>1</sup> - (Validité, renouvellement et retrait des titres de séjour et d'établissement, des cartes bleues européennes ainsi que des [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>.) ]<sup>1</sup>  Art. 31-36, 36bis, 37-38  <a href="#">CHAPITRE V.</a> - Absences et retours de l'étranger.</p>		

Art. 39-42

**TITRE II.** - Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers.

**CHAPITRE Ier.** - (Etrangers, citoyens de l'Union et membres de leur famille, et étrangers, membres de la famille d'un Belge.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 4; En vigueur : 01-06-2008>

Art. 43-57

**CHAPITRE I/I.** - [<sup>1</sup> Autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union]<sup>1</sup>

Art. 58-69

**CHAPITRE Ibis.** - (Ressortissants islandais, norvégiens et du Liechtenstein, et membres de leur famille.) <AR 1996-12-11/38, art. 18; En vigueur : 17-01-1997>

Art. 69bis

**CHAPITRE Iter.** - Ressortissants suisses et membres de leur famille. <Inséré par AR 2002-07-11/51, art. 4; En vigueur : 01-06-2002>

Art. 69ter, 69quater, 69quinquies

**CHAPITRE Iquater.** - Ressortissants [<sup>1</sup> croates]<sup>1</sup>, bulgares et roumains), qui viennent en Belgique pour y exercer une activité salariée, et membres de leur famille - Dispositions transitoires. <Inséré par AR 2004-04-25/59, art. 1; En vigueur : 01-05-2004; Abrogé : au plus tard le 1er mai 2009> <AR [2006-12-20/31](#), art. 1, 029; En vigueur : 01-01-2007>

Art. 69sexies, 69septies, 69octies, 69nonies, 69decies

**CHAPITRE II.** - Ressortissants luxembourgeois et néerlandais et membres de leur famille.

Art. 70-71

**CHAPITRE III.** - (Réfugiés (, personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire) et apatrides.) <AR 1996-12-11/38, art. 20; En vigueur : 17-01-1997> <AR [2007-04-27/56](#), art. 34, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Section préliminaire.** - (Autorités auprès desquelles l'étranger peut (introduire une demande d'asile). - Prise et reprise en charge du demandeur d'asile par l'Etat responsable ou par la Belgique. - [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>.) <AR 1996-12-11/38, art. 21; En vigueur : 17-01-1997>

Art. 71.2, 71/2bis, 71/2ter, 71.3-71.5

**Section 1.** - (Demandeurs d'asile). - Entrée et séjour irréguliers. <AR [2007-04-27/56](#), art. 42, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 72, 72bis, 72ter, 73-77

**Section 2.** - (Demandeurs d'asile). - Entrée et séjour réguliers. <AR [2007-04-27/56](#), art. 51, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 78-88

**Section 2bis.** - Candidats réfugiés. - Eloignement du Royaume.

Art. 88bis

**Section 2ter.** - Réfugiés (et bénéficiaires de la protection subsidiaire) Eloignement du Royaume.

<Inséré par AR 1996-11-22/31, art. 11, En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 58, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 88ter

**Section 3.** - Réfugiés reconnus dans un autre Etat.

Art. 89-94

**Section 4.** - Etrangers assimilés aux réfugiés. (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 14, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Art. 95-97

**Section 5.** - Apatrides.

Art. 98

**CHAPITRE IV.** - Etudiants.

Art. 99-104

**CHAPITRE V.** - Bateliers du Rhin.

Art. 105

**CHAPITRE VI.** - Travailleurs frontaliers.

Art. 106-110

**CHAPITRE VII.** - Des étrangers qui sont des victimes de l'infraction de traite des êtres humains au sens de l'article 433quinquies du Code pénal ou qui sont victimes dans les circonstances visées à l'article 77quater, 1°, en ce qui concerne uniquement les mineurs non accompagnés, à 5°, de

l'infraction de trafic des êtres humains au sens de l'article 77bis, de la loi et qui coopèrent avec les autorités <Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 65; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 110bis, 110ter

[Chapitre VIII](#) - Bénéficiaires du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée. <Inséré par AR [2008-07-22/33](#), art. 21; En vigueur : 08-09-2008>

Art. 110quater, 110quinquies

[Chapitre IX](#). [<sup>1</sup> Dispositions applicables aux mineurs étrangers non accompagnés en matière de séjour]<sup>1</sup>

Art. 110sexies, 110septies, 110octies, 110novies, 110decies, 110undecies

[Chapitre X](#). [<sup>1</sup> Dispositions applicables au retour des ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal]<sup>1</sup>

Art. 110duodecies

[Art. 110terdecies](#) [<sup>1</sup> Il est délivré au ressortissant d'un pays tiers visé à l'article 74/11 de la loi, une interdiction d'entrée conforme au modèle figurant à l'annexe 13sexies.

Art. 110quaterdecies

[CHAPITRE XI](#). [<sup>1</sup> - Travailleurs hautement qualifiés - Carte bleue européenne.]<sup>1</sup>

Art. 110quinquiesdecies, 110sexiesdecies

[TITRE III](#). - Voies de recours.

[CHAPITRE I](#). - (Recours auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers) <AR [2007-04-27/56](#), art. 69, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 111-113

[CHAPITRE Ibis](#). - recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 72, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 113bis, 113ter, 113quater

[CHAPITRE II](#). - Demande de levée de certaines mesures de sûreté.

Art. 114

[CHAPITRE III](#). - Recours auprès du pouvoir judiciaire. <Inséré par AR 28-01-1988, art. 19>

Art. 114bis

[TITRE IV](#). - Dispositions abrogatoires et finales.

Art. 115-123

[ANNEXES](#).

Art. N1, N1bis, N2-N3, N3bis, N3ter, N4-N6, N6bis, N7, N7bis, N8, N8bis, N9, N9bis, N10, N10bis, N10ter, N10quater, N11, N11bis, N11ter, N12-N13, N13bis, N13ter, N13quater, N13quinquies, N13sexies, N13septies, N14, N14bis, N14ter, N14quater, N15, N15bis, N15ter, N15quater, N15quinquies, N16, N16bis, N16ter, N17-N19, N19bis, N19ter, N19quater, N19quinquies, N20-N22, N22bis, N23-N25, N25bis, N25ter, N25quater, N25quinquies, N26, N26bis, N26ter, N26quater, N26quinquies, N27-N33, N33bis, N34-N39, N39bis, N39ter, N40-N41, N41bis, N41ter, N41quater, N42-N45

## Texte

[Table des matières](#)

[Début](#)

[TITRE I](#). - Définitions <Inséré par AR 1996-11-22/31, art. 1, En vigueur : 16-12-1996>

Artikel. [1](#). <Inséré par AR 1996-11-22/31, art. 1, En vigueur : 16-12-1996> Pour l'application du présent arrêté royal, il faut entendre par:

1° le Ministre: le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences;

2° la loi: la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

[TITRE Ibis](#). - (Dispositions générales.) (Anciennement Titre I) <AR 1996-11-22/31, art. 1, En vigueur : 16-12-1996>

## **CHAPITRE I.** <sup>[1]</sup> - Redevance couvrant les frais administratifs<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-16/03](#), art. 2, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**Art. 1er/1.** <sup>[1]</sup> § 1er. Le montant de la redevance visée à l'article 1er/1, de la loi est fixé comme suit :

1° l'étranger âgé de moins de 18 ans : gratuit ;

2° l'étranger âgé de 18 ans et plus :

a. Sous réserve des b, c et d, les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 3°, 4° et 6°, de la loi : 160 euro ;

b. les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 3° et 4°, de la loi introduites par un étranger visé à l'article 10, § 1er, 6°, de la loi : gratuit ;

c. les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 3° et 4°, de la loi introduites par les membres de la familles d'un étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre pour autant qu'ils faisaient partie de son ménage dans l'autre Etat membre : 60 euro;

d. les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 6°, de la loi introduites par un enfant handicapé célibataire âgé de plus de dix-huit ans, pour autant qu'il fournisse une attestation émanant d'un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge indiquant qu'il se trouve, en raison de son handicap, dans l'incapacité de subvenir à ses propres besoins : gratuit;

e. les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 7°, de la loi : 160 euro ;

f. les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 1°, 2°, 5°, 9° et 10°, de la loi : 215 euro ;

g. Les demandes visées à l'article 1er/1, § 2, 8°, de la loi : 60 euro.

Les montants visés à l'alinéa premier s'entendent par demande et par personne.

§ 2. Le paiement du montant visé au paragraphe premier s'effectue par virement sur le compte bancaire BE57 6792 0060 9235.

La personne effectuant le paiement, mentionnera en communication du virement les nom et prénom(s) de l'étranger ainsi que sa date de naissance, sa nationalité et le motif de son séjour en respectant la structure suivante : " Nom\_Prénom\_Nationalité\_JJ.MM.AAAA\_ArticleLoi15.12.1980 ".]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-16/03](#), art. 4, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**Art. 1er/2.** <sup>[1]</sup> § 1er. Lors de l'introduction de sa demande de séjour, l'étranger est tenu d'apporter la preuve du paiement de la redevance visée à l'article 1er/1, de la loi.

§ 2. A défaut de présenter à l'appui de sa demande de séjour, la preuve du paiement visée au paragraphe premier, l'autorité compétente pour recevoir ou pour statuer sur la demande de séjour la déclare irrecevable. La décision d'irrecevabilité est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 42. Une copie de la décision d'irrecevabilité est envoyée à la Direction générale Office des Etrangers du Service public fédéral Intérieur.

§ 3. Si la preuve du paiement visée au paragraphe premier atteste d'un paiement partiel de la redevance, l'autorité compétente pour recevoir ou pour statuer sur la demande de séjour en informe l'étranger et lui demande d'effectuer, dans un délai trente jours, le paiement du solde. La décision informant l'étranger du paiement partiel est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 43, du présent arrêté. Une copie de la décision est envoyée à la Direction générale Office des Etrangers du Service public fédéral Intérieur.

Le délai de trente jours visé à l'alinéa premier commence à courir le jour suivant le jour de la notification de la décision informant l'étranger du paiement partiel.

Le paiement visé à l'alinéa premier est effectué conformément à l'article 1er/1, § 2, du présent arrêté.

A défaut d'effectuer le paiement visé à l'alinéa premier, l'autorité compétente pour recevoir ou pour statuer sur la demande déclare la demande irrecevable. La décision d'irrecevabilité est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 42, du présent arrêté. Une copie de la décision d'irrecevabilité est envoyée à la Direction générale Office des Etrangers du Service public Intérieur.

Dans le cas prévu à l'alinéa 4, le paiement partiel ne fait l'objet d'aucun remboursement et reste acquis à l'Office des Etrangers.]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-16/03](#), art. 5, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**CHAPITRE I/I.** [<sup>1</sup> (ancien chapitre I)]<sup>1</sup> - Accès au territoire et séjour n'excédant pas trois mois.

-----  
(1)<AR [2015-02-16/03](#), art. 1, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**Section 1.** - Accès au territoire. - Conditions d'entrée.

**Art. 1er/3.** [<sup>1</sup> (ancien art. 1erbis)]<sup>1</sup> [<sup>2</sup> L'étranger possédant la nationalité d'un des pays énumérés à l'annexe I du règlement (CE) n° 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des Etats membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation est autorisé, sur présentation des documents prévus à l'article 2, de la loi à l'exception du visa ou de l'autorisation en tenant lieu, à entrer sur le territoire du Royaume pour un séjour d'une durée n'excédant pas 90 jours sur toute période de 180 jours.]<sup>2</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-16/03](#), art. 3, 054; En vigueur : 02-03-2015>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 2, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 2.** L'étranger, qui ne peut obtenir de passeport de ses autorités nationales, est autorisé à entrer dans le Royaume à condition d'être porteur d'un passeport valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu, délivré par les autorités du pays où il a sa résidence, revêtu d'un visa, valable pour la Belgique, (apposé par un représentant diplomatique ou consulaire belge ou par celui d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique). <AR 1996-11-22/31, art. 3, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 3.** § 1. L'enfant étranger de moins de seize ans voyageant seul est soumis à la réglementation générale.

§ 2. L'enfant étranger de moins de seize ans est autorisé à entrer dans le Royaume sans être en possession d'un document de voyage personnel, à condition :

1. de voyager en compagnie d'un de ses parents ou grands-parents ou de son tuteur;
2. d'avoir la même nationalité que cette personne et
3. d'être inscrit dans son document de voyage, revêtu le cas échéant, d'un visa valable.

Toutefois, l'enfant français de moins de seize ans, peut également entrer dans le Royaume en compagnie d'une autre personne (pour autant qu'il soit satisfait aux conditions prévues à l'alinéa 1, points 2 et 3). <AR 1996-12-11/38, art. 1, 019; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 4.** Les étrangers voyageant en groupe sont autorisés, à condition de rester groupés au cours de leur séjour, à entrer dans le Royaume en vue d'un séjour n'excédant pas trois mois, sur présentation d'un passeport collectif en cours de validité ou d'une liste nominative authentifiée par les autorités du pays où elle a été établie, pour autant que :

1. le passeport ou la liste indiquent l'identité et la résidence des membres du groupe dont le nombre ne peut être inférieur à cinq ni supérieur à cinquante;
2. chacune de ces personnes possède la nationalité du pays dont les autorités ont délivré le passeport collectif ou authentifié la liste nominative et soit porteur d'un document d'identité personnel et revêtu de sa photographie;

(3. le passeport collectif ou la liste nominative soient revêtus d'un visa, valable pour la Belgique, apposé par un représentant diplomatique ou consulaire belge ou par celui d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, à moins que les étrangers concernés en soient dispensés;) <AR 1996-11-22/31, art. 4, 018; En vigueur : 16-12-1996>

4. un chef de groupe, muni d'un passeport individuel valable, ait la garde du titre de voyage collectif et accomplit(, le cas échéant,) toutes les formalités au passage des frontières. <AR 1996-11-22/31, art. 4, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 5.** <AR 1996-12-11/38, art. 2, 019; En vigueur : 17-01-1997> Ne sont pas admis comme



documents de voyage valables les passeports collectifs ou les listes collectives émanant d'Etats ou de gouvernements non reconnus par la Belgique.

**Art. 6.** Les jeunes gens de moins de vingt et un ans, voyageant en groupe, sont autorisés à entrer dans le Royaume en vue d'un séjour n'excédant pas trois mois sur présentation d'un passeport collectif pour jeunes, en cours de validité, délivré conformément à l'Accord européen du 16 décembre 1961 sur la circulation des jeunes sous couvert du passeport collectif entre les pays membres du Conseil de l'Europe.

Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux jeunes gens visés à l'alinéa 1er, sauf les dérogations suivantes :

1. Les jeunes gens voyageant sous le couvert d'un passeport collectif ne doivent pas être porteurs d'une carte d'identité individuelle, mais être en mesure de prouver leur identité d'une manière quelconque;

2. Les jeunes réfugiés et apatrides établis en France ou en Irlande peuvent également figurer sur le passeport collectif délivré par l'autorité compétente de ce pays;

3. Les jeunes gens voyageant sous le couvert d'un passeport collectif délivré par les autorités du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne sont pas tenus de rester ensemble durant leur séjour. Ils peuvent séjourner dans différentes communes, à condition de pouvoir justifier de manière quelconque de leur identité et à la condition que le chef de groupe, porteur du passeport collectif, puisse être atteint à tout moment.

**Art. 6bis.** <Inséré par AR 1995-10-12/35, art. 1; En vigueur : 01-11-1995> L'écopier qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, mais qui réside dans un de ces Etats et fait partie d'un groupe d'élèves inscrits dans un établissement d'enseignement général et voyageant dans le cadre d'une excursion scolaire, est autorisé à transiter dans le Royaume ou à y entrer pour un séjour n'excédant pas trois mois sous le seul couvert d'une liste nominative conforme au formulaire commun annexé à la Décision du Conseil de l'Union européenne 94/795/JAI du 30 novembre 1994 relative à une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point b), du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne les facilités de déplacement des écoliers ressortissants de pays tiers résidant dans un Etat membre, à condition que :

1. le groupe soit accompagné par un professeur de l'établissement scolaire, muni des documents requis pour son transit ou son entrée dans le Royaume et de la liste précitée, dressée par l'établissement et indiquant les noms et les prénoms des écoliers accompagnés, les noms des professeurs accompagnant le groupe, ainsi que la destination et la durée du voyage;

2. l'Etat membre dans lequel résident les écoliers ait informé les autres Etats membres que ses propres listes doivent être reconnues comme documents de voyage valables dans tous les Etats membres de l'Union européenne, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions mentionnées aux points 3 et 4 ci-après;

3. l'autorité compétente de cet Etat ait validé la liste pour confirmer le statut de résident des écoliers et leur droit à la réadmission sur son territoire sans formalités;

4. la liste comporte une photographie récente des écoliers qui y sont mentionnés et qui ne sont pas en mesure de prouver leur identité au moyen d'une carte d'identité portant leur photographie.

Lorsque les conditions énumérées à l'alinéa 1er, points 2 à 4, ne sont pas réunies, l'écopier visé à l'alinéa 1er est néanmoins, sous le couvert de la liste nominative et dans les conditions visées à l'alinéa 1er, point 1, autorisé à transiter dans le Royaume ou à y entrer pour un séjour n'excédant pas trois mois sur la présentation d'un document individuel de voyage valable pour la Belgique, mais sans que le visa soit requis si l'écopier n'en est pas dispensé en vertu d'autres dispositions.

**Art. 7.** § 1. Les enfants et jeunes gens luxembourgeois ou néerlandais de moins de vingt et un ans voyageant en groupe sont autorisés à entrer dans le Royaume en vue d'un séjour n'excédant pas trois mois sur la seule présentation d'une liste nominative dressée par l'établissement d'enseignement ou l'association de jeunesse auxquels ils appartiennent et revêtue du sceau de la police du lieu où elle a été établie.

Seul le chef de groupe doit être en possession du document individuel requis pour son entrée dans le Royaume.

**§ 2.** Les personnes âgées luxembourgeoises et néerlandaises voyageant en groupe sont autorisées à entrer dans le Royaume en vue d'un séjour n'excédant pas trois mois sur présentation d'une liste collective estampillée par la police locale du lieu de leur séjour et mentionnant l'accord préalable du ((Ministre), ou de son délégué). <AR 1992-07-13/32, art. 2, 008; En vigueur : 15-07-1992> <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 8.**

<Abrogé par AR [2015-02-13/06](#), art. 3, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 9.** Les titulaires d'un document délivré par les organisations internationales mentionnées ci-après peuvent entrer dans le Royaume sous le seul couvert de ce document.

1. Les étrangers en possession d'un laissez-passer des Nations-Unies.
2. Les étrangers en possession d'un certificat de légitimation délivré par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.
3. Les étrangers en possession d'un laissez-passer du (Conseil des l'Union européenne). <AR 1996-12-11/38, art. 4, 019; En vigueur : 17-01-1997>
4. Les étrangers en possession d'un laissez-passer délivré par le Secrétaire général du Conseil de Coopération Douanière.
5. Les étrangers en possession d'un certificat de légitimation officiel de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord.
6. Les militaires relevant des forces armées de l'O.T.A.N., qui sont en possession d'(une carte d'identité) militaire personnelle et d'un ordre de mission, collectif ou individuel, délivré par l'O.T.A.N. ou par les autorités compétentes de leur pays. <Err. MB 28-10-1981>
7. Les militaires américains et canadiens stationnés en Europe, qui sont en possession d'une carte d'identité personnelle et d'un titre de congé.

**Art. 10.** L'étranger résidant dans la zone frontalière germano-belge ou franco-belge, est autorisé à circuler dans la zone frontalière belgo-allemande ou belgo-française sous le couvert des documents prévus par les accords ou arrangements en matière de petit trafic frontalier conclus entre la Belgique et ces pays.

**Art. 11.** L'étranger qui n'a pas eu la possibilité de se procurer en temps opportun le visa de transit ou le visa de voyage requis peut, exceptionnellement, être autorisé par les autorités chargées du contrôle aux frontières à entrer dans le Royaume.

Si l'accès est demandé par l'étranger à la seule fin de traverser le Royaume pour se rendre dans un pays tiers, les autorités chargées du contrôle aux frontières peuvent lui délivrer un visa de transit sans arrêt, à condition qu'il soit autorisé à se rendre dans le pays de destination et à transiter par le pays qu'il doit traverser en premier lieu pour atteindre le pays de destination.

Si l'étranger demande l'accès pour un séjour n'excédant pas trois mois, les autorités chargées du contrôle aux frontières peuvent lui délivrer un visa valable pour trois jours au maximum.

**Art. 12.** § 1. L'étranger dispensé du visa qui n'est pas en possession du passeport ou de la pièce d'identité requis, peut, exceptionnellement, être autorisé par les autorités chargées du contrôle aux frontières, à entrer dans le Royaume, à condition :

1. qu'il possède des moyens de subsistance suffisants;
2. qu'il ne se trouve pas dans un des cas prévus à (l'article 3, alinéa 1er, 5° à 8°, de la loi); <AR 1996-11-22/31, art. 6, 018; En vigueur : 16-12-1996>
3. qu'il invoque des motifs impérieux à l'appui de sa demande;
4. que la durée de son séjour dans le Royaume ne paraisse pas devoir dépasser deux semaines;
5. qu'il soit porteur d'une pièce d'identité quelconque.

Il lui est délivré un laissez-passer spécial conforme au modèle figurant à l'annexe 10.

§ 2. Si les conditions reprises au paragraphe 1er ne sont pas réunies, la délivrance du laissez-passer spécial est subordonnée à l'autorisation du (Ministre) ou de son délégué. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 13.** (Abrogé) <AR 1996-12-11/38, art. 5, 019; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 14.** Lorsque l'étranger est refoulé en vertu de l'article 3 de la loi, la décision de refoulement lui est notifiée, (...), par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 11. <AR 1996-11-22/31, art. 7, 018; En vigueur : 16-12-1996>

(Alinéa 2 abrogé) AR 1996-11-22/31, art. 7, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 15.** (abrogé) <AR [2008-07-22/33](#), art. 2, 034; En vigueur : 08-09-2008>

**Art. 16.** (abrogé) <AR [2008-07-22/33](#), art. 3, 034; En vigueur : 08-09-2008>

**Art. 17.** (abrogé) <AR [2008-07-22/33](#), art. 4, 034; En vigueur : 08-09-2008>

**Section 1bis.** - (Accès au territoire. - Condition d'entrée particulière : engagement de prise en charge.) <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 17/2.**<sup>[1]</sup> § 1er L'engagement de prise en charge visé à l'article 3bis de la loi doit être conforme à l'annexe 3bis et comprend deux parties. La première partie constitue l'engagement de prise en charge et la deuxième partie comporte une information destinée au garant et au ressortissant d'un pays tiers pris en charge.

Pour constituer une preuve valable des moyens de subsistance suffisants pour un court séjour en Belgique, la première partie de l'engagement de prise en charge doit être imprimée recto-verso, présentée en original et ne pas contenir de modifications.

L'engagement de prise en charge visé à l'article 3bis de la loi indique les éléments suivants :

1° l'identité de la personne qui signe l'engagement de prise en charge;

2° l'identité et l'adresse du ressortissant d'un pays tiers pris en charge;

3° l'adresse d'hébergement;

4° la durée et l'objet du séjour;

5° les liens de parenté entre le garant et le ressortissant d'un pays tiers pris en charge.

§ 2. L'engagement de prise en charge peut être souscrit à l'égard de tout ressortissant d'un pays tiers désirant effectuer un court séjour en Belgique.

Le garant doit disposer personnellement de moyens de subsistance suffisants.

§ 3. L'engagement de prise en charge ne constitue une preuve des moyens de subsistance suffisants dans le chef du ressortissant de pays tiers pris en charge que s'il est déclaré recevable et est accepté par le Ministre ou son délégué. ]<sup>[1]</sup>

-----

(1)<AR [2015-12-02/13](#), art. 1, 059; En vigueur : 07-01-2016>

**Art. 17/3.**<Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997> § 1. La personne qui souscrit l'engagement de prise en charge en faveur d'un étranger qui n'est pas soumis à l'obligation du visa, est tenue, au moment où elle se présente à l'administration communale pour faire légaliser l'engagement, de produire les documents suivants :

1° une fiche de salaire ou un document établi par une autorité publique, attestant ses revenus nets ou bruts, mensuels ou annuels, ou, à défaut de pouvoir produire une de ces pièces, tout document mentionnant le montant de ses ressources;

2° un document attestant qu'elle possède la nationalité belge ou qu'elle est autorisée ou admise à séjourner en Belgique pour une durée illimitée.

§ 2. L'administration communale transmet immédiatement à l'Office des étrangers l'engagement de prise en charge légalisé ainsi que les documents visés au § 1.

Si ces documents n'ont pas été fournis par le garant, le Ministre ou son délégué déclare l'engagement de prise en charge irrecevable.

Si le garant ne dispose pas de ressources suffisantes, le Ministre ou son délégué refuse l'engagement de prise en charge.

§ 3. L'Office des étrangers renvoie l'engagement de prise en charge à l'administration communale, qui invite immédiatement le garant à venir le retirer.



L'administration communale indique sur l'engagement de prise en charge la date à partir de laquelle il peut être retiré.

§ 4. Lorsqu'il a été accepté par le Ministre ou son délégué, l'engagement de prise en charge doit être utilisé par l'étranger pour entrer sur le territoire des Etats parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, dans un délai de six mois à partir de la date mentionnée au § 3, alinéa 2.

[<sup>1</sup> § 5. Les paragraphes 1er à 3 s'appliquent également lorsque l'engagement de prise en charge est souscrit à l'égard d'un étranger soumis à l'obligation de visa en cas d'introduction de la demande auprès d'un poste diplomatique ou consulaire d'un Etat membre agissant en représentation de la Belgique.

Lorsqu'il a été accepté, l'engagement de prise en charge doit être produit par l'étranger à l'appui de sa demande dans un délai de six mois à partir de la date mentionnée au paragraphe 3, alinéa 2.

§ 6. Si l'étranger ne se conforme pas à l'obligation prévue au paragraphe 4 ou au paragraphe 5, alinéa 2, selon le cas, l'engagement de prise en charge est réputé ne pas avoir été accepté.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2012-07-16/10](#), art. 1, 045; En vigueur : 29-09-2012>

[Art. 17/4.](#) <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997> § 1. Lorsqu'il légalise l'engagement de prise en charge souscrit à l'égard d'un étranger soumis à l'obligation du visa, le bourgmestre ou son délégué indique la date de la légalisation sur l'engagement de prise en charge et le remet immédiatement au garant.

Lorsque le bourgmestre ou son délégué adresse au Ministre ou à son délégué l'avis prévu à l'article 3bis, alinéa 4, de la loi, il lui transmet en même temps une copie de l'engagement de prise en charge légalisé.

§ 2. Lorsque l'engagement de prise en charge a été légalisé, l'étranger à l'égard duquel il est souscrit doit se présenter, dans un délai de six mois à partir de la date indiquée au § 1, alinéa 1, auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger pour y produire l'engagement de prise en charge légalisé et les documents suivants :

1° une fiche de salaire ou un document établi par une autorité publique, attestant les revenus nets ou bruts, mensuels ou annuels, du garant ou, à défaut de pouvoir produire une de ces pièces, tout document mentionnant le montant de ses ressources;

2° un document attestant que le garant possède la nationalité belge ou qu'il est autorisé ou admis à séjourner en Belgique pour une durée illimitée.

Si ces documents n'ont pas été fournis dans le délai requis, le poste diplomatique ou consulaire déclare l'engagement de prise en charge irrecevable.

Si le garant ne dispose pas de ressources suffisantes, le Ministre ou son délégué refuse l'engagement de prise en charge.

§ 3. Le poste diplomatique ou consulaire notifie à l'étranger la décision intervenue en lui remettant l'engagement de prise en charge.

[Art. 17/5.](#) <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997> Le garant est, avec l'étranger, solidairement responsable du paiement des frais mentionnés à l'article 3bis, alinéa 1, de la loi, pendant une période de deux ans à partir du jour où l'étranger est entré sur le territoire des Etats parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, muni des documents requis à l'article 2 de la loi.

Le garant est exonéré de sa responsabilité s'il apporte la preuve que l'étranger a quitté le territoire des Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen, signée le 19 juin 1990.

[Art. 17/6.](#) <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 9; En vigueur : 17-01-1997> Le garant ne peut se désister de son engagement de prise en charge que si le Ministre ou son délégué accepte un nouvel engagement souscrit par une autre personne.

[Art. 17/7.](#)<Inséré par AR 2006-05-15/39, art. 1; En vigueur : 21-06-2006> § 1er. Lorsque les frais de séjour, de soins de santé et de rapatriement visés à l'article 3bis de la loi ont été supportés par l'Etat belge, le remboursement en est poursuivi à l'initiative du Ministre ou de son délégué, par lettre

recommandée à la poste.

§ 2. Pour l'application du § 1er, le montant des frais de séjour et de soins de santé résultant de la détention de l'étranger conformément aux articles 7, 27 [<sup>1</sup> 29 et 51/5, § 3]<sup>1</sup> de la loi, à l'exception des frais supplémentaires exposés individuellement, est fixé forfaitairement à [<sup>1</sup> 180 euros]<sup>1</sup> par journée complète et par personne. Le jour d'entrée est également comptabilisé, mais pas le jour de sortie.

Lorsqu'un étranger qui fait l'objet d'une décision de refus de séjour exécutoire (...) est maintenu conformément à l'article 74/6 de la loi, le montant des frais de séjour et de soins de santé qui en résultent est également fixé conformément à l'alinéa 1er. Dans ce cas, le jour que la décision devient exécutable est considéré comme le jour d'entrée. <AR [2007-04-27/56](#), art. 2, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Le montant fixé forfaitairement à l'alinéa 1er est rattaché à l'indice des prix à la consommation du Royaume, [<sup>1</sup> 119,01 (base 2004 = 100)]<sup>1</sup>. Il est adapté au 1er janvier de chaque année en fonction de l'indice du mois de décembre précédent. Le résultat est arrondi [<sup>1</sup> à l'euro supérieur]<sup>1</sup>.

§ 3. Pour l'application du § 1er, les frais de rapatriement sont les frais réels qui découlent de l'accompagnement et du transport de l'étranger vers le pays dont il possède la nationalité ou qui lui a délivré un titre de séjour pour plus de trois mois.

*(NOTE : le montant de 180 euros est indexé. Ce montant est donc porté à :*

- 184 euros pour 2013; voir DIVERS [2013-05-07/09](#), art. M, 048; En vigueur : 01-01-2013;
- 186 euros pour 2014 ; voir DIVERS [2014-01-15/01](#), art. M, 052; En vigueur : 01-01-2014; < Erratum, M.B. 07-02-2014, p. 11067>;
- 186 euros pour 2015 : voir DIVERS [2015-03-16/06](#), art. M, 056; En vigueur : 01-01-2015)

-----  
(1)<AR [2012-09-20/14](#), art. 1, 046; En vigueur : 11-10-2012>

**Art. 17/8.** <Inséré par AR 2006-05-15/39, art. 2; En vigueur : 21-06-2006> Lorsque les frais de séjour et de soins de santé visés à l'article 3bis de la loi ont été supportés par le centre public d'action sociale compétent, le remboursement en est poursuivi par ce centre par lettre recommandée à la poste.

Ces frais sont les frais réels de séjour et de soins de santé supportés par le centre public d'action sociale.

**Art. 17/9.** <Inséré par AR 2006-05-15/39, art. 3; En vigueur : 21-06-2006> Si le débiteur reste en défaut de payer le montant des frais réclamés, le recouvrement peut être confié à l'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines.

Les sommes récupérées sont versées au Trésor.

**Section 2.** - Séjour n'excédant pas trois mois. - Formalités administratives. - Remise du document de séjour.

**Art. 18.** Sont dispensés de l'obligation de se présenter à l'administration communale :

1° l'étranger admis en traitement dans un hôpital ou un établissement hospitalier analogue au cours d'un voyage en Belgique;

2° l'étranger arrêté et détenu dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale (...). <AR 1996-12-11/38, art. 10, 019; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 19.** La présence dans le Royaume de l'enfant étranger de moins de quinze ans doit être signalée à l'administration communale par le père ou la mère ou par la personne ou l'institution sous la garde de laquelle il se trouve.

**Art. 20.** L'étranger qui entre en Belgique pour un séjour n'excédant pas trois mois reçoit de l'administration communale du lieu où il loge un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 3.

Ce document est valable trois mois au maximum à partir de la date d'entrée dans le Royaume, à moins que le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa, apposé sur le passeport ou le titre de voyage en

tenant lieu, ne fixe une durée plus courte.

(La durée de validité visée à l'alinéa 2 est réduite de la durée du séjour effectué par l'étranger sur le territoire d'un autre Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, à l'exception de la durée du séjour effectué sur le territoire de l'Etat partie qui lui a délivré un titre de séjour valable.) <AR 1996-11-22/31, art. 8, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 21.** <AR 1996-11-22/31, art. 9, 018; En vigueur : 16-12-1996> La décision du Ministre ou de son délégué donnant l'ordre de quitter le territoire à l'étranger qui ne possède pas les documents requis pour pénétrer dans le Royaume, est notifiée au moyen du formulaire A, conforme au modèle figurant à l'annexe 12.

**Art. 22.** <AR 28-01-1988, art. 1> La décision du (Ministre) ou de son délégué donnant l'ordre de quitter le territoire à l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume est notifiée au moyen du formulaire B, conforme au modèle figurant à l'annexe 13. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 22.2.** <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 11; En vigueur : 17-01-1997> Lorsque le Ministre ou son délégué demande à l'Etat responsable au sens des conventions internationales liant la Belgique, la reprise en charge de l'étranger visé à l'article 7, alinéa 1, 1°, 2° ou 5°, de la loi, dont la demande d'asile est en cours de procédure ou a été définitivement rejetée dans cet Etat, il en informe l'étranger et lui communique la teneur de la décision intervenue.

Lorsque l'étranger est transféré vers l'Etat responsable, il est mis en possession d'un laissez-passer conforme au modèle figurant à l'annexe 10bis (ou à l'annexe 10ter). Ce document indique l'autorité compétente de cet Etat auprès de laquelle l'étranger doit se présenter et (les cas échéant) le délai qui lui est imparti à cet effet. <AR 1998-03-02/32, art. 1, 020; En vigueur : 01-09-1997> <AR [2007-04-27/56](#), art. 3, 030; En vigueur : 01-06-2007>

## **CHAPITRE II.** - Séjour de plus de trois mois.

### **Section 1.** - Conditions d'entrée.

**Art. 23.** <AR 1994-03-11/30, art. 1, 013; En vigueur : 01-01-1994> Sous réserve de l'article 10 de la loi, sont dispensés de l'autorisation de séjour provisoire :

- 1° les étrangers visés au titre II, chapitre Ier, section 6;
- 2° (les ressortissants monégasques); <AR 1996-12-11/38, art. 12, 1°, 019; En vigueur : 17-01-1997>
- 3° (les ressortissants suisses, qui ne peuvent pas se prévaloir des dispositions du Titre II, chapitre Ier ou qui ne le souhaitent pas.) <AR 2002-07-11/51, art. 1, 024; En vigueur : 01-06-2002>

**Art. 24.** L'enfant étranger de moins de seize ans qui vient seul en Belgique pour un séjour de plus de trois mois, est soumis à la réglementation générale.

Toutefois, l'enfant de moins de seize ans est autorisé à entrer dans le Royaume pour un séjour de plus de trois mois sans être en possession d'un document personnel ou d'une autorisation de séjour provisoire dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3, § 2, alinéa 1 du présent arrêté, pour autant que l'auteur, l'ascendant ou le tuteur remplisse lui-même les conditions requises pour pouvoir séjourner plus de trois mois dans le Royaume.

**Section 2.** - Formalités d'inscription à l'administration communale et remise (d'un) titre de séjour. <AR [2007-04-27/56](#), art. 4, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 25.** § 1. Lorsque l'étranger qui vient en Belgique pour un séjour de plus de trois mois est porteur d'une autorisation de séjour provisoire, l'administration communale procède à son inscription au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription à ce registre.

Si l'autorisation de séjour provisoire est limitée dans le temps, le certificat d'inscription est limité à cette durée.

§ 2. Lorsque l'étranger est dispensé de l'obligation de l'autorisation de séjour provisoire, l'administration communale, sur le vu de la justification des moyens de subsistance, procède comme il est prévu au paragraphe 1er.

Si l'administration communale estime que la preuve des moyens de subsistance est insuffisante, elle remet à l'étranger une attestation d'immatriculation, modèle A, conforme à l'annexe 4.

Cette attestation couvre le séjour pendant trois mois dans l'attente de la décision du (Ministre) ou de son délégué. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

En cas de décision favorable ou si, dans le délai de trois mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, celle-ci remet le certificat d'inscription au registre des étrangers.

Si le (Ministre) ou son délégué décide que l'étranger n'est pas autorisé au séjour, il lui donne l'ordre de quitter le territoire. L'administration communale notifie ces deux décisions par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Art. 25/2.<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 5; En vigueur : 01-06-2007> § 1er. L'étranger déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour trois mois au maximum conformément au Titre I, Chapitre II de la loi, ou pour plus de trois mois, qui démontre :

1° soit, qu'il est en possession de :

a) un permis de travail B, une carte professionnelle, ou une attestation délivrée par le service public compétent pour l'exempter de cette obligation (ou toute autre preuve jugée suffisante par les ministres compétents pour attester de cette exemption), et <AR [2008-07-22/33](#), art. 5, 034; En vigueur : 08-09-2008>

b) un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe de la présente loi, et

c) un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 18 ans,

2° soit qu'il réunit les conditions fixées par la loi ou par un arrêté royal, afin d'être autorisé au séjour de plus de trois mois dans le Royaume à un autre titre,

peut introduire une demande d'autorisation de séjour sur cette base auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne.

Cette demande doit être accompagnée des preuves que l'étranger réunit les conditions visées à ce paragraphe.

§ 2. Pour autant que l'étranger présente les preuves qu'il réunit les conditions visées au § 1er, alinéa 1er, 1°, et s'il ressort du contrôle de la résidence effective auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que l'étranger réside sur le territoire de la commune, le bourgmestre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour limité à l'étranger, l'administration communale procède à l'inscription de celui-ci au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription à ce registre, ou, lorsque l'étranger détient déjà un tel certificat, l'informe de la décision.

Dans le cas contraire, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 40. L'administration communale transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

§ 3. Pour autant que l'étranger présente les preuves qu'il réunit les conditions visées au § 1er, alinéa 1er, 2°, et s'il ressort du contrôle de la résidence effective auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que l'étranger réside sur le territoire de la commune, il lui est remis un document attestant du dépôt de la demande. L'administration communale transmet la demande, accompagnée des preuves visées au § 1er, alinéa 2, et du rapport établi à la suite du contrôle de résidence, sans délai au délégué du ministre.

Dans le cas contraire, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 40. L'administration communale transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

Lorsque le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour à l'étranger, l'administration communale procède à l'inscription de celui-ci au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription à ce registre, ou, lorsque l'étranger détient déjà un tel certificat, l'informe de la décision.

Lorsque le ministre ou son délégué décide que l'étranger ne réunit pas les conditions visées au § 1er,

alinéa 1er, 2°, il rejette sa demande d'autorisation de séjour et lui donne le cas échéant l'ordre de quitter le territoire conformément au modèle figurant à l'annexe 13.

(§ 4. S'il ressort du contrôle de résidence effective auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que l'étranger qui a introduit [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup> une demande fondée sur l'article 61/7 de la loi, réside sur le territoire de la commune, il lui est remis un document attestant du dépôt de sa demande.

L'administration communale transmet la demande, accompagnée des documents produits et du rapport établi à la suite du contrôle de résidence, sans délai au délégué du ministre.

Les dispositions du § 3, alinéas 2 à 4 sont applicables aux demandes visées à l'alinéa 1er.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 5, 034; En vigueur : 08-09-2008>

[<sup>1</sup> § 5. Le présent article ne s'applique pas aux étrangers qui introduisent une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 10bis, de la loi.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 2, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. 25/3.**<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 6; En vigueur : 01-06-2007> § 1er. Lorsque l'étranger qui déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10 ou 10bis de la loi, introduit sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire compétent, conformément à l'article 12bis, § 2, ou 10ter, § 1er, de la loi, il lui est remis, dès que tous les documents exigés sont produits, [<sup>1</sup> une attestation de dépôt de la demande conforme au modèle figurant à l'annexe 15quinquies]<sup>1</sup>.

§ 2. Si l'étranger qui vient en Belgique est en possession d'une admission de séjour en vertu de l'article 10 de la loi, l'administration communale l'inscrit au registre des étrangers et lui délivre un certificat d'inscription à ce registre.

Excepté dans le cas de l'article 13, § 1er, [<sup>1</sup> alinéa 5]<sup>1</sup>, de la loi, l'autorisation de séjour de durée limitée et le certificat d'inscription au registre des étrangers sont valables pour une durée d'un an.

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 3, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. 26.**[<sup>1</sup> § 1er. L'étranger qui introduit une demande d'admission au séjour auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne, en application des articles 10 et 12bis, § 1er, alinéa 2, 1°, 2° ou 4°, de la loi, produit à l'appui de celle-ci les documents suivants :

1° les documents requis pour son entrée et son séjour attestant qu'il réunit les conditions prévues à l'article 12bis, § 1er, alinéa 2, 1°, 2° ou 4°, de la loi;

2° les documents attestant qu'il remplit les conditions mises à son séjour.

Si l'étranger produit, lors de l'introduction de sa demande, tous les documents requis, le bourgmestre ou son délégué lui remet une attestation de réception de sa demande conforme au modèle figurant à l'annexe 15bis. La demande ainsi qu'une copie de l'annexe 15bis sont envoyées immédiatement au Ministre ou à son délégué. En vue de l'éventuelle inscription de l'étranger au registre des étrangers, le bourgmestre ou son délégué fait procéder à une enquête de résidence.

Par contre, si l'étranger ne produit pas tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération et notifie cette décision, à l'étranger, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15ter. Une copie de ce document est transmise immédiatement au Ministre ou à son délégué.

§ 2. Si le Ministre ou son délégué déclare la demande recevable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai prévu à l'article 12bis, § 3, alinéa 2, de la loi, le bourgmestre ou son délégué informe l'étranger que sa demande est recevable, l'inscrit au registre des étrangers et lui délivre une attestation d'immatriculation - modèle A, conforme au modèle figurant à l'annexe 4, arrivant à échéance six mois après la délivrance de l'attestation de réception de la demande. [<sup>2</sup> Par contre, si la demande est introduite par un membre de la famille visé à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4 à 6° de l'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée ancien titulaire d'une carte bleue européenne, l'attestation d'immatriculation arrive à échéance quatre mois après la délivrance de l'attestation de réception de la demande.]<sup>2</sup>

Si le Ministre ou son délégué déclare la demande irrecevable, le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 15quater. En outre, si l'étranger se trouve dans un des cas prévus à l'article 7, de la loi, le Ministre ou son délégué lui donne, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire, au moyen du formulaire A ou B, conforme au modèle



figurant à l'annexe 12 ou 13.

§ 3. [<sup>2</sup> Si le Ministre ou son délégué décide, conformément à l'article 12bis, § 3, alinéa 4, ou § 3bis, alinéa 2, de la loi de prolonger le délai visé à l'article 12bis, § 3, alinéa 3, ou § 3bis, alinéa 1er, de la loi, le Bourgmestre ou son délégué remet une copie de cette décision à l'étranger et proroge son attestation d'immatriculation - modèle A, de trois mois à partir de la date de son échéance.]<sup>2</sup>

§ 4. [<sup>2</sup> En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 12bis, § 3, alinéa 3, ou § 3bis, alinéa 1er, de la loi, éventuellement prolongé, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger un certificat d'inscription au registre des étrangers. Le cas échéant, l'attestation d'immatriculation - modèle A est prorogée jusqu'à la délivrance dudit certificat.]<sup>2</sup>

Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à séjourner sur le territoire du Royaume, il refuse la demande et, le cas échéant, lui donne l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 4, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 2, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 26/1.**[<sup>1</sup> § 1er. L'étranger qui introduit une demande de séjour auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne, en application des articles 10 et 12bis, § 1er, alinéa 2, 3°, de la loi, produit à l'appui de celle-ci les documents suivants :

1° un passeport en cours de validité;

2° les documents de preuve relatifs aux circonstances exceptionnelles telles que définies à l'article 12bis, § 1er, alinéa 2, 3°, de la loi;

3° les documents attestant qu'il remplit les conditions mises à son séjour.

Si l'étranger produit, lors de l'introduction de sa demande, tous les documents requis, le bourgmestre ou son délégué transmet immédiatement une copie de la demande au délégué du Ministre afin que ce dernier en vérifie la recevabilité. En vue de l'éventuelle inscription de l'étranger au registre des étrangers, le bourgmestre ou son délégué fait procéder à une enquête de résidence.

Par contre, si l'étranger ne produit pas tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération et notifie cette décision, à l'étranger, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15ter. Une copie de ce document est transmise immédiatement au Ministre ou à son délégué.

§ 2. Si le Ministre ou son délégué déclare la demande recevable, le bourgmestre ou son délégué informe l'étranger que sa demande est recevable, lui délivre une attestation de réception de la demande conforme au modèle figurant à l'annexe 15bis, l'inscrit au registre des étrangers et lui délivre une attestation d'immatriculation - modèle A, conforme au modèle figurant à l'annexe 4, arrivant à échéance six mois après la délivrance de ladite attestation de réception. [<sup>2</sup> Par contre, si la demande est introduite par un membre de la famille visé à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4° à 6°, de l'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée ancien titulaire d'une carte bleue européenne, l'attestation d'immatriculation arrive à échéance quatre mois après la délivrance de l'attestation de réception de la demande.]<sup>2</sup>

Si le Ministre ou son délégué déclare la demande irrecevable, le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 15quater. En outre, si l'étranger se trouve dans un des cas prévus à l'article 7 de la loi, le Ministre ou son délégué lui donne, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire, au moyen du formulaire A ou B, conforme au modèle figurant à l'annexe 12 ou 13.

§ 3. [<sup>2</sup> Si le Ministre ou son délégué décide, conformément à l'article 12bis, § 3, alinéa 4, ou § 3bis, alinéa 2, de la loi, de prolonger le délai visé à l'article 12bis, § 3, alinéa 3, ou § 3bis, alinéa 1er, de la loi, le Bourgmestre ou son délégué remet une copie de cette décision à l'étranger et proroge son attestation immatriculation - modèle A, de trois mois à partir de la date de son échéance.]<sup>2</sup>

§ 4. [<sup>2</sup> En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 12bis, § 3, alinéa 3, ou § 3bis, alinéa 1er, de la loi, éventuellement prolongé, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger un certificat d'inscription au registre des étrangers. Le cas échéant, l'attestation d'immatriculation - modèle A est

prorogée jusqu'à la délivrance dudit certificat.]]<sup>2</sup>

Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à séjourner sur le territoire du Royaume, il refuse la demande et, le cas échéant, lui donne l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.]]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 5, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 3, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 26.2.**]]<sup>1</sup> § 1er. Sans préjudice de l'article 26/2/1, l'étranger peut introduire une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 10bis, de la loi, auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne, dans les cas suivants :

- 1° s'il est déjà admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume à un autre titre;
- 2° s'il est autorisé au séjour pour trois mois au maximum et, si la loi le requiert, qu'il dispose d'un visa valable en vue de conclure un mariage ou un partenariat en Belgique, si ce mariage ou partenariat a effectivement été conclu avant la fin de cette autorisation;
- 3° s'il est autorisé au séjour pour trois mois au maximum et est un enfant mineur visé à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4°, tirets 2 et 3, [2 ...]]<sup>2</sup> de la loi.

§ 2. L'étranger introduit sa demande d'autorisation de séjour avant l'expiration de son admission ou de son autorisation de séjour et produit à l'appui de celle-ci les documents suivants :

- 1° les documents attestant qu'il remplit les conditions prévues au paragraphe 1er;
- 2° les documents attestant qu'il remplit les conditions mises à son séjour.

Par dérogation à l'alinéa 1er, l'étranger qui introduit une demande sur base de l'article 10bis, § 3, de la loi, produit les documents de preuve relatifs aux conditions mises à son séjour au plus tard dans les quatre mois suivant l'introduction de sa demande.

§ 3. Si l'étranger introduit sa demande d'autorisation de séjour conformément au paragraphe 2, le bourgmestre ou son délégué lui remet une attestation de réception de sa demande conforme au modèle figurant à l'annexe 41bis. S'il ressort du contrôle de résidence effective que l'étranger réside dans la commune, l'étranger est mis en possession d'une attestation d'immatriculation - modèle A dont la durée de validité est égale à celle du titre de séjour de l'étranger rejoint sans toutefois pouvoir excéder six mois. Le bourgmestre ou son délégué transmet immédiatement une copie de la demande ainsi que de l'annexe 41bis au délégué du Ministre.

Toutefois, si la demande est introduite sur base de l'article 10bis, § 3, de la loi, le délai de six mois prévu à l'alinéa 1er est réduit à quatre mois.

Si l'étranger n'introduit pas sa demande d'autorisation de séjour conformément au paragraphe 2, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas la prendre en considération au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 41ter. Une copie de ce document est transmise immédiatement au Ministre ou à son délégué.

§ 4. [2 Si le Ministre ou son délégué décide, conformément à l'article 10ter, § 2, alinéa 3 ou § 2bis, alinéa 2, ou § 2ter, alinéa 2, de la loi, de prolonger le délai visé à l'article 10ter, § 2, alinéa 1er, ou § 2bis, alinéa 1er, ou § 2ter, alinéa 1er, de la loi, le Bourgmestre ou son délégué remet une copie de cette décision à l'étranger et proroge son attestation d'immatriculation - modèle A, de trois mois à partir de la date de son échéance.]]<sup>2</sup>

§ 5. En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 10ter, § 2, alinéa 1er, [2 ou § 2ter, alinéa 1er,]]<sup>2</sup> de la loi, éventuellement prolongé, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger un certificat d'inscription au registre des étrangers dont la durée de validité est égale à celle du titre de séjour de l'étranger rejoint. Le cas échéant, l'attestation d'immatriculation-modèle A est prorogée jusqu'à la délivrance dudit certificat.

Toutefois, lorsque la demande d'autorisation de séjour est introduite sur base de l'article 10bis, § 3, de la loi, et qu'aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 10ter, § 2bis, alinéa 1er, éventuellement prolongé, le certificat d'inscription au registre des étrangers est délivré conformément à l'alinéa 1er uniquement si tous les documents ont été produits. A défaut le bourgmestre ou son délégué rejette la demande et, le cas échéant, donne l'ordre de quitter le territoire à l'étranger au moyen du document conforme au modèle figurant à

**l'annexe 14.**

**Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à séjourner sur le territoire du Royaume, il refuse la demande et, le cas échéant, lui donne l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.]]<sup>1</sup>**

-----  
**(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 6, 038; En vigueur : 10-10-2011>**

**(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 4, 044; En vigueur : 10-09-2012>**

**[Art. 26/2/1.](#)<sup>1</sup> § 1er. L'étranger qui introduit une demande d'autorisation de séjour sur base des articles 9bis et 10bis, de la loi, auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne, produit à l'appui de celle-ci les documents suivants :**

- 1° un document d'identité ou la preuve qu'il est dispensé d'apporter un tel document;**
- 2° les documents de preuve relatifs aux circonstances exceptionnelles visées à l'article 9bis, de la loi;**
- 3° les documents attestant qu'il remplit les conditions mises à son séjour.**

**Par dérogation à l'alinéa 1er, l'étranger qui introduit une demande sur base de l'article 10bis, § 3, de la loi, produit les documents de preuve relatifs aux conditions mises à son séjour au plus tard dans les quatre mois suivant l'introduction de sa demande.**

**§ 2. Si l'étranger produit, lors de l'introduction de sa demande, tous les documents requis, le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de la demande au délégué du Ministre afin que ce dernier en vérifie la recevabilité pour autant qu'il résulte du contrôle de résidence auquel le bourgmestre ou son délégué fait procéder que l'étranger réside effectivement sur le territoire de la commune.**

**Par contre, si l'étranger ne produit pas tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande ou s'il résulte du contrôle de résidence visé à l'alinéa 1er que l'étranger ne réside pas sur le territoire de la commune, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération et notifie cette décision, à l'étranger, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 41ter. Une copie de ce document est transmise immédiatement au Ministre ou à son délégué.**

**§ 3. Si le Ministre ou son délégué déclare la demande recevable, le bourgmestre ou son délégué informe l'étranger que sa demande est recevable, lui délivre une attestation de réception de la demande conforme au modèle figurant à l'annexe 41bis, l'inscrit au registre des étrangers et lui délivre une attestation d'immatriculation - modèle A, conforme au modèle figurant à l'annexe 4, dont la durée de validité est égale à celle du titre de séjour de l'étranger rejoint sans toutefois pouvoir excéder six mois. ]<sup>2</sup> Toutefois, si la demande est introduite sur base de l'article 10bis, § 4, de la loi, le délai de six mois est réduit à quatre mois.]]<sup>2</sup>**

**Si le Ministre ou son délégué déclare la demande irrecevable, le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 41quater. En outre, si l'étranger se trouve dans un des cas prévus à l'article 7 de la loi, il lui est, le cas échéant, notifié un ordre de quitter le territoire, au moyen du formulaire A ou B, conforme au modèle figurant à l'annexe 12 ou 13.**

**§ 4. ]<sup>2</sup> Si le Ministre ou son délégué décide, conformément à l'article 10ter, § 2, alinéa 3 ou § 2bis, alinéa 2, ou § 2ter, alinéa 2, de la loi, de prolonger le délai visé à l'article 10ter, § 2, alinéa 1er, ou § 2bis, alinéa 1er, ou § 2ter, alinéa 1er, de la loi, le Bourgmestre ou son délégué remet une copie de cette décision à l'étranger et proroge son attestation d'immatriculation - modèle A, de trois mois à partir de la date de son échéance.]]<sup>2</sup>**

**§ 5. En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 10ter, § 2, alinéa 1er, ]<sup>2</sup> ou § 2ter, alinéa 1er,]]<sup>2</sup> de la loi, éventuellement prolongé, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger un certificat d'inscription au registre des étrangers dont la durée de validité est égale à celle du titre de séjour de l'étranger rejoint. Le cas échéant, l'attestation d'immatriculation-modèle A est prorogée jusqu'à la délivrance dudit certificat.**

**Toutefois, lorsque la demande d'autorisation de séjour est introduite sur base de l'article 10bis, § 3, de la loi, et qu'aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le délai visé à l'article 10ter, § 2bis, alinéa 1er, éventuellement prolongé, le certificat d'inscription au registre des étrangers est délivré conformément à l'alinéa 1er uniquement si tous les documents ont**

été produits. A défaut le bourgmestre ou son délégué rejette la demande et, le cas échéant, donne l'ordre de quitter le territoire à l'étranger au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.

Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à séjourner sur le territoire du Royaume, il refuse la demande et, le cas échéant, lui donne l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 7, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 5, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 26.3.**<sup>1</sup> Constitue un logement suffisant au sens des articles 10 et 10bis de la loi, le logement qui répond, pour l'étranger et pour les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre, aux exigences élémentaires de sécurité, salubrité et habitabilité au sens de l'article 2 de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer.

Afin d'attester qu'il dispose d'un logement visé à l'alinéa 1er, l'étranger transmet la preuve d'un contrat de bail enregistré portant sur le logement affecté à sa résidence principale ou la preuve du titre de propriété du logement qu'il occupe.

La preuve d'un logement suffisant ne sera pas acceptée si le logement a été déclaré insalubre par une autorité compétente.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2010-08-26/47](#), art. 1, 037; En vigueur : 08-10-2010>

**Art. 26.4.**<sup>1</sup> § 1er. Lorsque le Ministre ou son délégué décide de mettre fin au séjour de l'étranger admis au séjour sur base de l'article 10, de la loi, il lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision à l'étranger en lui remettant le document conforme au modèle figurant à l'annexe 14ter.

§ 2. Lorsque le Ministre ou son délégué décide de mettre fin au séjour de l'étranger admis au séjour sur base de l'article 10bis, de la loi, il lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision à l'étranger en lui remettant le document conforme au modèle figurant à l'annexe 14quater.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 8, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. 26/5.**<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 11; En vigueur : 01-06-2007> § 1er. Lorsque le ministre ou son délégué donne l'ordre de quitter le territoire à l'étranger visé à l'article 13, § 3, de la loi, il fixe le délai dans lequel celui-ci doit quitter le territoire. Cette décision est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13.

§ 2. Il en est de même lorsque le ministre ou son délégué donne l'ordre de quitter le territoire, sur la base de l'article 13, § 4, de la loi, aux membres de la famille de l'étranger visé au § 1er ou aux membres de la famille d'un étudiant. [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 9, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. 27.** L'inscription à l'administration communale d'un enfant étranger de moins de quinze ans doit être demandée soit par le père ou la mère, soit par la personne ou l'institution sous la garde de laquelle il se trouve.

**Art. 28.** Les étrangers demeurant en roulotte, voiture ou bateau, doivent se faire inscrire dans les délais requis au registre des étrangers de la commune où ils désirent que les communications officielles leur soient faites.

La remise du certificat d'inscription au registre des étrangers est effectuée par les autorités de cette commune.

**CHAPITRE III.** - (Etablissement et statut de longue durée.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 7; En vigueur



: 08-09-2008>

**Art. 29.**<sup>[1]</sup> § 1er. La demande d'autorisation d'établissement est introduite auprès du bourgmestre du lieu de la résidence ou de son délégué au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16.

Si l'étranger satisfait à la condition de l'article 14, alinéa 2, de la loi, et si, lorsque son identité n'est pas établie, il produit un passeport national valable, le bourgmestre ou son délégué lui remet un accusé de réception conforme au modèle figurant à l'annexe 16bis. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

Si l'étranger ne satisfait pas à la condition de l'article 14, alinéa 2, de la loi, ou s'il ne produit pas un passeport national valable lorsqu'il est requis conformément à l'alinéa 2, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16ter. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

§ 2. La demande d'acquisition du statut de résident de longue durée est introduite auprès du bourgmestre du lieu de la résidence ou de son délégué au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16. Lors de l'introduction de cette demande, l'étranger doit en outre apporter les preuves attestant de la réunion des conditions fixées à l'article 15bis, § 3, de la loi.

Si l'étranger possède un titre de séjour ou d'établissement valable et si, lorsque son identité n'est pas établie, il produit un passeport national valable, le bourgmestre ou son délégué lui remet un accusé de réception conforme au modèle figurant à l'annexe 16bis. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

Si l'étranger ne possède pas de titre de séjour ou d'établissement valable ou s'il ne produit pas un passeport national valable lorsqu'il est requis conformément à l'alinéa 2, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16ter. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 4, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 30.**<sup>[1]</sup> § 1er. Dans l'attente d'une décision du ministre ou de son délégué concernant la demande d'autorisation d'établissement ou la demande d'acquisition du statut de résident de longue durée, il y a lieu de retirer le titre de séjour lorsque celui-ci expire et de remettre à l'étranger le document conforme au modèle figurant à l'annexe 15. Ce document atteste que l'étranger a introduit une demande d'autorisation d'établissement ou une demande d'acquisition du statut de résident de longue durée et couvre provisoirement son séjour pendant le délai mentionné à l'alinéa 2, le cas échéant, prorogé jusqu'à la délivrance de la carte d'identité d'étranger ou du permis de séjour de résident de longue durée-UE.

En cas de décision favorable ou si, dans un délai de cinq mois suivant la délivrance de l'accusé de réception, aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué, celui-ci remet la carte d'identité d'étranger ou le permis de séjour de résident de longue durée-UE, selon le cas.

Si le ministre ou son délégué rejette la demande, le bourgmestre ou son délégué notifie cette décision à l'étranger par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 17.

§ 2. Lorsque le statut de résident de longue durée est accordé à un étranger qui bénéficie de la protection internationale dans le Royaume, la mention spéciale " la Belgique a accordé la protection internationale le [date] " est apposée sur le permis de séjour de résident de longue durée-UE.

Lorsque le statut de résident de longue durée est accordé à un étranger qui possède déjà un permis de séjour de résident de longue durée-UE délivré par un autre Etat membre de l'Union européenne et sur lequel figure la mention spéciale " [nom de l'Etat membre] a accordé la protection internationale le [date] ", cette même mention spéciale est apposée sur le permis de séjour de résident de longue durée-UE belge, à moins que cet autre Etat membre ait retiré la protection internationale par une décision définitive. Avant d'apposer cette mention spéciale sur le permis de séjour de résident de longue durée-UE belge, le ministre ou son délégué demande aux autorités compétentes de l'Etat membre indiqué dans la mention de confirmer si l'intéressé y bénéficie toujours de la protection



internationale.

§ 3. S'il ressort d'une demande des autorités d'un autre Etat membre de l'Union européenne que celui-ci a accordé la protection internationale à un étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée-UE belge ou s'il a repris la responsabilité de la protection internationale de ce résident de longue durée, avant qu'elles n'aient accordé un permis de séjour de résident de longue durée-UE, la mention spéciale visée au § 2 en matière de protection internationale est apposée sur le permis de séjour de résident de longue durée-UE belge ou modifiée en conséquence, et ce dans un délai de trois mois suivant la réception de cette demande.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 5, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 30bis.**<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 14; En vigueur : 01-06-2007> Si le ministre ou son délégué décide, en application de l'article 18, § 2, de la loi, que l'étranger n'a plus le droit de séjourner dans le Royaume, la décision est notifiée à l'étranger par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 13 et il est procédé au retrait de la carte d'identité d'étranger (ou du [<sup>1</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE ]<sup>1</sup>). <AR [2008-07-22/33](#), art. 10, 034; En vigueur : 08-09-2008>

Si le ministre ou son délégué décide, en application de l'article 18, § 2, de la loi, que l'étranger n'est plus autorisé à s'établir dans le Royaume, mais garde son droit de séjour, il est procédé au retrait de la carte d'identité d'étranger. L'étranger est alors remis en possession de son certificat d'inscription au registre des étrangers d'une durée limitée ou illimitée selon le cas.

[<sup>1</sup> Si le ministre ou son délégué décide, en application de l'article 18, §§ 2 ou 3, de la loi, que l'étranger a perdu le statut de résident de longue durée, mais garde son droit de séjour, il est procédé au retrait du permis de séjour de résident de longue durée-UE. L'étranger est alors mis en possession de la carte d'identité d'étranger ou d'un certificat d'inscription au registre des étrangers à durée limitée ou illimitée selon le cas.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 6, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**CHAPITRE IV.** [<sup>1</sup> - (Validité, renouvellement et retrait des titres de séjour et d'établissement, des cartes bleues européennes ainsi que des [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>). ]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 7, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 7, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 31.**§ 1er. (Ce chapitre est applicable au certificat d'inscription au registre des étrangers, à la carte d'identité pour étranger, [<sup>1</sup> à la carte bleue européenne,]<sup>1</sup> au [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>, à la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union et à la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, repris dans les annexes 6, [<sup>1</sup> 6bis,]<sup>1</sup> 7, 7bis, 9, 9bis.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 12, 034; En vigueur : 08-09-2008>

§ 2. (Le certificat d'inscription au registre des étrangers qui atteste que l'étranger est admis ou autorisé au séjour pour une durée illimitée, est valable cinq ans.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 16, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Sous réserve de l'article 69quater, particulièrement en ce qui concerne les étudiants, et de l'article 69quinquies, la carte d'identité d'étranger est valable cinq ans (...).) <AR [2002-07-11/51](#), art. 2, 024; En vigueur : 01-06-2002> <AR [2007-04-27/56](#), art. 16, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

[<sup>1</sup> La carte bleue européenne est pendant les deux premières années valable treize mois et est pendant cette période renouvelable pour la même durée de treize mois. Après, elle est valable pour une durée de trois ans.]<sup>1</sup>

(La carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union est valable cinq ans.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 2, 033; En vigueur : 01-06-2008>

(Le [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup> est valable cinq ans.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 12, 034; En vigueur : 08-09-2008>

§ 3. Les titres de séjour et d'établissement (ainsi que [<sup>1</sup> la carte bleue européenne,]<sup>1</sup> le [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>) sont valables pour l'ensemble du territoire du Royaume. <AR [2008-07-22/33](#), art. 12, 034; En vigueur : 08-09-2008>

-----  
(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 8, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 8, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 32.** § 1er. (Le certificat d'inscription au registre des étrangers qui atteste que l'étranger est autorisé ou admis au séjour pour une durée illimitée, est renouvelé pour cinq ans par l'administration communale du lieu de la résidence.

Il peut être renouvelé par anticipation aux conditions déterminées par l'article 41.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 17, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(§ 1bis. Le certificat d'inscription au registre des étrangers pour un séjour d'une durée limitée, qui a été délivré sur la base de l'article 9ter ou de l'article 49/2, § 2, de la loi, reste valable jusqu'à sa date d'expiration si, durant la durée de validité de ce certificat d'inscription au registre des étrangers, l'autorisation ou l'admission au séjour devient illimitée sur la base de l'article 13, § 1er, alinéa 2 ou de l'article 49/2, § 3, de la loi.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 17, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. (Sous réserve de l'article 69quater, particulièrement en ce qui concerne les étudiants, et de l'article 69quinquies, la carte d'identité d'étranger, qui constate que l'étranger est autorisé à s'établir dans le Royaume, est renouvelée pour cinq ans par l'administration communale du lieu de la résidence.) <AR 2002-07-11/51, art. 3, 024; En vigueur : 01-06-2002>

Elle peut être renouvelée par anticipation, aux conditions déterminées par l'article 41.

(Lors du premier renouvellement, la durée de validité de la carte d'identité d'étranger, délivrée à un ressortissant suisse en application de l'article 69quater, peut être limitée sans pouvoir être inférieur à une période de douze mois, lorsque l'étranger se trouve dans une situation de chômage involontaire depuis plus de douze mois consécutifs.) <AR 2002-07-11/51, art. 3, 024; En vigueur : 01-06-2002>

(§ 2bis. Le [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup> qui constate que l'étranger a acquis le statut de résident de longue durée sur base de l'article 15bis de la loi, est renouvelé pour cinq ans par l'administration communale du lieu de la résidence.

Il peut être renouvelé par anticipation aux conditions déterminées par l'article 41.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 13, 034; En vigueur : 08-09-2008>

[<sup>1</sup> § 2ter. Pendant les deux premières années en tant que travailleur hautement qualifié au sens du Chapitre VIII du Titre II de la loi, le Ministre ou son délégué renouvelle la carte bleue européenne après que l'autorité régionale compétente ait octroyé une autorisation d'occupation provisoire à l'employeur concerné.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 1er, le Bourgmestre de la commune de résidence de l'étranger ou son délégué, renouvelle la carte bleue européenne. A l'appui de sa demande l'étranger apporte les documents attestant qu'il remplit toujours les conditions mises à son séjour conformément Chapitre VIII du Titre II de la loi. A cette occasion, il est délivré une carte bleue européenne possédant une durée de validité de trois ans.

Elle peut être renouvelée anticipativement aux conditions prévues à l'article 41.]<sup>1</sup>

§ 3. (La carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union est renouvelée par l'administration communale du lieu de résidence pour la durée prévue du séjour du citoyen de l'Union qu'il accompagne ou qu'il rejoint, avec une durée maximale de cinq ans.

Elle peut être renouvelée anticipativement aux conditions énumérées à l'article 41.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 3, 033; En vigueur : 01-06-2008>

(§ 4. La carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union est renouvelée pour cinq ans par l'administration communale de résidence.

Elle peut être renouvelée anticipativement aux conditions énumérées à l'article 41.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 3, 033; En vigueur : 01-06-2008>

-----  
(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 9, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 9, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 33.**[<sup>3</sup> Entre le quarante-cinquième et le trentième jour avant la date d'échéance de son titre de séjour ou d'établissement, de sa carte bleue européenne ou de son [<sup>5</sup> permis de séjour de résident de longue durée-CE]<sup>5</sup> l'étranger est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de son titre de séjour ou d'établissement, de sa carte

bleue européenne ou de son [<sup>5</sup> permis de séjour de résident de longue durée-CE]<sup>5.3</sup>

[<sup>2</sup> L'obligation de demander le renouvellement des documents de séjour visés à l'alinéa 1er est suspendue pour :

1° l'étranger admis en traitement dans un hôpital ou un établissement hospitalier analogue;

2° l'étranger arrêté et détenu dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale. Toutefois, le Directeur de l'établissement pénitentiaire ou de défense sociale est tenu, lors de l'écrou ou de l'internement et durant toute sa durée, de s'assurer de la situation administrative de séjour de l'étranger.]<sup>2</sup>

[<sup>4</sup> 3° l'étranger âgé de 75 ans ou plus. Toutefois, s'il doit voyager, il est tenu de demander le renouvellement de son document de séjour.]<sup>4</sup>

[<sup>1</sup> L'étranger admis ou autorisé au séjour sur base de l'article 10 ou 10bis, de la loi, qui, conformément à l'alinéa 1er, demande le renouvellement de son titre de séjour apporte, à l'appui de sa demande, les documents attestant qu'il remplit toujours les conditions mises à son séjour. Il en est de même lorsque, conformément à l'article 13, § 1er, alinéa 3, de la loi, l'admission au séjour à durée limitée devient illimitée.]<sup>1</sup>

[<sup>3</sup> Lorsque l'étranger a introduit sa demande de renouvellement, conformément à l'alinéa 1er, et que le Ministre ou son délégué n'a pas été en mesure de prendre une décision concernant cette demande avant l'expiration du titre de séjour dont il est titulaire, le Bourgmestre ou son délégué le met en possession d'une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 15 [<sup>5</sup> pour autant que l'étranger ait produit, à l'appui de sa demande de renouvellement, les documents attestant qu'il remplit les conditions mises à son séjour]<sup>5.3</sup>

Cette attestation couvre provisoirement le séjour de l'étranger sur le territoire du Royaume. La durée de validité de cette attestation est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée.

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 10, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2012-07-19/16](#), art. 1, 043; En vigueur : 19-08-2012>

(3)<AR [2012-08-15/07](#), art. 10, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(4)<AR [2013-12-26/40](#), art. 1, 053; En vigueur : 15-03-2014>

(5)<AR [2015-02-13/06](#), art. 10, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 34.** (Supprimé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 19, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 35.** Le titre de séjour ou d'établissement, [<sup>2</sup> la carte bleue européenne,]<sup>2</sup> (le [<sup>3</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>3</sup>) ou tout autre document belge de séjour est retiré à l'étranger à qui une mesure d'éloignement du territoire est notifiée. <AR [2008-07-22/33](#), art. 15, 034; En vigueur : 08-09-2008>

[<sup>1</sup> Le certificat d'inscription au registre des étrangers portant ou non la mention séjour temporaire, la carte d'identité d'étranger, la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union perd sa validité dès que son titulaire réside plus de douze mois consécutifs hors du Royaume, à moins qu'il n'ait satisfait aux obligations prévues à l'article 39.]<sup>1</sup>

[<sup>1</sup> Le document attestant de la permanence du séjour, la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union perd sa validité dès que son titulaire réside plus de vingt-quatre mois consécutifs hors du Royaume.

Le [<sup>3</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>3</sup> perd sa validité dès que son titulaire réside plus de douze mois consécutifs hors du territoire des Etats membres de l'Union européenne ou plus de six ans hors du Royaume, à moins qu'il n'ait satisfait aux obligations prévues à l'arrêté royal du 22 juillet 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2012-07-19/16](#), art. 2, 043; En vigueur : 19-08-2012>

(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 11, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(3)<AR [2015-02-13/06](#), art. 11, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 36.** L'étranger est tenu de faire remplacer son titre de séjour ou d'établissement ou tout autre

document de séjour :

1° en cas de détérioration, de perte, de vol ou de destruction;

2° lorsque la photographie ne représente plus la physionomie du titulaire.

[<sup>1</sup> 3° lorsque ses empreintes digitales sont détériorées à un point tel que la comparaison avec celles enregistrées sur son titre de séjour est impossible. ]<sup>1</sup>

L'administration communale procède (après avoir pris contact avec le Ministre ou le délégué si nécessaire) d'office au remplacement de ces mêmes titres, notamment : <AR [2007-04-27/56](#), art. 20, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

1° en cas de changement d'identité (...); <AR [2007-04-27/56](#), art. 20, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

2° en cas de changement de nationalité ou de statut;

3° (...); <AR [2007-04-27/56](#), art. 20, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

4° (...); <AR [2007-04-27/56](#), art. 20, 4°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Le nouveau titre fait mention du remplacement et contient la même date d'expiration qui était mentionnée sur le titre remplacé, sauf lorsque le remplacement concerne un titre qui constate que l'étranger est admis ou autorisé à séjourner pour une durée illimitée ou à s'établir et le remplacement a lieu durant les six derniers mois avant la date d'expiration valable.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 20, 5°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

[<sup>1</sup> Le Bourgmestre ou son délégué procède au renouvellement du titre de séjour lorsqu'entre le moment de la demande du titre de séjour et celui de son renouvellement, les empreintes digitales de l'étranger sont détériorées à un point tel que la comparaison avec celles enregistrées sur son titre de séjour est impossible. Dans ce cas, il n'est pas fait mention du remplacement comme prévu à l'alinéa 3.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2013-12-26/40](#), art. 2, 053; En vigueur : 15-03-2014>

**Art. 36bis.**<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 21; En vigueur : 01-06-2007> En cas de perte, de vol ou de destruction de son titre de séjour ou d'établissement (, de son [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>) [<sup>1</sup> de sa carte bleue européenne,]<sup>1</sup> ou de tout autre document de séjour, l'étranger fait une déclaration auprès de la police du lieu où la perte ou le vol a été constaté. <AR [2008-07-22/33](#), art. 16, 034; En vigueur : 08-09-2008>

La police délivre une attestation de perte, de vol ou de destruction, en transmet une copie à la commune de résidence principale de l'étranger et à l'Office des étrangers et ouvre si nécessaire une enquête sur les circonstances de la perte ou du vol.

La commune de résidence principale conserve une copie de l'attestation dans le dossier de l'étranger.

-----

(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 12, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 12, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 37.**L'étranger qui quitte définitivement le pays est tenu, avant son départ, d'en informer l'administration communale du lieu de sa résidence et de restituer son titre de séjour, ou d'établissement [<sup>1</sup> ou sa carte bleue européenne]<sup>1</sup>(ou son [<sup>2</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>2</sup>). <AR [2008-07-22/33](#), art. 17, 034; En vigueur : 08-09-2008>

L'administration communale ne peut procéder à la radiation d'un époux d'étranger lorsque cette radiation est demandée par le seul conjoint.

-----

(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 13, 044; En vigueur : 10-09-2012>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 13, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 38.** Tout étranger âgé de plus de quinze ans doit toujours être porteur de son titre de séjour ou d'établissement ou de tout autre document de séjour et présenter cette pièce à la réquisition de tous agents de l'autorité.

**CHAPITRE V.** - Absences et retours de l'étranger.



**Art. 39.** § 1er. Pour pouvoir bénéficier du droit de retour prévu (à l'article 19, (§ 1er,) alinéa 1, de la loi), l'étranger est tenu : <AR 1996-12-11/38, art. 15, 019; En vigueur : 17-01-1997> <AR [2008-07-22/33](#), art. 18, 034; En vigueur : 08-09-2008>

- d'être en possession, au moment de son retour, d'un titre de séjour ou d'établissement en cours de validité;

- de se présenter, dans les quinze jours de son retour, à l'administration communale du lieu de sa résidence s'il s'est absenté durant plus de trois mois.

(Pour pouvoir bénéficier du droit de retour prévu à l'article 19, § 1er, alinéa 2, l'étranger, titulaire d'un [<sup>1</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>1</sup>, est tenu de se présenter à l'administration communale de son lieu de résidence, dans les quinze jours de son retour, afin de prouver qu'il remplit les conditions visées à cet article.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 18, 034; En vigueur : 08-09-2008>

§ 2. L'étranger (titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement) qui entend s'absenter pour une durée de plus de trois mois informe l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir. <AR [2008-07-22/33](#), art. 18, 034; En vigueur : 08-09-2008>

§ 3. L'étranger, titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement valable, peut exercer un droit de retour après une absence de plus d'un an à condition :

1° d'avoir, avant son départ, prouvé qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts et informé l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir;

2° d'être en possession, au moment de son retour, d'un titre de séjour ou d'établissement en cours de validité;

3° de se présenter dans les quinze jours de son retour à l'administration communale du lieu de sa résidence.

§ 4. L'étranger, qui désire revenir dans le pays après la date d'expiration de son titre de séjour ou d'établissement, est tenu de demander, avant son départ, (...) le renouvellement de ce titre. <AR [2007-04-27/56](#), art. 22, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 5. L'étranger (titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement) qui doit accomplir dans son pays ses obligations militaires légales, doit uniquement signaler son absence à l'administration communale de sa résidence. A son retour en Belgique, il est replacé de plein droit dans la situation dans laquelle il se trouvait, à condition qu'il soit rentré dans les soixante jours suivant l'accomplissement de ses obligations militaires. <AR [2008-07-22/33](#), art. 18, 034; En vigueur : 08-09-2008>

§ 6. L'étranger qui se présente à l'administration communale pour signaler son départ pour une cause déterminée, est mis en possession d'une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 18.

(§ 7. L'étranger qui est radié d'office par l'administration communale ou dont le titre de séjour est périmé depuis plus de trois mois, est présumé, sauf preuve du contraire, avoir quitté le pays.) <AR [2008-07-22/33](#), art. 18, 034; En vigueur : 08-09-2008>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 14, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 40.** L'étranger qui, conformément aux dispositions de l'article 39, § 2, 3, 4 et 5, a informé l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir et qui, pour des circonstances indépendantes de sa volonté, n'a pas été en mesure de rentrer dans le pays dans les délais prévus, peut être replacé dans sa situation antérieure par décision du (Ministre) ou de son délégué. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Dans l'attente de cette décision, l'administration communale, au vu des documents requis pour sa rentrée dans le Royaume, remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15.

Ce document atteste que l'étranger s'est présenté à l'administration communale et couvre provisoirement son séjour pendant trois mois.

En cas de décision favorable ou si, dans ce délai, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est replacé dans sa situation antérieure.

Si le (Ministre) ou son délégué décide que l'étranger n'est plus autorisé au séjour dans le Royaume, l'administration communale lui notifie cette décision par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 14. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 41.** (L'administration communale renouvelle, par anticipation, le titre de séjour ou d'établissement (ou le [<sup>1</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>1</sup>) au cours de la dernière



année de sa validité, dans le cas visé à l'article 39, (§ 1er), ou à la demande de l'étranger, à condition que cette formalité soit nécessaire à l'obtention d'un visa.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 23, 030; En vigueur : 01-06-2007> <AR [2008-07-22/33](#), art. 19, 034; En vigueur : 08-09-2008>

(Alinéa 2 abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 23, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Toute demande de (...) de renouvellement par anticipation introduite en dehors des délais et conditions fixés par le présent article doit être soumise, avec justification, au (Ministre) ou à son délégué. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 23, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 15, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 42.** L'étranger porteur d'un titre de séjour ou d'établissement (ou d'un [<sup>1</sup> permis de séjour de résident de longue durée-UE]<sup>1</sup>) belge valable, peut rentrer dans le Royaume sous le seul couvert d'un de ces documents et de son passeport valable ou du titre de voyage en tenant lieu. <AR [2008-07-22/33](#), art. 20, 034; En vigueur : 08-09-2008>

Toutefois, les ressortissants français, luxembourgeois et néerlandais peuvent rentrer en Belgique sur production de leur seul titre d'établissement belge en cours de validité.

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 16, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**TITRE II.** - Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers.

**CHAPITRE Ier.** - (Etrangers, citoyens de l'Union et membres de leur famille, et étrangers, membres de la famille d'un Belge.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 4; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 43.** [<sup>1</sup> Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux étrangers suivants :

1° aux citoyens de l'Union tels que définis à l'article 40, § 2, de la loi;

2° aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union tels que définis à l'article 40bis, de la loi;

3° aux membres de la famille d'un Belge tels que définis à l'article 40ter, de la loi.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 11, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. 44.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, de la loi, qui ne sont pas des citoyens de l'Union, peuvent bénéficier des dispositions du présent chapitre que s'ils prouvent leur lien de parenté, leur lien d'alliance ou leur partenariat avec le citoyen de l'Union qu'ils accompagnent ou rejoignent.

[<sup>1</sup> Lorsqu'il est constaté que le membre de la famille ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d'alliance ou du partenariat invoqué par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien.]<sup>1</sup>

[<sup>1</sup> A défaut, le ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec le membre de la famille et le citoyen de l'Union qu'il rejoint, ou à toute autre enquête jugée nécessaire et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2009-06-08/05](#), art. 1, 036; En vigueur : 02-07-2009>

**Art. 45.** [<sup>1</sup> Le visa d'entrée visé à l'article 41, § 2, de la loi est délivré sans frais et dans un délai de quinze jours à compter du jour où le demandeur a prouvé qu'il relève du champ d'application de la directive 2004/38/CE.

Toutefois dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, le délai visé à l'alinéa 1er peut être prolongé.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<rétabli par AR [2015-02-13/06](#), art. 17, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 46.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> § 1er. [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>.

§ 2. A défaut [<sup>1</sup> d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport national en cours de validité]<sup>1</sup>, les autorités chargées du contrôle aux frontières autorisent l'accès au territoire au citoyen de l'Union sur production d'un des documents suivants :

1° un passeport national expiré ou une carte d'identité expirée, ou

2° toute autre preuve d'identité et de nationalité de l'intéressé.

Un laissez-passer spécial conforme au modèle figurant à l'annexe 10quater lui est remis.

Dans le cas cité sous 2°, la décision est prise par le ministre ou son délégué.

-----

(1) <AR [2015-02-13/06](#), art. 18, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 47.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> § 1er. Conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi, les autorités chargées du contrôle aux frontières autorisent l'accès au territoire au membre de la famille du citoyen l'Union qui n'est pas citoyen de l'Union, et qui n'est pas titulaire des documents requis en vertu de l'article 2 de la loi, sur la production d'un des documents suivants :

1° un passeport national ou une carte d'identité valable ou non, ou

2° une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, délivrée sur la base de l'article 10 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004, ou

3° une carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union délivrée sur la base de l'article 20 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004, ou

4° toute autre preuve d'identité et de nationalité de l'intéressé.

Si le membre de la famille est dispensé de l'obligation de visa, il lui est remis un laissez-passer spécial conforme au modèle figurant à l'annexe 10quater.

Si le membre de la famille est soumis à l'obligation de visa, il reçoit un visa, ou, si l'intéressé n'a pas de passeport en cours de validité, une autorisation tenant lieu de visa d'une durée de validité de 3 mois.

Dans le cas cité sous 4°, la décision est prise par le ministre ou son délégué.

§ 2. Si le membre de la famille ne produit pas les documents mentionnés à l'article 2 de la loi ou au § 1er, il est refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières. La décision de refoulement est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 11.

**Art. 48.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Les citoyens de l'Union et les membres de leur famille sont dispensés de l'obligation de signaler leur présence visée à l'article 41bis de la loi dans les cas fixés à l'article 18.

Les citoyens de l'Union et les membres de leur famille qui signalent leur présence reçoivent comme preuve de l'administration communale, sur présentation des documents mentionnés à l'article 46 ou 47, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 3ter. Ce document ne constitue pas un titre de séjour et est délivré gratuitement.

**Art. 49.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Lorsque le ministre ou son délégué met fin au séjour du citoyen de l'Union ou de sa famille sur la base de l'article 41ter de la loi, la décision lui est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21 lui donnant l'ordre de quitter le territoire.

**Art. 50.** <AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> § 1er. [<sup>1</sup> Le citoyen de l'Union qui envisage de séjourner plus de trois mois sur le territoire du Royaume et qui prouve avoir sa citoyenneté conformément à l'article 41, alinéa 1er, de la loi, introduit une demande d'attestation d'enregistrement auprès de l'administration communale du lieu où il réside au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19.

Dans ce cas, dès qu'il ressort du contrôle de la résidence effective, auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que le citoyen de l'Union qui est inscrit dans le registre d'attente, réside sur le territoire de la commune, il est inscrit dans le registre des étrangers. L'administration communale transmet le rapport établi à la suite du contrôle de résidence au délégué du ministre.

Par contre, si l'étranger n'apporte pas la preuve de sa citoyenneté conformément à l'article 41,

alinéa 1er, de la loi, à l'appui de sa demande le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération au moyen d'un document conforme à l'annexe 19quinquies. Il ne remet pas d'annexe 19 à l'étranger.]]<sup>1</sup>

Dès lors qu'il ressort du contrôle de la résidence effective, auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que le citoyen de l'Union, inscrit dans le registre d'attente, réside sur le territoire de la commune, il est inscrit dans le registre des étrangers. L'administration communale transmet le rapport établi à la suite du contrôle de résidence au délégué du ministre.

§ 2. Lors de la demande ou au plus tard dans les trois mois après la demande, le citoyen de l'Union, selon le cas, doit produire les documents suivants :

1° travailleur salarié : une déclaration d'engagement ou une attestation de travail conforme au modèle figurant à l'annexe 19bis ;

2° travailleur indépendant : une inscription dans la Banque-carrefour des entreprises avec un numéro d'entreprise [<sup>1</sup> et [<sup>2</sup> une attestation d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants conforme au modèle établi par le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions et par le Ministre qui a les indépendants dans ses attributions]]<sup>1</sup>;

3° demandeur d'emploi :

a) une inscription auprès du service de l'emploi compétent ou copie de lettres de candidature; et  
b) la preuve d'avoir une chance réelle d'être engagé compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage;

4° citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 2° de la loi :

a) la preuve de ressources suffisantes qui peut comprendre une allocation d'invalidité, une allocation de retraite anticipée, une allocation de vieillesse ou une allocation d'accident de travail ou une assurance contre les maladies professionnelles. Tant les moyens dont le citoyen de l'Union dispose personnellement que les moyens de subsistance qu'il obtient effectivement par l'intermédiaire d'une tierce personne sont pris en compte; et

b) une assurance maladie;

5° étudiant visé à l'article 40, § 4, alinéa 1, 3° de la loi :

a) une inscription dans un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subsidié; et

b) une assurance maladie; et

c) une déclaration de ressources suffisantes, ou tout autre moyen équivalent qui certifie qu'il dispose de ressources suffisantes;

6° [<sup>1</sup> membre de la famille visé à l'article 40bis, de la loi :

a) les documents officiels ou toute autre preuve permettant d'établir valablement le lien de parenté, d'alliance ou le partenariat, visé à l'article 44, alinéa 2;

b) tout document permettant d'établir valablement qu'il réunit les autres conditions prévues à l'article 40bis, §§ 2 et 4, de la loi, qui lui sont applicables.]]<sup>1</sup>

[<sup>1</sup> 7° membre de la famille visé à l'article 40ter, de la loi :

a) les documents officiels ou toute autre preuve permettant d'établir valablement le lien de parenté, d'alliance ou le partenariat, visé à l'article 44, alinéa 2;

b) tout document permettant d'établir valablement qu'il réunit les autres conditions prévues à l'article 40ter, de la loi, qui lui sont applicables.]]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 13, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2015-10-12/08](#), art. 1, 058; En vigueur : 14-11-2015>

**Art. 51.**]]<sup>1</sup> § 1er. Si le citoyen de l'Union ne produit pas tous les documents de preuve requis dans les trois mois suivant l'introduction de sa demande d'attestation d'enregistrement, le bourgmestre ou son délégué refuse la demande, sans lui donner l'ordre de quitter le territoire, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20. [<sup>2</sup> ...]]<sup>2</sup>

[<sup>2</sup> Dans ce cas, le citoyen de l'Union dispose d'un délai supplémentaire d'un mois pour produire les documents requis. Ce délai supplémentaire d'un mois commence à courir à partir de la notification de l'annexe 20 visé à l'alinéa 1er.]]<sup>2</sup>

Si le citoyen de l'Union ne produit toujours pas les documents requis dans le délai supplémentaire

d'un mois visé à l'alinéa 1er, le bourgmestre ou son délégué refuse la demande et lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

Si le citoyen de l'Union produit les documents requis dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé d'un mois, le bourgmestre ou son délégué transmet immédiatement la demande au délégué du Ministre sauf si le droit de séjour est reconnu immédiatement au citoyen de l'Union conformément au paragraphe 3.

§ 2. Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai visé à l'article 42, de la loi, [<sup>2</sup> et pour autant que les documents visés à l'article 50, § 2, aient été produits dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé d'un mois,]<sup>2</sup> le bourgmestre ou son délégué délivre au citoyen de l'Union une attestation d'enregistrement conforme au modèle figurant à l'annexe 8.

Si le Ministre ou son délégué ne reconnaît pas au citoyen de l'Union le droit de séjour, il refuse la demande et lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

§ 3. Le bourgmestre ou son délégué peut reconnaître le droit de séjour immédiatement au citoyen de l'Union qui produit tous les documents de preuve requis dans le délai prévu au paragraphe 1er, lorsque :

1° il est travailleur salarié ou indépendant, au sens de l'article 40, § 4, alinéa 1er, 1°, de la loi;

2° il dispose de ressources suffisantes conformément à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 2°, de la loi, pour autant que la preuve des ressources suffisantes soit apportées par une allocation d'invalidité, une allocation de retraite anticipée, une allocation de vieillesse ou une allocation d'accident du travail ou d'une assurance contre les maladies professionnelles dont l'intéressé dispose pour lui-même;

3° il est inscrit dans un établissement d'enseignement reconnu, organisé ou subsidié pour y suivre à titre principale des études, conformément à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 3°, de la loi;

4° il est conjoint ou partenaire lié par un partenariat enregistré équivalent à mariage, au sens de l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1°, de la loi, pour autant que le lien d'alliance ou de partenariat soit prouvé au moyen de documents officiels, conformément à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux accords internationaux en la matière;

5° il est descendant âgé de moins de 21 ans, au sens de l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 3°, de la loi, pour autant que le lien de parenté ainsi que le droit de garde et, en cas de garde partagée, l'accord de l'autre titulaire du droit de garde, soient prouvés au moyen de documents officiels, conformément à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux accords internationaux en la matière.

Si le droit de séjour est reconnu au citoyen de l'Union visé à l'alinéa 1er, 1° à 5°, le bourgmestre ou son délégué lui délivre une attestation d'enregistrement conforme au modèle figurant à l'annexe 8 et transmet immédiatement une copie de la demande au délégué du Ministre.

§ 4. Un citoyen de l'Union en possession d'une attestation d'enregistrement peut, à tout moment, demander ce document sous format électronique, à moins qu'il n'ait été mis fin à son droit de séjour. L'attestation d'enregistrement sous format papier est délivrée gratuitement. Le coût de l'attestation sous format électronique ne peut pas être supérieur au prix perçu pour la remise d'une carte d'identité aux ressortissants belges.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 14, 038; En vigueur : 10-10-2011>

(2)<AR [2012-08-15/07](#), art. 14, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 52.**<AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> § 1er. [<sup>1</sup> Le membre de la famille qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union et qui prouve son lien familial conformément à l'article 44 introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union auprès de l'administration communale du lieu où il réside au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19ter.

Dans ce cas, après le contrôle de résidence, l'intéressé est inscrit au registre des étrangers et est mis en possession d'une attestation d'immatriculation modèle A d'une durée de validité de six mois à compter de la demande. Les mots du " Ministère de l'Emploi et du Travail ou ", qui figurent dans le deuxième paragraphe du texte sur la face 1 de ce document, sont supprimés.

Par contre, si l'étranger ne produit pas la preuve de son lien familial conformément à l'article 44 à l'appui de sa demande, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas en considération sa demande au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19quinquies. Il ne remet pas d'annexe 19ter.]<sup>1</sup>

Après le contrôle de résidence, l'intéressé est inscrit au registre des étrangers et est mis en possession d'une attestation d'immatriculation modèle A d'une durée de validité de [<sup>1</sup> six mois]<sup>1</sup> à compter de la demande.

Les mots du " Ministère de l'Emploi et du Travail ou ", qui figurent dans le deuxième paragraphe du texte sur la face 1 de ce document, sont supprimés.

§ 2. Lors de la demande, ou, au plus tard, dans les trois mois après la demande, le membre de la famille est tenu en outre de produire les documents suivants :

1° la preuve de son identité conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi;

2° [<sup>1</sup> les documents permettant d'établir valablement qu'il remplit les conditions prévues aux articles 40bis, §§ 2 et 4 ou 40ter, de la loi, qui lui sont applicables.]<sup>1</sup>

§ 3. Si, à l'issue des trois mois, le membre de la famille n'a pas produit tous les documents de preuve requis, ou s'il ressort du contrôle de résidence que le membre de la famille ne séjourne pas sur le territoire de la commune, l'administration communale refuse la demande au moyen d'une annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation.

§ 4. Si le membre de la famille a produit tous les documents requis, l'administration communale transmet la demande au délégué du ministre.

[<sup>1</sup> Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu à l'article 42, de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger une " carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union " conforme au modèle figurant à l'annexe 9.]<sup>1</sup>

Le coût que l'administration communale peut réclamer pour la remise de cette carte de séjour ne peut pas être supérieur au prix qui est perçu pour la remise de la carte d'identité aux ressortissants belges.

Lorsque l'administration communale se trouve dans l'impossibilité de procéder immédiatement à la remise de cette carte de séjour, l'attestation d'immatriculation doit être prolongée jusqu'à la délivrance de la carte.

Si le ministre ou son délégué ne reconnaît pas le droit de séjour, cette décision est notifiée au membre de la famille par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation.

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 15, 038; En vigueur : 10-10-2011>

#### Art. 53.

<Abrogé par AR [2011-09-21/03](#), art. 16, 038; En vigueur : 10-10-2011>

Art. 54.<AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Si le ministre ou son délégué met fin au séjour en application des articles [<sup>1</sup> 40ter, alinéa 4, 42bis, 42ter, 42quater ou 42septies,]<sup>1</sup> de la loi, cette décision est notifiée à l'intéressé par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21 comportant [<sup>1</sup>, le cas échéant,]<sup>1</sup> un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'enregistrement ou de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union.

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 17, 038; En vigueur : 10-10-2011>

Art. 55.<AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Le citoyen de l'Union qui souhaite obtenir le document attestant de la permanence du séjour, visé à l'article 42quinquies, § 5, de la loi, doit le demander à l'administration communale au moyen de l'annexe 22. Lors de cette demande, le citoyen de l'Union doit produire toutes les preuves qui attestent qu'il remplit les conditions du séjour permanent, telles que prévues aux articles 42quinquies et 42sexies de la loi.

L'administration communale déclare la demande irrecevable au moyen de l'annexe 23, si le citoyen



de l'Union n'a pas séjourné [<sup>1</sup> au moins cinq ans]<sup>1</sup> dans le Royaume sur la base des dispositions du présent chapitre, à compter de l'inscription dans le registre d'attente, et s'il ne produit pas non plus les preuves attestant que :

1° soit, il a travaillé dans le Royaume, en tant que travailleur salarié ou indépendant, et se trouve dans une incapacité permanente de travail ou bénéficie d'une allocation de retraite anticipée ou de vieillesse;

2° soit, il est membre de la famille d'un citoyen de l'Union visé au 1°;

3° soit, il est membre de la famille d'un citoyen de l'Union décédé qui a travaillé dans le Royaume, soit en tant que travailleur salarié ou soit, en tant que travailleur indépendant.

Dans l'autre cas, l'administration communale transmet la demande au délégué du ministre, qui prend une décision dans les cinq mois.

Si le ministre ou son délégué constate que les conditions du séjour permanent ne sont pas remplies, il le notifie en délivrant une annexe 24.

Si le ministre ou son délégué reconnaît le séjour permanent, ou si aucune décision n'est prise dans les cinq mois à compter de la date de la remise de l'annexe 22, l'intéressé est mis en possession d'un " document attestant de la permanence du séjour " conforme au modèle figurant à l'annexe 8bis. Il est en outre inscrit dans le registre de la population.

Un citoyen de l'Union en possession d'un document attestant de la permanence du séjour peut, à tout moment, demander ce document sous forme électronique. Le document attestant de la permanence du séjour sous format papier est délivré gratuitement. Le coût du document attestant de la permanence du séjour sous forme électronique ne peut pas être supérieur au prix qui est perçu pour la remise de la carte d'identité aux ressortissants belges.

-----

(1)<AR [2013-07-17/09](#), art. 1, 050; En vigueur : 08-08-2013>

**Art. 56.**<AR [2008-05-07/33](#), art. 6, 033; En vigueur : 01-06-2008> Le membre de la famille qui n'est pas citoyen de l'Union doit demander le séjour permanent auprès de l'administration communale au moyen d'une annexe 22. Lors de cette demande, le membre de la famille doit produire toutes les preuves qui attestent qu'il remplit les conditions du séjour permanent, telles que prévues aux articles 42quinquies et 42sexies de la loi.

L'administration communale déclare la demande irrecevable au moyen d'une annexe 23, si le membre de la famille n'a pas séjourné [<sup>1</sup> au moins cinq ans]<sup>1</sup> dans le Royaume sur la base des dispositions du présent chapitre, à compter de la remise de l'annexe 19ter ou de l'annexe 15, et qu'il n'a pas transmis non plus les preuves attestant que :

1° soit, il est membre de la famille d'un citoyen de l'Union visé à l'article 55, alinéa 2, 1°;

2° soit, il est membre de la famille d'un citoyen de l'Union décédé qui a travaillé dans le Royaume, soit en tant que travailleur salarié, soit en tant que travailleur indépendant.

Dans l'autre cas, l'administration communale transmet la demande au délégué du ministre, qui prend une décision dans les cinq mois.

Dans l'attente d'une décision du ministre ou de son délégué, lorsque la carte de séjour de membre de la famille du citoyen de l'Union arrive à expiration, cette carte de séjour doit être retirée et il est procédé à la délivrance du document conforme au modèle figurant en annexe 15. Ce document atteste que le membre de la famille a introduit une demande de séjour permanent et couvre provisoirement son séjour pendant le délai mentionné à l'alinéa 3, qui est, le cas échéant, prolongé jusqu'à la délivrance de la carte de séjour permanent.

Si le ministre ou son délégué constate que les conditions du séjour permanent ne sont pas remplies, il le notifie par la remise de l'annexe 24.

Si le ministre ou son délégué reconnaît le séjour permanent, ou si aucune décision n'est prise dans les cinq mois à compter de la date de la remise de l'annexe 22, l'intéressé est mis en possession d'une " carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union " conforme au modèle figurant à l'annexe 9bis.

Le coût de la carte de séjour permanent pour un membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne peut pas être supérieur au prix qui est perçu pour la remise de la carte d'identité aux ressortissants belges.

-----

(1)<AR [2013-07-17/09](#), art. 2, 050; En vigueur : 08-08-2013>

**Art. 57.**<sup>[1]</sup> Si le Ministre ou son délégué décide de mettre fin au droit de séjour permanent sur la base de l'article 42septies, de la loi, cette décision est notifiée à l'intéressé par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21 comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Le document attestant de la permanence du séjour ou la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union est retiré.

Toutefois, si le Ministre ou son délégué décide de mettre fin au droit de séjour permanent mais de maintenir le droit de séjour de l'intéressé, une attestation d'enregistrement conforme au modèle figurant à l'annexe 8 ou une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union conforme au modèle figurant à l'annexe 9 est remise à l'intéressé après lui avoir retiré le document visé à l'alinéa 1er.]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 18, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**CHAPITRE I/I.** - <sup>[1]</sup> Autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-13/06](#), art. 19, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 58.**<sup>[1]</sup> A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ire relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande.]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Rétabli par AR [2015-02-13/06](#), art. 20, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 59.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 60.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 61.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 62.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 63.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 64.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 65.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 66.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 67.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 68.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 69.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 7, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**CHAPITRE Ibis.** - (Ressortissants islandais, norvégiens et du Liechtenstein, et membres de leur famille.) <AR 1996-12-11/38, art. 18; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 69bis.** <inséré par AR 1994-03-11/30, art. 2, 013; En vigueur : 01-01-1994> <sup>[1]</sup> ...]<sup>[1]</sup>.

Les ressortissants islandais, norvégiens et du Liechtenstein, et les membres de leur famille, sont soumis aux dispositions du titre II, chapitre I (...). <AR 1996-12-11/38, art. 19, 019; En vigueur : 17-

01-1997> <AR [2008-05-07/33](#), art. 8, 033; En vigueur : 01-06-2008>  
(alinéa 3 abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 8, 033; En vigueur : 01-06-2008>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 24, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**CHAPITRE I<sup>ter</sup>.** - Ressortissants suisses et membres de leur famille. <Inséré par AR 2002-07-11/51, art. 4; En vigueur : 01-06-2002>

**Art. 69<sup>ter</sup>.** <Inséré par AR 2002-07-11/51, art. 5; En vigueur : 01-06-2002> § 1<sup>er</sup>. [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>.

§ 2. Les ressortissants suisses et les membres de leur famille sont soumis aux dispositions du Titre II, Chapitre 1<sup>er</sup> (...) [<sup>1</sup> à l'exception qu'il convient de leur délivrer une carte d'identité d'étranger établie conformément au modèle figurant à l'annexe 7 du présent arrêté]<sup>1</sup>. <AR [2008-05-07/33](#), art. 9, 033; En vigueur : 01-06-2008>

§ 3. (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 9, 033; En vigueur : 01-06-2008>

§ 4. (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 9, 033; En vigueur : 01-06-2008>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 25, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 69<sup>quater</sup>.**

<Abrogé par AR [2015-02-13/06](#), art. 26, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 69<sup>quinquies</sup>.** <AR 2002-07-11/51, art. 7; En vigueur : 01-06-2002> § 1<sup>er</sup>. Le ressortissant suisse qui a occupé un emploi sur le territoire belge pendant moins d'un an et devient chômeur sans encore disposer d'une carte d'identité d'étranger, a le droit de prolonger son séjour, pour autant qu'il soit en possession de moyens de subsistance suffisants et dispose d'une assurance maladie qui couvre tous les risques. L'allocation de chômage à laquelle il a droit conformément à la législation nationale est considérée comme moyens de subsistance suffisants.

§ 2. (...) <AR [2008-05-07/33](#), art. 11, 033; En vigueur : 01-06-2008>

Toutefois, il y a lieu de délivrer au ressortissant suisse une attestation d'immatriculation du modèle A, conforme au modèle figurant à l'annexe 4, ainsi qu'une carte d'identité d'étranger, valable deux ans. D'autre part, il y a lieu de délivrer aux membres de sa famille une attestation d'immatriculation du modèle A ou B, conforme au modèle figurant à l'annexe 4 ou 5, selon le cas, et une carte d'identité d'étranger valable deux ans.

§ 3. Entre (le quarante-cinquième et le trentième) jour avant la date d'échéance de sa carte d'identité d'étranger, le ressortissant suisse est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de sa carte d'identité d'étranger. Pour cela il doit apporter la preuve qu'il entre dans le champ d'application de l'article 69<sup>quater</sup>. Si les moyens de subsistance dont il dispose sont toujours des allocations de chômage, sa carte d'identité d'étranger ainsi que celle des membres de sa famille est renouvelée pour deux ans. <AR [2007-04-27/56](#), art. 31, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**CHAPITRE I<sup>quater</sup>.** - Ressortissants [<sup>1</sup> croates]<sup>1</sup>, bulgares et roumains), qui viennent en Belgique pour y exercer une activité salariée, et membres de leur famille - Dispositions transitoires. <Inséré par AR 2004-04-25/59, art. 1; En vigueur : 01-05-2004; Abrogé : au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2009> <AR [2006-12-20/31](#), art. 1, 029; En vigueur : 01-01-2007>

-----  
(1)<AR [2013-07-04/03](#), art. 1, 049; En vigueur : 01-07-2013>

**Art. 69<sup>sexies</sup>.** [<sup>1</sup> Les dispositions du chapitre I<sup>er</sup> du titre II s'appliquent aux ressortissants [<sup>2</sup> croates,]<sup>2</sup> bulgares et roumains, qui viennent en Belgique pour y exercer une activité salariée ainsi qu'aux membres de leurs familles à la seule exception que le document que le travailleur salarié [<sup>2</sup> croate,]<sup>2</sup> bulgare ou roumain doit produire conformément à l'article 50, § 2, 1<sup>o</sup>, est la preuve qu'il est en possession d'un permis de travail B tel que prévu à l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2012-01-08/08](#), art. 1, 041; En vigueur : 01-01-2012>

(2)<AR [2013-07-04/03](#), art. 2, 049; En vigueur : 01-07-2013>

**Art. 69septies.**<sup>[1]</sup> Les dispositions du présent chapitre cessent d'être en vigueur le 1er janvier 2014 en ce qui concerne les ressortissants bulgares et roumains et le 1er juillet 2015 en ce qui concerne les ressortissants croates.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2013-07-04/03](#), art. 3, 049; En vigueur : 01-07-2013>

**Art. 69octies.**

<Abrogé par AR [2012-01-08/08](#), art. 3, 1°, 041; En vigueur : 01-01-2012>

**Art. 69nonies.**

<Abrogé par AR [2012-01-08/08](#), art. 3, 2°, 041; En vigueur : 01-01-2012>

**Art. 69decies.**

<Abrogé par AR [2012-01-08/08](#), art. 3, 3°, 041; En vigueur : 01-01-2012>

**CHAPITRE II.** - Ressortissants luxembourgeois et néerlandais et membres de leur famille.

**Art. 70.** (Les ressortissants luxembourgeois et néerlandais ne peuvent être refoulés que pour l'un des motifs énumérés à l'article 3, alinéa 1, 2°, 7° et 8°, de la loi.) <AR 1996-11-22/31, art. 10, 018; En vigueur : 16-12-1996>

La décision de refoulement leur est notifiée par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 11.

**Art. 71.** (abrogé) <AR [2008-05-07/33](#), art. 16, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**CHAPITRE III.** - (Réfugiés (, personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire) et apatrides.) <AR 1996-12-11/38, art. 20; En vigueur : 17-01-1997> <AR [2007-04-27/56](#), art. 34, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Section préliminaire.** - (Autorités auprès desquelles l'étranger peut (introduire une demande d'asile). - Prise et reprise en charge du demandeur d'asile par l'Etat responsable ou par la Belgique. - [<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>.) <AR 1996-12-11/38, art. 21; En vigueur : 17-01-1997>

-----

(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 1, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 71.2.** (Ancien article 71bis) <AR 1996-12-11/38, art. 22, 019; En vigueur : 17-01-1997> § 1. (A la frontière, les autorités auprès desquelles l'étranger visé aux articles 50 et 50ter de la loi peut introduire une demande d'asile, sont les autorités chargées du contrôle aux frontières.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 36, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. (A l'intérieur du Royaume, les autorités auprès desquelles l'étranger visé aux articles 50, 50bis et 51 de la loi, peut introduire une demande d'asile, sont les agents de l'Office des Etrangers, ainsi que les directeurs des établissements pénitentiaires.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 36, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(§ 3. A moins qu'il ne soit inscrit à un autre titre dans les registres de la population, l'étranger qui (introduit une demande d'asile) à la frontière ou à l'intérieur du Royaume, est immédiatement inscrit au registre d'attente par le (Ministre) ou son délégué.) <AR 1995-02-03/32, art. 1, 2°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 36, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 71/2bis.** <Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 37; En vigueur : 01-06-2007> Dans les cas prévus à l'article 51/5, § 1er, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué peut ordonner le maintien de l'étranger dans un lieu déterminé.

La décision du ministre ou de son délégué est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 39ter.

**Art. 71/2ter.** <inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 38; En vigueur : 01-06-2007> § 1er. Lorsque l'étranger, dans le cadre de la détermination de l'Etat responsable de sa demande d'asile, est convoqué pour donner des renseignements, cette convocation ou notification fait mention du contenu de l'article 51/5, § 1er, alinéa 5, de la loi.

§ 2. Si l'étranger est censé avoir renoncé à sa demande d'asile et que l'entrée dans le Royaume lui a été refusée, il est reconduit par les autorités chargées du contrôle aux frontières. Le Ministre ou son délégué l'en informe en lui délivrant le document conformément au modèle figurant à l'annexe 11.

§ 3. Si l'étranger est censé avoir renoncé à sa demande d'asile et que le séjour dans le Royaume lui a été refusé, il doit quitter le territoire. Le ministre ou son délégué l'en informe en lui délivrant le document conformément au modèle figurant à l'annexe 13.

Il est procédé au retrait des documents délivrés au moment où l'étranger introduit une demande d'asile et, si nécessaire, de l'attestation d'immatriculation.

**Art. 71.3.** <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 23; En vigueur : 17-01-1997> § 1. Lorsque le Ministre ou son délégué demande à l'Etat responsable au sens (de la réglementation européenne liant la Belgique), la prise ou la reprise en charge du demandeur d'asile, il en informe l'étranger et lui communique la teneur de la décision intervenue. <AR [2007-04-27/56](#), art. 39, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. Lorsque le demandeur d'asile doit être transféré vers l'Etat responsable et qu'il fait l'objet d'un refus d'entrée dans le Royaume, il est refoulé ou remis à la frontière de cet Etat par les autorités chargées du contrôle aux frontières et mis en possession d'un laissez-passer conforme au modèle figurant à l'annexe 10bis (ou à l'annexe 10ter). La décision de refus d'entrée est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25quater. <AR 1998-03-02/32, art. 2, 020; En vigueur : 01-09-1997>

§ 3. Lorsque le demandeur d'asile doit être transféré vers l'Etat responsable et qu'il fait l'objet d'un refus de séjour dans le Royaume, il reçoit l'ordre de quitter le territoire et est mis en possession d'un laissez-passer conforme au modèle figurant à l'annexe 10bis (ou à l'annexe 10ter). La décision de refus de séjour est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26quater. <AR 1998-03-02/32, art. 2, 020; En vigueur : 01-09-1997>

Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger (a introduit une demande d'asile) et, le cas échéant, de l'attestation d'immatriculation. <AR [2007-04-27/56](#), art. 39, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 71.4.** <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 24; En vigueur : 17-01-1997> Les autorités chargées du contrôle aux frontières remettent au demandeur d'asile que la Belgique est tenue de prendre ou de reprendre en charge, qui est transféré par l'Etat responsable au sens (de la réglementation européenne liant la Belgique) et qui se présente à la frontière, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26 [<sup>1</sup> ou, s'il a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26quinquies]<sup>1</sup>. <AR [2007-04-27/56](#), art. 40, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Lorsque le demandeur d'asile qui doit être pris ou repris en charge par la Belgique, est transféré par l'Etat responsable au sens (de la réglementation européenne liant la Belgique) et se présente à l'intérieur du Royaume auprès du Ministre ou de son délégué, il est mis en possession d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26 [<sup>1</sup> ou, s'il a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26quinquies]<sup>1</sup>. <AR [2007-04-27/56](#), art. 40, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Le cas échéant, (le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides) peut procéder immédiatement à l'audition du demandeur d'asile visé aux alinéas 1 et 2. <AR [2007-04-27/56](#), art. 40, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

-----  
(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 2, 051; En vigueur : 01-09-2013>



#### Art. 71.5.

<Abrogé par AR [2013-08-17/03](#), art. 3, 051; En vigueur : 01-09-2013>

Section 1. - (Demandeurs d'asile). - Entrée et séjour irréguliers. <AR [2007-04-27/56](#), art. 42, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Art. 72.<AR 28-01-1988, art. 2> [<sup>1</sup> § 1er.]<sup>1</sup> Les autorités chargées du contrôle aux frontières remettent à l'étranger qui se présente à la frontière sans être porteur des documents requis et qui (introduit une demande d'asile), un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25 [<sup>1</sup> ou, s'il a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25quinquies]<sup>1</sup>. <AR [2007-04-27/56](#), art. 43, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Conformément à l'article 52/3, § 2, de la loi, cet étranger reçoit également une décision de refoulement conformément au modèle figurant à l'annexe 11ter.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 43, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

[<sup>1</sup> § 2. L'étranger qui se présente à la frontière sans être en possession des documents requis, qui introduit une demande d'asile auprès des autorités chargées du contrôle aux frontières et qui ne fait pas l'objet d'un refus d'entrée, est autorisé à pénétrer dans le Royaume et à y séjourner jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande d'asile.

Les autorités chargées du contrôle aux frontières apposent cette autorisation sur le document conforme au modèle figurant à l'annexe 25 ou, s'il s'agit d'une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, sur le document conforme au modèle figurant à l'annexe 25quinquies.

§ 3. L'étranger qui se présente à la frontière sans être en possession des documents requis et à qui le statut de réfugié et de protection subsidiaire a été refusé, ou dont la demande d'asile n'a pas été prise en considération par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, est, sans préjudice de l'effet suspensif visé à l'article 39/70 de la loi, refoulé et, le cas échéant, conformément à l'article 53bis de la loi, peut être reconduit à la frontière du pays qu'il a fui, et où, d'après ses déclarations, sa vie ou sa liberté serait menacée.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 4, 051; En vigueur : 01-09-2013>

#### Art. 72bis.

<Abrogé par AR [2013-08-17/03](#), art. 5, 051; En vigueur : 01-09-2013>

#### Art. 72ter.

<Abrogé par AR [2013-08-17/03](#), art. 6, 051; En vigueur : 01-09-2013>

Art. 73.<AR 28-01-1988, art. 5> (Les autorités désignées à l'article 71.2, § 2,) remettent à l'étranger qui est entré dans le Royaume sans être porteur des documents requis et qui (introduit une demande d'asile), (...) un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26 [<sup>1</sup> ou, s'il a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26quinquies]<sup>1</sup>. <AR 1996-12-11/38, art. 26, 019; En vigueur : 17-01-1997> <AR 2005-02-03/31, art. 1, 028 ; En vigueur : 08-02-2005> <AR [2007-04-27/56](#), art. 46, 030; En vigueur : 01-06-2007>

-----

(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 7, 051; En vigueur : 01-09-2013>

Art. 74.<AR 28-01-1988, art. 6> § 1. L'étranger qui (a introduit une [<sup>1</sup> première]<sup>1</sup> demande d'asile) à la frontière et qui a été autorisé à entrer dans le Royaume, est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de son entrée, (à l'administration communale du lieu de sa résidence principale). <AR 1995-02-03/32, art. 2, 1°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR [2007-04-27/56](#), art. 47, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Celle-ci, sur le vu du document remis par les autorités chargées du contrôle aux frontières, délivre une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.) <AR 1995-02-03/32, art. 2, 2°, 015; En vigueur : 01-02-1995>

§ 2. (L'étranger qui a introduit une demande d'asile dans le Royaume auprès d'une des autorités compétentes en vertu de l'article 71/2, § 2, et qui, conformément à l'article 74/6, § 1bis, de la loi, est maintenu dans un lieu bien déterminé, reçoit la notification de cette décision au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 39bis. Dans ce cas, conformément à l'article 52/3, § 2, de la loi, l'intéressé reçoit également un ordre de quitter le territoire au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13quinquies.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 47, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 3. L'étranger qui (a introduit une [<sup>1</sup> première]<sup>1</sup> demande d'asile) dans le Royaume auprès d'une des (autorités désignées à l'article 71.2, § 2), est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de sa (demande), (à l'administration communale du lieu de sa résidence principale). <AR 1996-12-11/38, art. 27, 1°, 019; En vigueur : 17-01-1997> <AR 1995-02-03/32, art. 2, 3°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR [2007-04-27/56](#), art. 47, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Celle-ci, sur le vu du document remis par l'une de ces autorités, (délivre une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance). <AR [2007-04-27/56](#), art. 47, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 4. Lorsque l'étranger a été autorisé à un séjour de plus de trois mois dont la durée a été expressément limitée, que son autorisation de séjour est arrivée à l'expiration et n'a pas été prorogée et que l'intéressé (introduit une [<sup>1</sup> première]<sup>1</sup> demande d'asile) par la suite, il est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de sa déclaration, (à l'administration communale du lieu . <AR 1995-02-03/32, art. 2, 4°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR [2007-04-27/56](#), art. 47, 4°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Celle-ci, sur le vu du document remis par l'une des (autorités désignées à l'article 71.2, § 2), procède conformément aux dispositions du (§ 3), alinéa 2. <AR 1996-12-11/38, art. 27, 2°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

Si l'étranger est encore titulaire d'un document ou d'un titre de séjour périmé, ce document lui est retiré par l'administration communale.

-----

(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 8, 051; En vigueur : 01-09-2013>

[Art. 75.](#)<AR 1993-05-19/32, art. 10, 011; En vigueur : 31-05-1993> § 1. L'attestation d'immatriculation remise à l'étranger qui a (introduit une [<sup>1</sup> première]<sup>1</sup> demande d'asile) est prorogée de manière à couvrir le séjour [<sup>1</sup> jusqu'à ce que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ait statué sur la demande]<sup>1</sup>. <AR [2007-04-27/56](#), art. 48, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. (Si le Commissaire Général aux Réfugiés et aux Apatrides refuse de reconnaître le statut de réfugié et de protection subsidiaire à l'étranger [<sup>1</sup> ou ne prend pas en considération la demande d'asile]<sup>1</sup>, le ministre ou son délégué donne à l'intéressé un ordre de quitter le territoire, conformément à l'article 52/3, § 1er, de la loi.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 48, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Sans préjudice de l'effet suspensif prévu par l'(article 39/70), de la loi, les décisions du Ministre ou de son délégué sont notifiées au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'(annexe 13quinquies). <AR [2007-04-27/56](#), art. 48, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger (a introduit une demande) et, le cas échéant, de l'attestation d'immatriculation. <AR [2007-04-27/56](#), art. 48, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 3. (En cas de refus sur la base de l'article 52, le ministre ou son délégué ordonne en outre, s'il l'estime nécessaire pour assurer l'éloignement effectif du territoire, le maintien de l'étranger dans un lieu bien déterminé, visé à l'article 74/6, § 1er.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 48, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

La décision du Ministre ou de son délégué est modifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 39.

[<sup>1</sup> § 4. L'annexe 26quinquies ou l'annexe 25quinquies visée à l'article 72, § 2, délivrée à un étranger qui a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, est prorogée par le Ministre ou son délégué afin de couvrir le séjour jusqu'à ce que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ait pris une décision sur la base de l'article 57/6/2 de la loi.

Si la demande d'asile est prise en considération par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides sur la base de l'article 57/6/2 de la loi, le bourgmestre ou son délégué, sur instruction du

Ministre ou de son délégué, délivre à l'étranger concerné un certificat d'immatriculation, modèle A, valable pour trois mois à compter de la date de délivrance. Ce certificat d'immatriculation est prorogé afin de couvrir le séjour jusqu'à ce que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ait statué sur la demande d'asile prise en considération.]]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 9, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 76.** <AR [2007-04-27/56](#), art. 49, 030; En vigueur : 01-06-2007> Sous réserve de l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2, de la loi, l'étranger à qui le statut de réfugié est octroyé, est, après production de son certificat de réfugié délivré par les autorités compétentes, inscrit au registre des étrangers et mis en possession du certificat d'inscription au registre des étrangers d'une durée illimitée.

**Art. 77.** <AR [2007-04-27/56](#), art. 50, 030; En vigueur : 01-06-2007> Lorsque l'autorité compétente accorde à le statut de protection subsidiaire à l'étranger, après instruction du Ministre ou de son délégué l'administration communale inscrit l'intéressé au registre des étrangers et il est mis en possession d'u certificat d'inscription au registre des étrangers, conformément à l'article 49/2, §§ 2 et 3, de la loi.

**Section 2.** - (Demandeurs d'asile). - Entrée et séjour réguliers. <AR [2007-04-27/56](#), art. 51, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 78.** (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 52, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 79.**<AR 1996-12-11/38, art. 28, 019; En vigueur : 17-01-1997> Les autorités désignées à l'article 71.2, § 2, remettent à l'étranger visé à l'article (50bis ou) 51 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26 [1 ou, s'il s'agit d'une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26quinquies]]<sup>1</sup>. <AR [2007-04-27/56](#), art. 53, 030; En vigueur : 01-06-2007>

-----  
(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 10, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 80.**§ 1. (...) <AR [2007-04-27/56](#), art. 54, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. (L'étranger qui se trouve en Belgique pour un séjour n'excédant pas trois mois et qui (a introduit une [1 première]]<sup>1</sup> demande d'asile), est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de sa (demande), (à l'administration communale du lieu de sa résidence principale).) <AR 28-01-1988, art. 12> <AR 1995-02-03/32, art. 3, 3°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR [2007-04-27/56](#), art. 54, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Celle-ci, sur le vu des documents requis pour son entrée et du document remis par l'une des (autorités désignées à l'article 71.2, § 2), délivré une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.) <AR 1995-02-03/32, art. 3, 4°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR 1996-12-11/38, art. 29, 1°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

Si l'étranger est déjà titulaire d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 3, ce document lui est retiré par l'administration communale.

(§ 3. L'étranger qui se trouve en Belgique pour un séjour de plus de trois mois, dont la durée a été expressément limitée, qui (a introduit une [1 première]]<sup>1</sup> demande d'asile) et dont l'autorisation de séjour arrive à expiration et n'est pas prorogée, est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables à partir de la date de la péremption de son document ou de son titre de séjour, (à l'administration communale du lieu de sa résidence principale). <AR 1995-02-03/32, art. 3, 5°, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR [2007-04-27/56](#), art. 54, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(L'étranger qui a bénéficié d'une protection temporaire en vertu de l'article 57/29 de la loi et qui a introduit une [1 première]]<sup>1</sup> demande d'asile conformément à l'article 50bis, alinéa 2, de la loi, est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de sa demande, à l'administration communale du lieu de sa résidence principale.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 54, 3°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Celle-ci, sur le vu du document remis par l'une des (autorités désignées à l'article 71.2, § 2), procède

conformément [<sup>1</sup> aux dispositions du § 2, alinéa 2]<sup>1</sup>. <AR 1996-12-11/38, art. 29, 2°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

Si l'étranger est encore titulaire d'un document ou d'un titre de séjour périmé, ce document lui est retiré par l'administration communale.) <Inséré par AR 28-01-1988, art. 12>

(§ 4. Lorsque le ministre ou son délégué met, conformément à l'article 57/36, § 2, de la loi, fin à l'autorisation de séjour octroyée à un bénéficiaire de la protection temporaire ou à un membre de sa famille, dont l'examen de la demande d'asile a été suspendu sur la base de l'article 51/9 de la loi, le certificat d'inscription au registre des étrangers dont celui-ci est titulaire est retiré.

Sur le vu du document remis par l'une des autorités désignées à l'article 71/2, § 2, l'administration communale du lieu de la résidence principale de la personne visée procède conformément aux dispositions du § 2, alinéa 2.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 54, 4°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

-----  
(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 11, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 81.** L'article 75, l'article 76 et l'article 77 sont applicables aux cas visés à l'article 80.

**Art. 82.** (abrogé) <AR 28-01-1988, art. 13>

**Art. 83.** <AR 28-01-1988, art. 14> Sous réserve (l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2) (, de la loi), l'étranger titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement, qui est reconnu comme réfugié est, sur le vu du certificat de réfugié remis par l'autorité compétente, mis en possession d'un nouveau titre de séjour ou d'établissement en tenant compte du changement de statut intervenu. <AR 1993-05-19/32, art. 15, 011; En vigueur : 31-05-1993> <AR [2007-04-27/56](#), art. 55, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 84.**<sup>1</sup> Lorsque la protection internationale est accordée à un étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée-UE belge et sous réserve de l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué donne l'instruction au bourgmestre ou à son délégué, dans un délai de trois mois suivant cette décision, de délivrer un nouveau permis de séjour de résident de longue durée-UE sur lequel est apposée la mention spéciale visée à l'article 30, § 2, concernant la protection internationale.

Lorsque la protection internationale est accordée à un étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée-UE, délivré par un autre Etat membre de l'Union européenne, et sous réserve de l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué demande aux autorités compétentes de l'Etat membre qui a délivré le permis de séjour de résident de longue durée-UE de modifier celui-ci afin d'y apposer la mention spéciale relative à la protection internationale accordée par la Belgique, ainsi que la date à laquelle cette protection internationale a été octroyée.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Rétabli par AR [2015-02-13/06](#), art. 27, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 85.** § 1. Le réfugié résidant régulièrement dans le Royaume est autorisé, après s'être rendu à l'étranger, à rentrer dans le pays sur simple présentation de son titre de voyage valable, délivré par les autorités belges.

§ 2. Le réfugié, visé au paragraphe premier, qui n'a pas été en mesure de rentrer avant l'expiration de son titre de voyage, peut être autorisé, par les autorités chargées du contrôle aux frontières, à rentrer dans le pays.

Celles-ci lui remettent une autorisation de rentrer, conforme au modèle figurant à l'annexe 27.

§ 3. Le réfugié qui ne réside plus régulièrement dans le Royaume ou qui a été rayé des (registres de la population), mais dont le titre de voyage belge est toujours valable, peut, sur décision du (Ministre) ou de son délégué, être autorisé à rentrer dans le Royaume. <AR 1995-02-03/32, art. 4, 015; En vigueur : 01-02-1995> <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Si la décision est favorable, les autorités chargées du contrôle aux frontières lui remettent une autorisation de rentrer, valable trois jours ouvrables.

Avant l'expiration de ce délai, le réfugié est tenu de se présenter à l'administration communale du



lieu de sa résidence. Celle-ci, sur le vu du titre de voyage et de l'autorisation de rentrer, procède à son inscription au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription au registre des étrangers.

§ 4. Le réfugié visé au § 3, dont le titre de voyage belge n'est plus valable, peut sur décision du (Ministre) ou de son délégué, être autorisé à rentrer dans le Royaume. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

A cet effet, il doit introduire une demande motivée auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge, qui la transmet sans délai, pour décision, au (Ministre) ou à son délégué. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Si la décision est favorable, le réfugié est mis en possession d'un laissez-passer, conforme au modèle figurant à l'annexe 28, valable quinze jours à partir de la date de sa délivrance.

Le réfugié est tenu de se présenter, avant l'expiration de son laissez-passer, à l'administration communale du lieu de sa résidence. Celle-ci, sur le vu du laissez-passer, procède à son inscription au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription au registre des étrangers.

**Art. 86.** Le réfugié travailleur salarié, qui a été autorisé à s'établir au Luxembourg ou aux Pays-Bas, dispose d'un droit de retour de deux ans à partir du jour où il a quitté le Royaume.

Il est réadmis sans formalités en Belgique à la seule condition d'être titulaire d'un titre de voyage valable, délivré par les autorités belges.

**Art. 87.** Le réfugié, qui a été autorisé à s'établir dans un pays tiers, ne peut plus revendiquer le bénéfice des dispositions prévues à l'article 85.

Toutefois, le réfugié qui a obtenu un permis de séjour en Autriche, peut rentrer dans le Royaume, pendant un délai de deux ans, sous le couvert du titre de voyage valable, délivré par les autorités belges. Il en est de même du réfugié travailleur salarié qui a obtenu un permis de séjour en Suisse.

**Art. 88.** <AR [2007-04-27/56](#), art. 56, 030; En vigueur : 01-06-2007> Sauf s'ils sont titulaires d'un titre de séjour, les membres de la famille visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4°, de la loi, de l'étranger qui a introduit une demande d'asile reçoivent une attestation d'immatriculation du modèle A, dont la durée de validité est la même que celle de l'attestation d'immatriculation de l'étranger.

#### **Section 2bis.** - Candidats réfugiés. - Eloignement du Royaume.

**Art. 88bis.** <AR 1993-05-19/32, art. 16, 011; En vigueur : 31-05-1993> § 1. Lorsque le (Ministre), refuse l'accès au territoire à l'étranger visé à l'article (52.4), alinéa 1er, de la loi, les autorités chargées du contrôle aux frontières procèdent au refoulement. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 57, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

La décision du Ministre est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 11bis. Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger (introduisait une demande d'asile). <AR [2007-04-27/56](#), art. 57, 2°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 2. Lorsque le (Ministre), décide que l'étranger visé à l'article (52.4), alinéa 1er, de la loi, ne peut pas ou ne peut plus séjourner dans le Royaume, il lui donne l'ordre de quitter le territoire. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 57, 1°, 030; En vigueur : 01-06-2007>

La décision du Ministre est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13bis. Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger se déclarait réfugié et, le cas échéant, de l'attestation d'immatriculation.

**Section 2ter.** - Réfugiés (et bénéficiaires de la protection subsidiaire) Eloignement du Royaume. <Inséré par AR 1996-11-22/31, art. 11, En vigueur : 16-12-1996> <AR [2007-04-27/56](#), art. 58, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 88ter.** <AR [2007-04-27/56](#), art. 59, 030; En vigueur : 01-06-2007> La décision du Ministre ou de son délégué par laquelle un ordre de quitter le territoire est donné, conformément à l'article 49, § 3, ou à l'article 49/2, § 5, de la loi, est notifiée par la délivrance d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13. Le titre de séjour, et, le cas échéant, le certificat de réfugié, sont retirés.



### Section 3. - Réfugiés reconnus dans un autre Etat.

**Art. 89.** La présente section s'applique aux étrangers reconnus comme réfugiés alors qu'ils se trouvaient sur le territoire d'un autre Etat, partie contractante à la Convention relative au statut des réfugiés, et à ses annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951 et approuvées par la loi du 26 juin 1953.

**Art. 90.** § 1. [<sup>1</sup> Sans préjudice de dispositions plus favorables contenues dans un traité international ou des règlements européens, l'étranger visé à l'article 89 est autorisé à entrer dans le Royaume pour un séjour d'une durée n'excédant pas 90 jours sur toute période de 180 jours, à condition d'être porteur d'un document de voyage délivré par les autorités du pays où il a sa résidence, revêtu d'un visa valable pour la Belgique, apposé par un représentant diplomatique ou consulaire belge ou par celui d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique.]<sup>1</sup>

[<sup>1</sup> ...]<sup>1</sup>.

§ 2. Les dispositions générales du titre 1er, chapitre I, section 2 sont applicables à cet étranger.

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 28, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 91.** § 1. L'étranger visé à l'article 89 qui vient en Belgique pour un séjour de plus de trois mois, est soumis à la réglementation générale.

Toutefois, afin de sauvegarder le droit de retour de cet étranger dans le pays qui l'a reconnu, l'autorisation de séjour provisoire est limitée à deux ans.

§ 2. L'administration communale remet à cet étranger le certificat d'inscription au registre des étrangers dont la date d'échéance est antérieure de trois mois à celle du titre de voyage.

(Alinéa 2 supprimé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 60, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 92.** Avant (...) de renouveler le certificat d'inscription au registre des étrangers remis à l'étranger visé à l'article 89, l'administration communale est tenue de vérifier si le titre de voyage a été prorogé. Dans l'affirmative, elle (...) renouvelle le certificat d'inscription au registre des étrangers. Dans la négative, elle invite l'étranger, par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 29, à faire proroger son titre de voyage. <AR [2007-04-27/56](#), art. 61, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 93.** <AR 28-01-1988, art. 17> L'étranger visé à l'article 89 peut demander la confirmation de sa qualité de réfugié auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, à la condition qu'il ait séjourné régulièrement et sans interruption en Belgique depuis dix-huit mois et que la durée de son séjour n'ait pas été limitée pour une cause déterminée.

[<sup>1</sup> Lorsqu'est confirmée la qualité de réfugié de l'étranger visé à l'article 89, qui est porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée-UE belge et sous réserve de l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué donne l'instruction au bourgmestre ou à son délégué, dans un délai de trois mois suivant cette décision de délivrer un nouveau permis de séjour de résident de longue durée-UE sur lequel la mention spéciale visée à l'article 30, § 2, concernant la protection internationale, est modifiée.

Lorsqu'est confirmée la qualité de réfugié de l'étranger visé à l'article 89, qui est porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée-UE délivré par un autre Etat membre de l'Union européenne, et sous réserve de l'introduction d'un recours visé à l'article 39/56, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué demande aux autorités compétentes de l'Etat membre qui a délivré le permis de séjour de résident de longue durée-UE de modifier celui-ci afin d'adapter la mention spéciale relative à la protection internationale.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 29, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 94.** (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 13, 018; En vigueur : 16-12-1996>

(NOTE : Il reste toutefois applicable lorsqu'une demande a été introduite, conformément à l'article

55 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, abrogé par la loi du 15 juillet, 1996, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté)

**Section 4.** - Etrangers assimilés aux réfugiés. (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 14, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 95.** (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 14, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 96.** (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 14, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**Art. 97.** (Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 14, 018; En vigueur : 16-12-1996>

(NOTE : Ces articles restent toutefois applicables lorsqu'une demande d'assimilation au réfugié a été introduite, conformément à l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.)

**Section 5.** - Apatrides.

**Art. 98.** L'apatride et les membres de sa famille sont soumis à la réglementation générale. Toutefois, lorsque l'apatride est autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, l'administration communale lui remet un certificat d'inscription au registre des étrangers dont la date d'échéance est antérieure de trois mois à celle du titre de voyage.

(Alinéa 3 abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 62, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Les articles 85 et 92 sont applicables à l'apatride autorisé à séjourner dans le Royaume.

**CHAPITRE IV.** - Etudiants.

**Art. 99.** L'autorisation de séjour provisoire délivrée à un étudiant conformément à l'article 58 de la loi est limitée à la durée de ses études. Elle mentionne celle des attestations prévues par l'article 59 de la loi sur production de laquelle l'autorisation a été délivrée.

**Art. 100.** Si l'intéressé est porteur de l'autorisation de séjour provisoire, délivrée sur production d'une attestation d'inscription en qualité d'élève ou d'étudiant régulier, il lui est remis le certificat d'inscription au registre des étrangers (...). <AR 1996-12-11/38, art. 31, 1°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

(Alinéa 2 abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 63, 030; En vigueur : 01-06-2007>

Si l'intéressé est porteur de l'autorisation de séjour provisoire, délivrée sur production d'une attestation établissant, soit qu'il est admis aux études ou inscrit en vue d'un examen d'admission, soit qu'il a introduit une demande d'obtention d'équivalence de diplômes et de certificats d'études étrangères, il lui est remis une attestation d'immatriculation du modèle A, valable quatre mois à partir de la date d'entrée.

Au moment où l'étudiant produit la nouvelle attestation prévue par l'article 59, alinéa 3, de la loi, l'administration communale lui remet un certificat d'inscription au registre des étrangers (...). <AR 1996-12-11/38, art. 31, 1°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

(La décision du Ministre ou de son délégué donnant l'ordre de quitter le territoire à l'étudiant qui ne s'est pas conformé à l'article 59, alinéa 3, de la loi, est notifiée au moyen du formulaire A, conforme au modèle figurant à l'annexe 12.) <AR 1996-12-11/38, art. 31, 2°, 019; En vigueur : 17-01-1997>

**Art. 101.** L'étudiant étranger est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence, pour demander (...) le renouvellement de son titre de séjour, au plus tard un mois avant la date d'échéance. <AR [2007-04-27/56](#), art. 64, 030; En vigueur : 01-06-2007>

L'engagement de prise en charge prévu à l'article 60, alinéa 1er, 2°, de la loi, doit être conforme au modèle figurant à l'annexe 32.

Si l'étudiant ne produit pas les documents requis, l'administration communale l'invite, par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 29, à se mettre en règle avant l'expiration de

son titre de séjour.

[<sup>1</sup> Lorsque l'étranger a introduit sa demande de renouvellement, conformément à l'alinéa 1er, et que le Ministre ou son délégué n'a pas été en mesure de prendre une décision concernant cette demande avant l'expiration du titre de séjour dont il est titulaire, le Bourgmestre ou son délégué le met en possession d'une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 15.

Cette attestation couvre provisoirement le séjour de l'étranger sur le territoire du Royaume. La durée de validité de cette attestation est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée.]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2012-08-15/07](#), art. 15, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 102.** § 1. L'étranger, ressortissant d'un pays limitrophe, qui vient en Belgique pour y faire des études tout en maintenant sa résidence habituelle dans son pays où il retourne, en principe, chaque week-end, est tenu de se présenter, dans les huit jours ouvrables de sa première arrivée, à l'administration communale du lieu où il loge.

L'administration communale lui remet, sur le vu des documents requis pour son entrée et sur production d'une attestation d'inscription en qualité d'élève ou d'étudiant régulier dans un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subsidié (par les pouvoirs publics), un document conforme au modèle figurant à l'annexe 33. <AR 1996-12-11/38, art. 32, 019; En vigueur : 17-01-1997>

§ 2. Le paragraphe 1er est applicable à l'étranger qui ne possède pas la nationalité du pays limitrophe où il a sa résidence habituelle à condition qu'il produise un document de séjour valable, délivré par les autorités de ce pays.

**Art. 103.** Les membres de la famille de l'étudiant reçoivent les mêmes documents que celui-ci, et de même durée de validité.

**Art. 103.2.** <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 33; En vigueur : 17-01-1997> Sous réserve de l'article 61, § 1, alinéas 2, 3 et 4, de la loi, le Ministre peut donner l'ordre de quitter le territoire à l'étudiant étranger qui prolonge ses études de manière excessive compte tenu des résultats, lorsque celui-ci :

1° dans la même orientation d'études, n'a pas réussi une seule épreuve pendant trois années scolaires ou académiques successives ou au moins deux épreuves pendant les quatre dernières années d'études;

2° a entamé au moins deux orientations d'études différentes sans avoir réussi une seule épreuve pendant quatre années scolaires ou académiques successives ou au moins deux épreuves pendant les cinq dernières années d'études;

3° a entamé au moins trois orientations d'études différentes sans avoir obtenu aucun diplôme de fin d'études au cours des deux orientations précédentes.

**Art. 103.3.** (Ancien article 103bis) <AR 1996-12-11/38, art. 34, 019; En vigueur : 17-01-1997>

Lorsque le Ministre ou son délégué donne l'ordre de quitter le territoire à l'étranger visé à l'article 61, § 1 ou § 2, de la loi, ou aux membres de la famille de celui-ci, il fixe le délai dans lequel les intéressés doivent quitter le territoire.

Dans l'un et l'autre cas, l'administration communale notifie la décision du Ministre ou de son délégué par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 33bis.

**Art. 104.** (Abrogé) <AR 1996-12-11/38, art. 35, 019; En vigueur : 17-01-1997>

## **CHAPITRE V.** - Bateliers du Rhin.

**Art. 105.** Sont autorisés à entrer et à voyager dans le Royaume, sans visa ni autorisation de séjour provisoire, pour l'exercice de la profession de Batelier du Rhin, pour autant que leurs documents de voyage soient revêtus de la mention : " Batelier du Rhin - Rijnschipper - Rheinschiffer " :

1° les ressortissants des Etats riverains du Rhin : République Fédérale d'Allemagne, France, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse;

2° les ressortissants des autres pays de l'Europe de l'Ouest;

3° les ressortissants de la Turquie et de la Yougoslavie;

4° les réfugiés établis dans un Etat riverain du Rhin qui y ont obtenu un titre de voyage pour réfugiés valable;

5° les étrangers et les apatrides établis dans un Etat riverain du Rhin, qui y ont obtenu soit un passeport ou un titre de voyage pour étrangers valable, soit un titre de voyage pour apatrides valable.

## **CHAPITRE VI.** - Travailleurs frontaliers.

**Art. 106.** (§ 1.) Par travailleur frontalier, on entend le travailleur qui est occupé, en qualité de salarié, en Belgique tout en ayant sa résidence sur le territoire d'un pays limitrophe où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine. <AR 2002-07-11/51, art. 8, 024; En vigueur : 01-06-2002>

(§ 2. Par travailleur frontalier suisse, on entend le ressortissant suisse qui est occupé, en qualité de salarié, ou qui exerce, comme indépendant, une activité économique, sur le territoire belge tout en ayant sa résidence en Suisse où il retourne chaque jour ou, au moins, une fois par semaine.) <AR 2002-07-11/51, art. 8, 024; En vigueur : 01-06-2002>

**Art. 107.**<sup>[1]</sup> Le travailleur frontalier ayant la qualité de citoyen de l'Union européenne ou étant ressortissant de la Confédération suisse peut entrer sur le territoire du Royaume pour y travailler sur présentation d'un des documents mentionnés à l'article 41, de la loi.]<sup>[1]</sup>

-----

(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 30, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 108.** Le travailleur frontalier qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre <sup>[1]</sup> de l'Union européenne<sup>[1]</sup> peut entrer dans le Royaume pour y travailler sur présentation de son titre de séjour valable du pays limitrophe et d'un document de voyage valable, revêtu, s'il y a lieu, d'un visa valable pour plusieurs voyages.

-----

(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 31, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 109.** Le travailleur frontalier est tenu de signaler sa première arrivée à l'administration communale du lieu de son travail.

Au moment où il se présente, celle-ci, sur le vu des documents requis pour son entrée, lui remet un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15.

**Art. 110.** Le travailleur frontalier est tenu de signaler son départ définitif à l'administration communale du lieu de son travail et de restituer, à ce moment, le document belge dont il est titulaire.

**CHAPITRE VII-** Des étrangers qui sont des victimes de l'infraction de traite des êtres humains au sens de l'article 433quinquies du Code pénal ou qui sont victimes dans les circonstances visées à l'article 77quater, 1°, en ce qui concerne uniquement les mineurs non accompagnés, à 5°, de l'infraction de trafic des êtres humains au sens de l'article 77bis, de la loi et qui coopèrent avec les autorités <Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 65; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 110bis.**<Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 66; En vigueur : 01-06-2007> § 1er. Toute demande d'obtention du document pour l'étranger visé aux articles 61/2 à 61/4 doit être adressée par un centre spécialisé dans l'accueil des victimes et reconnu par les autorités compétentes, au ministre ou à son délégué.

§ 2. Lorsque l'étranger visé à l'article 61/2, § 1er, de la loi ne dispose pas d'un titre de séjour, le ministre ou son délégué donne l'instruction de notifier un ordre de quitter le territoire.

L'administration communale notifie cette décision par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 13.

Lorsque l'étranger visé à l'alinéa précédent, est un mineur non accompagné tel que défini à l'article 61/2, § 2, alinéa 2, de la loi, le ministre ou son délégué, donne instruction à l'administration communale de remettre un document de séjour pour une durée de validité de trois mois au maximum, conforme au modèle figurant à l'annexe 4. <sup>[1]</sup> A cette occasion, le bourgmestre ou son délégué inscrit

l'étranger au registre des étrangers.]]<sup>1</sup>

§ 3. Le ministre ou son délégué donne instruction à l'administration communale de remettre à l'étranger visé à l'article 61/2, § 2, alinéa 3, ou à l'article 61/3, § 1er, de la loi, un document de séjour pour une durée de validité de trois mois au maximum, conforme au modèle figurant à l'annexe 4. [1 A cette occasion, le bourgmestre ou son délégué inscrit l'étranger au registre des étrangers.]]<sup>1</sup>

L'étranger visé à l'alinéa précédent doit présenter son document d'identité, le plus rapidement possible et au plus tard lors de l'examen de la demande d'autorisation pour une durée illimitée afin d'établir son identité. A défaut de pouvoir présenter ce document, l'étranger doit communiquer les démarches qu'il a entreprises en vue de prouver son identité, conformément à l'article 61/3, § 4, de la loi.

Le ministre ou son délégué peut donner instruction à l'administration communale de proroger pour une seule nouvelle période de trois mois au maximum l'annexe 4, conformément à l'article 61/3, § 2, alinéa 2, de la loi.

§ 4. Le ministre ou son délégué donne l'instruction à l'administration communale de remettre à l'étranger visé à l'article 61/4, § 1er, un certificat d'inscription au registre des étrangers d'une durée de validité de six mois. Ce certificat peut être (...) renouvelé lorsque le Procureur du Roi ou l'auditeur du travail confirme que l'étranger satisfait toujours aux conditions déterminées à l'article 61/4, § 1er, de la loi. <AR [2007-04-27/56](#), art. 67, 030; En vigueur : 01-06-2007>

§ 5. Le ministre ou son délégué donne l'instruction à l'administration communale d'octroyer un certificat d'inscription au registre des étrangers d'une durée illimitée lorsque l'étranger satisfait aux conditions mentionnées à l'article 61/5 de la loi et qu'il a présenté son document d'identité, à moins qu'il ne démontre valablement l'impossibilité de se procurer ce document en Belgique.

-----

(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 32, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. 110ter.** <Inséré par AR [2007-04-27/56](#), art. 68; En vigueur : 01-06-2007> Lorsque l'étranger se trouve dans les conditions déterminées à l'article 61/2, § 3, ou à l'article 61/3, § 3, ou à l'article 61/4, § 2, de la loi, le ministre ou son délégué peut à tout moment mettre fin au délai prévu à l'article 61/2, § 2, ou mettre fin à l'autorisation de séjour temporaire. Il est procédé au retrait du document et un ordre de quitter le territoire conforme au modèle figurant à l'annexe 13 est notifié.

**Chapitre VIII-** Bénéficiaires du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée. <Inséré par AR [2008-07-22/33](#), art. 21; En vigueur : 08-09-2008>

**Art. 110quater.** <Inséré par AR [2008-07-22/33](#), art. 22; En vigueur : 08-09-2008> § 1er. Lorsque l'étranger qui déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 61/7, § 1er, de la loi, introduit sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire compétent, conformément à l'article 61/7, § 2, de la loi, il lui est remis un document attestant du dépôt de la demande et de la date de celui-ci.

§ 2. En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du poste diplomatique ou consulaire dans un délai de quatre mois à partir de la date de délivrance du document attestant du dépôt de la demande, et que les documents visés à l'article 61/7, § 1er, de la loi, ont été produits, l'étranger vise au § 1er est autorisé au séjour.

§ 3. Si le ministre ou son délégué décide de prolonger le délai de quatre mois prévu au § 2 d'une période de trois mois, le poste diplomatique ou consulaire remet à l'étranger une copie de cette décision.

En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du poste diplomatique ou consulaire dans cette période de trois mois et que les documents visés à l'article 61/7, § 1er, de la loi, ont été produits, l'étranger visé au § 1er est autorisé au séjour.

**Art. 110quinquies.**<sup>1</sup> § 1er. Lorsque l'étranger visé à l'article 61/7, de la loi introduit sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois auprès du bourgmestre du lieu de sa résidence ou de son délégué, celui-ci est tenu de procéder à une enquête de résidence afin de s'assurer que l'étranger



réside effectivement sur le territoire de sa commune.

Si l'étranger visé à l'alinéa 1er ne réside pas effectivement sur le territoire de la commune ou s'il n'est pas en possession d'un passeport national valable, le bourgmestre ou son délégué refuse de prendre sa demande d'autorisation de séjour en considération au moyen du document conforme à l'[(<sup>2</sup> annexe 45)]<sup>2</sup>.

Si l'étranger visé à l'alinéa 1er réside effectivement sur le territoire de la commune et qu'il est en possession d'un passeport national valable, le bourgmestre ou son délégué lui délivre une preuve de réception de sa demande conforme au modèle figurant à l'annexe 41bis et une attestation d'immatriculation - modèle A, conforme au modèle figurant à l'annexe 4, valable quatre mois.

Le bourgmestre ou son délégué transmet sans délai au Ministre ou à son délégué, une copie de la demande d'autorisation de séjour et une copie de l'attestation de réception.

§ 2. Si le ministre ou son délégué, conformément à l'article 61/7, § 3, alinéa 2, de la loi, prolonge le délai de quatre mois, le bourgmestre ou son délégué notifie la décision à l'étranger et prolonge l'attestation d'immatriculation pour une durée de trois mois.

§ 3. Si le ministre ou son délégué autorise l'étranger au séjour ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans les quatre mois, éventuellement prolongé conformément à l'article 61/7, § 3, alinéa 2, de la loi, suivant la délivrance de la preuve de réception et pour autant que les documents visés à l'article 61/7, § 1er, de la loi, ont été produits, l'étranger est mis en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers.

§ 4. Si le ministre ou son délégué n'autorise pas l'étranger au séjour, le bourgmestre ou son délégué notifie la décision au moyen du document conforme au modèle figurant à l'[(<sup>2</sup> annexe 44)]<sup>2</sup>.  
L'attestation d'immatriculation est retirée.

§ 5. Si à l'échéance du délai de quatre mois, éventuellement prolongé conformément à l'article 61/7, § 3, alinéa 2, de la loi, suivant la délivrance de la preuve de réception, l'étranger n'a pas produit les documents visés à l'article 61/7, § 1er, de la loi, le bourgmestre ou son délégué refuse la demande d'autorisation de séjour au moyen du document conforme au modèle figurant à l'[(<sup>2</sup> annexe 44)]<sup>2</sup>.  
L'attestation d'immatriculation est retirée.]]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2015-02-13/06](#), art. 33, 055; En vigueur : 08-03-2015>

(2)<AR [2015-04-20/01](#), art. 1, 057; En vigueur : 24-04-2015>

**Chapitre IX.** [(<sup>1</sup> Dispositions applicables aux mineurs étrangers non accompagnés en matière de séjour)]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110sexies.** [(<sup>1</sup> La demande d'autorisation de séjour est introduite, conformément à l'article 61/15, alinéa 2, et contient obligatoirement tous les éléments suivants :

[http://10.232.165.234/lex\\_users/lex\\_edit\\_cons\\_text\\_end.pl#error\\_4](http://10.232.165.234/lex_users/lex_edit_cons_text_end.pl#error_4) 1° le nom, le prénom, le numéro de téléphone ou le numéro de GSM, le numéro de télécopie ou le courrier électronique et le domicile élu du tuteur;

2° le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance, la nationalité, le numéro éventuel de l'Office des étrangers, l'élection de domicile du M.E.N.A. et l'adresse du " M.E.N.A. ";

3° une copie du passeport national ou du titre de voyage équivalent. Lorsque le " M.E.N.A. " n'est pas en possession d'un passeport, le tuteur s'engage à entreprendre les démarches requises en vue d'obtenir la délivrance de ce document;

4° tout document probant attestant la véracité des éléments invoqués dans la demande;

5° l'adresse à laquelle, il est demandé que le Ministre ou son délégué envoie la convocation à l'audition.

6° la demande pour bénéficier de l'assistance d'un interprète et l'indication de la langue;

7° les démarches effectuées dans le pays d'origine ou pays de résidence par le tuteur auprès des membres de la famille ou de l'entourage et les résultats obtenus.]]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110septies.** [<sup>1</sup> Les auditions ont lieu le jour indiqué dans la convocation. Lorsqu'il ne peut pas se présenter le jour de l'audition accompagné de son pupille, le tuteur en informe par écrit le Ministre ou son délégué en y précisant le motif.

Le Ministre ou son délégué fixe dans ce cas une nouvelle date en concertation avec le tuteur.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110octies.** [<sup>1</sup> L'agent qui effectue l'audition explique son rôle au M.E.N.A. et, s'il échet, celui de l'interprète. Il explique comment va se dérouler l'audition et rappelle que l'objectif de l'audition est de déterminer la solution durable en matière de séjour.

L'audition a lieu dans des conditions garantissant la confidentialité.

L'agent prend une copie de tous les originaux des documents nationaux et internationaux établissant l'identité ou la nationalité ainsi que de tout autre document. Les documents sont remis à la disposition du tuteur, dès la fin de l'audition.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110novies.** [<sup>1</sup> § 1er. L'audition du M.E.N.A. s'effectue en présence du tuteur, et le cas échéant, d'un interprète, dans les locaux du Ministre ou de son délégué. Si le tuteur le demande, l'avocat peut être présent.

Le rapport d'audition comprend les données personnelles du M.E.N.A., celles de ses parents, des membres de sa famille et de ses connaissances, des renseignements sur son histoire et le motif de son voyage.

§ 2. Le rapport d'audition reflète fidèlement les questions posées au M.E.N.A. et à son tuteur ainsi que les réponses. Les ajouts et les remarques formulées durant l'audition sont également indiqués.

Si l'agent chargé de l'audition constate d'éventuelles contradictions entre ces déclarations et les éléments transmis lors de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, il en informe le M.E.N.A. et le tuteur et acte leurs réponses.

Le rapport d'audition est relu, le cas échéant avec l'aide d'un interprète, et si nécessaire est adapté.

Le rapport d'audition est daté, signé par l'agent chargé de l'audition, le tuteur, et le cas échéant, l'interprète présent.

Si le tuteur refuse de signer le rapport d'audition, les raisons de ce refus sont précisées sur ce rapport.

Une copie du rapport d'audition est remise en fin d'audition au tuteur.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110decies.** [<sup>1</sup> Les démarches entreprises pour établir l'identité du M.E.N.A. doivent être prouvées par la production de documents officiels émanant des autorités compétentes du pays d'origine, de résidence ou de transit.

Ces documents officiels doivent permettre le constat d'un lien physique entre le titulaire et le M.E.N.A. et ne pas être rédigés sur la base de simples déclarations du M.E.N.A.

L'impossibilité de se procurer un document officiel établissant l'identité est appréciée au cas par cas par le ministre ou son délégué, sur la base d'éléments de preuve suffisamment sérieux, objectifs et concordants.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

**Art. 110undecies.** [<sup>1</sup> Le document de séjour délivré conformément à l'article 61/18, alinéa 2, de la loi, est l'attestation d'immatriculation, conforme au modèle figurant à l'annexe 4. [<sup>2</sup> Au moment de la délivrance de ce document de séjour, le bourgmestre ou son délégué inscrit l'étranger au registre des étrangers.]<sup>2</sup>.

L'ordre de reconduire visé à l'article 61/18, alinéa 1er, de la loi est conforme au modèle de l'annexe 38.

Le titre de séjour visé à l'article 61/20 de la loi est un certificat d'inscription au registre des

étrangers conforme au modèle figurant à l'annexe 6.]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-11-07/15](#), art. 1, 039; En vigueur : 08-12-2011>

(2)<AR [2015-02-13/06](#), art. 34, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Chapitre X.** [<sup>1</sup> Dispositions applicables au retour des ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-06-19/04](#), art. 2, 042; En vigueur : 02-07-2012>

**Art. 110duodecies.** [<sup>1</sup> Le ressortissant d'un pays tiers qui se trouve dans la situation visée à l'article 7 ou l'article 74/14, de la loi, reçoit la notification d'un ordre de quitter le territoire, conforme au modèle figurant à l'annexe 13.]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-06-19/04](#), art. 2, 042; En vigueur : 02-07-2012>

**Art. 110terdecies** [<sup>1</sup> Il est délivré au ressortissant d'un pays tiers visé à l'article 74/11 de la loi, une interdiction d'entrée conforme au modèle figurant à l'annexe 13sexies.

Il est délivré au ressortissant d'un pays tiers qui se trouve dans la situation visée à l'article 7 ou 27 et 74/14, § 3, de la loi, un ordre de quitter le territoire assorti d'une décision de maintien en vue de son éloignement, conforme au modèle figurant à l'annexe 13septies.]]<sup>1</sup>

-----

(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 12, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 110quaterdecies.** [<sup>1</sup> § 1er. Les mesures préventives pouvant être prise par le Ministre ou son délégué à l'égard d'un ressortissant d'un pays tiers, conformément à l'article 74/14, § 2, de la loi, pour éviter le risque de fuite pendant le délai octroyé pour le départ volontaire sont :

1° effectuer son signalement lorsque le bourgmestre ou son délégué ou l'agent ou le fonctionnaire de l'Office des Etrangers le demande. La demande spécifie la fréquence à laquelle le ressortissant d'un pays tiers doit signaler sa présence;

2° déposer une garantie financière adéquate auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le montant de la garantie est fixé par le Ministre ou son délégué sur la base du coût journalier d'un séjour dans un centre fermé, tel qu'il est déterminé dans l'arrêté royal du 14 janvier 1993 déterminant les modalités du remboursement des frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé visés à l'article 74/4, §§ 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, couplé à une durée déterminée, sans que ce montant ne puisse dépasser le coût d'un séjour de 30 jours.

Le ressortissant d'un pays tiers verse ce montant sur le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations au plus tard le lendemain de la notification de la décision d'éloignement, indépendamment du fait qu'un recours ou non soit introduit contre cette décision, et en transmet la preuve au ministre ou à son délégué.

Le ressortissant d'un pays tiers envoie la preuve qu'il a quitté le territoire belge au ministre ou à son délégué et il lui communique un numéro de compte sur lequel la Caisse des Dépôts et Consignations lui restituera la garantie.

A l'expiration du délai octroyé pour le départ volontaire du ressortissant d'un pays tiers, et si ce dernier n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire, la somme versée revient à l'Etat belge, à moins qu'un recours n'ait été introduit dans les délais fixés par la loi à l'encontre de la décision d'éloignement;

3° remettre une copie des documents permettant d'établir son identité.

§ 2. Les mesures préventives sont mentionnées dans l'ordre de quitter le territoire et lorsque la mesure reprise sous le § 1er, 1°, est appliquée, la fréquence à laquelle elle est exercée, est indiquée.]]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-06-19/04](#), art. 2, 042; En vigueur : 02-07-2012>

**CHAPITRE XI.** [<sup>1</sup> - Travailleurs hautement qualifiés - Carte bleue européenne.]]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-08-15/07](#), art. 16, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 110quinquiesdecies.** [<sup>1</sup> § 1er. Lorsque l'étranger visé à l'article 61/26 de la loi introduit sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire compétent, il lui est remis un document attestant du dépôt de la demande et de la date de celui-ci pour autant qu'il produise tous les documents visés à l'article 61/27, § 1er de la loi.

§ 2. En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du poste diplomatique ou consulaire dans un délai de nonante jours à partir de la date de délivrance du document attestant du dépôt de la demande, et pour autant que l'autorité régionale compétente ait accordé une autorisation d'occupation provisoire à l'employeur, l'étranger visé au paragraphe 1er est autorisé au séjour.

§ 3. Si le Ministre ou son délégué décide de prolonger le délai de nonante jours prévu au paragraphe 2 d'une période de trente jours, le poste diplomatique ou consulaire remet à l'étranger une copie de cette décision mentionnant les informations ou les documents supplémentaires qu'il doit encore produire dans le délai de trente jours.

En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du poste diplomatique ou consulaire durant cette période de trente jours et pour autant que les documents requis aient été produits, l'étranger visé au paragraphe 1er est autorisé au séjour.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2012-08-15/07](#), art. 16, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. 110sexiesdecies.** [<sup>1</sup> § 1er. Lorsque l'étranger visé à l'article 61/26, de la loi introduit sa demande auprès du Bourgmestre de sa commune de résidence ou de son délégué, il lui est délivré un document attestant du dépôt de la demande, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 41bis pour autant qu'il produise tous les documents visés à l'article 61/27, § 1er, de la loi.

Le Bourgmestre ou son délégué transmet sans délai la demande et une copie de l'annexe 41bis au délégué du Ministre. En vue de l'éventuelle inscription de l'étranger au registre des étrangers, le Bourgmestre ou son délégué fait procéder à une enquête de résidence.

Par contre, si l'étranger ne produit pas tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande, le Bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération et notifie cette décision, à l'étranger, au moyen d'un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 41. Une copie de ce document est transmise immédiatement au délégué du Ministre.

§ 2. En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du Bourgmestre ou son délégué dans un délai de nonante jours à partir de la date de délivrance du document attestant du dépôt de la demande, et pour autant que l'autorité régionale compétente ait accordé une autorisation d'occupation provisoire à l'employeur, l'étranger visé au paragraphe 1er est mis en possession d'une carte bleue européenne.

§ 3. Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger visé au paragraphe 1er n'est pas autorisé au séjour, ou si, à l'expiration du délai de nonante jours, aucune décision n'a été prise et que tous les documents requis n'ont pas été produits, l'étranger visé au paragraphe 1er reçoit un ordre de quitter le territoire. Dans ce cas, le délai pour quitter le territoire ne peut être inférieur à trente jours. Le Bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions en délivrant un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 13.

§ 4. Si le Ministre ou son délégué décide de prolonger le délai de nonante jours prévu au paragraphe 3 d'une période de trente jours, le Bourgmestre ou son délégué remet à l'étranger une copie de cette décision mentionnant les informations ou les documents supplémentaires qu'il doit encore produire dans le délai de trente jours.

En cas de décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance du Bourgmestre ou de son délégué durant cette période de trente jours et pour autant que les documents requis aient été produits, l'étranger visé au paragraphe 1er est mis en possession d'une carte bleue européenne.

Si le Ministre ou son délégué décide, durant cette période de trente jours, que l'étranger n'est pas autorisé au séjour, ou si, à l'expiration du délai de trente jours, aucune décision n'a été prise et que tous les documents requis n'ont pas été produits, il est procédé conformément au paragraphe 3.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2012-08-15/07](#), art. 16, 044; En vigueur : 10-09-2012>

### **TITRE III.** - Voies de recours.

**CHAPITRE I.** - (Recours auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers) <AR [2007-04-27/56](#), art. 69, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 111.**<AR [2007-04-27/56](#), art. 70, 030; En vigueur : 01-06-2007> Si un recours de pleine juridiction est introduit auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers conformément à la procédure ordinaire, ou si un recours en annulation est introduit auprès de Conseil à l'encontre d'une décision visée à l'article 39/79, § 1er, alinéa 2, de la loi, l'administration communale délivre à l'intéressé un document conforme au modèle figurant à l'annexe 35, sur instruction du ministre ou de son délégué, si ce recours est dirigé contre une décision qui entraîne l'éloignement du Royaume.

[<sup>1</sup> Ce document est valable trois mois à compter de la date de délivrance et est ensuite prorogé de mois en mois jusqu'à ce qu'il soit statué sur le recours visé à l'alinéa précédent.]<sup>1</sup>

-----  
(1)<AR [2013-08-17/03](#), art. 13, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. 112.** (Supprimé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 71, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 113.** (Supprimé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 71, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**CHAPITRE Ibis.** - recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.  
(Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 72, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 113bis.** (Abrogé) <AR 2003-07-11/05, art. 36, 026; En vigueur : 06-02-2004>

**Art. 113ter.** (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 72, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 113quater.** (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 72, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**CHAPITRE II.** - Demande de levée de certaines mesures de sûreté.

**Art. 114.** La demande de levée d'une mesure de sûreté autre que la détention expose les arguments que l'étranger invoque.

Elle est adressée au (Ministre) par l'étranger ou par son conseil, par lettre recommandée à la poste.  
<AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**CHAPITRE III.** - Recours auprès du pouvoir judiciaire. <Inséré par AR 28-01-1988, art. 19>

**Art. 114bis.** (Abrogé) <AR 1993-05-19/32, art. 18, 011; En vigueur : 31-05-1993>

**TITRE IV.** - Dispositions abrogatoires et finales.

**Art. 115.** Par jour ouvrable, on entend tous les jours du calendrier à l'exclusion des samedi, dimanche et jours fériés.

**Art. 116.** Tout titre ou document retiré est immédiatement remplacé par une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 37.

(Le précédent alinéa n'est pas d'application dans le cas prévu à l'article 35, alinéa 1er, ou lorsqu'une décision de refoulement est notifiée.) <AR [2007-04-27/56](#), art. 73, 030; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. 117.** Le (Ministre) ou son délégué fixe, dans chaque cas, conformément aux articles 7 et 25 de la loi, le délai accordé à un étranger pour quitter le territoire du Royaume. <AR 1996-11-22/31, art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>



**Art. 118.** Sauf décision spéciale du (Ministre) ou de son délégué, aucun ordre de quitter le territoire ne peut être délivré à un étranger qui a moins de dix-huit ans ou qui est mineur d'âge selon son statut personnel. <AR [1996-11-22/31](#), art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Cet ordre de quitter le territoire est remplacé par un ordre de reconduire, conforme au modèle figurant à l'annexe 38.

**Art. 119.** L'administration communale est tenue de remettre un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15, chaque fois qu'elle se trouve dans l'impossibilité, soit de procéder immédiatement à l'inscription de l'étranger qui se présente, soit de délivrer le titre de séjour ou d'établissement ou tout autre document de séjour.

Ce document atteste que l'étranger s'est présenté à l'administration communale et couvre provisoirement son séjour; sa durée de validité ne peut dépasser (quarante-cinq jours). <AR [2007-04-27/56](#), art. 74, 030; En vigueur : 01-06-2007>

(Cette disposition n'est pas applicable aux citoyens de l'Union dans le cadre du titre II, chapitre Ier.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 17, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. 120.** Le (Ministre) procède à la traduction de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en langues allemande, anglaise et italienne. <AR [1996-11-22/31](#), art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

Le texte de ces traductions est publié en entier au Moniteur belge. La traduction allemande est, en outre, publiée au " Mémorial des RAtes der deutschen Kulturgemeinschaft ".

**Art. 121.** L'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, modifié par les arrêtés royaux du 13 mai 1968, du 11 juillet 1969, du 27 juillet 1972 et du 14 janvier 1975, est abrogé.

**Art. 122.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Art. 123.** Notre (Ministre) est chargé de l'exécution du présent arrêté. <AR [1996-11-22/31](#), art. 2, 018; En vigueur : 16-12-1996>

## **ANNEXES.**

### **Art. N1.**

<Abrogé par AR [2015-02-13/06](#), art. 35, 055; En vigueur : 08-03-2015>

### **Art. N1bis.**

<Abrogé par AR [2015-02-13/06](#), art. 36, 055; En vigueur : 08-03-2015>

### **Art. N2.**

<Abrogé par AR [2015-02-13/06](#), art. 37, 055; En vigueur : 08-03-2015>

### **Art. N3.** Annexe 3. - DECLARATION D'ARRIVEE.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 43>

Modifié par :

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 1°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>

### **Art. N3bis.**<sup>[1]</sup> Annexe 3BIS. - ENGAGEMENT DE PRISE EN CHARGE.]<sup>1</sup>

(Formulaire non repris pour des raisons techniques, voir M.B. du 19-09-2012, p. 57994-57997)

MODIFIE PAR :

<AR [2015-12-02/13](#), art. 2, 059; En vigueur : 07-01-2016>

-----

(1)<AR [2012-07-16/10](#), art. 2, 045; En vigueur : 29-09-2012>

**Art. N3ter.** <Inséré par AR [2008-05-07/33](#), art. 18; En vigueur : 01-06-2008> Annexe 3ter. -  
**DECLARATION DE PRESENCE.**

(Annexe non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 13-05-2008, p. 25127.)

**Art. N4.** Annexe 4. - ATTESTATION D'IMMATRICULATION (MODELE A).

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 46>

**Art. N5.** Annexe 5. - ATTESTATION D'IMMATRICULATION (MODELE B).

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 49>

**Art. N6.** Annexe 6. - CERTIFICAT D'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ETRANGERS.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 52-53>

Modifié par :

<AR [2007-04-27/56](#), art. 75; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27258>

<AR [2012-07-19/16](#), art. 3, 043; En vigueur : 19-08-2012>

<AR [2012-12-11/21](#), art. 1, 047; En vigueur : 17-01-2013>

**Art. N6bis.** Annexe 6bis. - [<sup>1</sup> Carte bleue européenne

(Figure non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 07-01-2013, p. 250)

Informations visibles à l'oeil nu :

1	Titre du document : " Titre de séjour "
2	Numéro du document
3.1	Nom et prénom(s)
4.2	Date de fin de validité
5.3	Lieu de délivrance et date de début de validité
6.4	Catégorie de titres : " H. Carte bleue européenne "
7.5-9	Numéro d'identification du Registre national
8	Signature du titulaire
9	Emblème national de la Belgique
10/11	Zone de lecture machine
12	Code pays de la Belgique : " BEL "
13	Marque optique variable
14	Photographie
15/16	Date et lieu de naissance - nationalité - sexe - observations - signature de l'autorité - puce avec contact
17	Abréviation OACI désignant les documents de voyage lisibles à la machine et comportant une puce sans contact

<sup>1</sup>

-----

(<sup>1</sup>)<AR [2012-12-11/21](#), art. 2, 047; En vigueur : 17-01-2013>

**Art. N7.** Annexe 7. - (CARTE D'IDENTITE D'ETRANGER). <AR [2007-04-27/56](#), art. 76, 030; En vigueur : 01-06-2007>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 58>

Modifié par :

<AR 02-04-1984, art. 1; En vigueur : 27-04-1984; MB 17-04-1984, p. 4855-4856>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 76; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27260>

<AR [2012-07-19/16](#), art. 4, 043; En vigueur : 19-08-2012>

<AR [2012-12-11/21](#), art. 1, 047; En vigueur : 17-01-2013>

**Art. N7bis.** <Inséré par AR [2008-07-22/33](#), art. 24; En vigueur : 08-09-2008> Annexe 7BIS. - Résident de longue durée - CE.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 29/08/2008, p. 45175>

Modifié par :

<AR [2012-07-19/16](#), art. 5, 043; En vigueur : 19-08-2012>

<AR [2012-12-11/21](#), art. 1, 047; En vigueur : 17-01-2013>

**Art. N8.** Annexe 8. (ATTESTATION D'ENREGISTREMENT. (version électronique) - (version papier)). <AR [2008-05-07/33](#), art. 19; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 60>

Modifié par :

<AR 02-04-1984, art. 1; En vigueur : 27-04-1984; MB 17-04-1984, p. 4861-4862>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 77; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27262>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 19; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25128-25129>

**Art. N8bis.** <Inséré par AR [2008-05-07/33](#), art. 20; En vigueur : 01-06-2008> Annexe 8bis. - DOCUMENT ATTESTANT DE LA PERMANENCE DU SEJOUR. (version électronique) - (version papier).

(Annexe non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 13-05-2008, p. 25130-25131.)

**Art. N9.** Annexe 9. - (CARTE DE SEJOUR DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UNION.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 21; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 62>

Modifié par :

<AR 02-04-1984, art. 1; En vigueur : 27-04-1984; MB 17-04-1984, p. 4867-4868> <Err. MB 29-05-1984>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 78; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27264>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 21, 033; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25132>

**Art. N9bis.** <Inséré par AR [2008-05-07/33](#), art. 22; En vigueur : 01-06-2008> Annexe 9bis. - CARTE DE SEJOUR PERMANENT DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UNION.

(Annexe non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 13-05-2008, p. 25133.)

**Art. N10.** Annexe 10. - LAISSEZ-PASSER SPECIAL.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 67>

Modifié par :

<AR [1993-12-31/31](#), art. 1, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 2°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>

**Art. N10bis.** Annexe 10BIS. <Inséré par AR [1996-12-11/38](#), art. 40; En vigueur : 17-01-1997> - LAISSEZ-PASSER.

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. 07-01-1997, p. 209-210).

Modifié par :

<AR [2005-04-11/36](#), art. 1, En vigueur : 19-05-2005; M.B. 19-05-2005, p. 23468>

**Art. N10ter.** Annexe 10ter. <Insérée par AR [1998-01-07/65](#), art. 1, En vigueur : 01-09-1997; non reprise pour motifs techniques; voir M.B. 07-03-1998, p. 6219-6227>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

**Art. N10quater.** <Inséré par AR [2008-05-07/33](#), art. 23; En vigueur : 01-06-2008> Annexe 10quater. -

**LAISSEZ-PASSER SPECIAL.**

(Annexe non reprise pour motifs techniques. Voir M.B. 13-05-2008, p. 25134.)

**Art. N11.**Annexe 11. - (REFOULEMENT.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 24; En vigueur : 01-06-2008>  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 69> <Modifié par AR 1992-07-13/32, art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>

<Modifié par :

<AR [1993-12-31/31](#), art. 1, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>  
<AR [1996-11-22/31](#), art. 15, En vigueur : 16-12-1996; voir M.B. 06-12-1996, p. 30636>  
<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2004-12-09/65](#), art. 1, En vigueur : 14-03-2005; voir M.B. 14-03-2005, p. 10582-10583>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 3°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 24; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25134>  
<AR [2012-06-19/04](#), art. 3, 042; En vigueur : 02-07-2012>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 14, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N11bis.**Annexe 11bis. <Inséré par AR 1993-05-19/32, art. 22; En vigueur : 31-05-1993> -  
**DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT ET ACTE DE NOTIFICATION.**  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-1993, p. 12001-12002> <Err. M.B. 10-08-1993>

Modifié par :

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>  
<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 4°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>  
<AR [2007-04-27/56](#), art. 79; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27267-68>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 15, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N11ter.**Annexe 11ter. - DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT -  
**DEMANDEUR D'ASILE ET ACTE DE NOTIFICATION.** <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>

(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27271-72)

Modifié par :

<AR [2013-08-17/03](#), art. 16, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N12.** Annexe 12. - MODELE A. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE.  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 71> <Err. MB 28-10-1981>

Modifié par :

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1992-12-22/36](#), art. 17, En vigueur : 30-06-1992; M.B. 22-01-1993, p. 1056>  
<AR [1996-11-22/31](#), art. 15, En vigueur : 16-12-1996; M.B. 06-12-1996, p. 30638>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 5°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>  
<AR [2008-07-22/33](#), art. 25; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45176>  
<AR [2011-12-19/06](#), art. 1, 040; En vigueur : 19-12-2011>

**Art. N13.**Annexe 13. - MODELE B. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE.  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 73>

Modifié par :

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1996-11-22/31](#), art. 15, En vigueur : 16-12-1996; M.B. 06-12-1996, p. 30640>

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 6°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>  
<AR [2008-07-22/33](#), art. 26; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45177>  
<AR [2011-12-19/06](#), art. 1, 040; En vigueur : 19-12-2011>  
<AR [2012-06-19/04](#), art. 3, 042; En vigueur : 02-07-2012>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 17, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N13bis.** Annexe 13bis. <AR 1993-05-19/32, art. 19, 011; En vigueur : 31-05-1993> - DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-1993, p. 12005-12006>  
<Modifié par AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>  
(AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000)  
<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 7°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>  
<AR [2007-04-27/56](#), art. 80; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27258>  
<AR [2007-04-27/56](#), art. 80; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27275-76>  
<AR [2008-07-22/33](#), art. 27; En vigueur : 08-09-2008>  
<AR [2011-12-19/06](#), art. 2, 040; En vigueur : 19-12-2011>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 18, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N13ter.** Annexe 13ter. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 81, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. N13quater.** Annexe 13quater.

<Abrogée par AR [2013-08-17/03](#), art. 19, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. N13quinquies.** Annexe 13quinquies. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE - DEMANDE D'ASILE ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>

(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27283-84)  
<Modifiée par :>  
<AR [2008-07-22/33](#), art. 28; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45178-45179>  
<AR [2011-12-19/06](#), art. 1, 040; En vigueur : 19-12-2011>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 20, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N13sexies.**<sup>[1]</sup> Annexe 13sexies. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE AVEC INTERDICTION D'ENTREE

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 02-07-2012, p. 36204-36207)]<sup>[1]</sup>

Modifié par :

<AR [2013-08-17/03](#), art. 21, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-06-19/04](#), art. 4, 042; En vigueur : 02-07-2012>

**Art. N13septies.**<sup>[1]</sup> Annexe 13septies. - ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE AVEC INTERDICTION D'ENTREE ET MAINTIEN EN VUE D'ELOIGNEMENT

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 02-07-2012, p. 36208-36211)]<sup>[1]</sup>

Modifié par :

<AR [2013-08-17/03](#), art. 22, 051; En vigueur : 01-09-2013>



<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

-----

(1)<Inséré par AR [2012-06-19/04](#), art. 4, 042; En vigueur : 02-07-2012>

**Art. N14.** Annexe 14. - DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 75-76>

<Modifie par :>

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 10°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 29; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45180-45181>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 21, 038; En vigueur : 10-10-2011>

<AR [2011-12-19/06](#), art. 3, 040; En vigueur : 19-12-2011>

**Art. N14bis.** Annexe 14BIS. <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 40; En vigueur : 17-01-1997> - DECISION METTANT FIN AU SEJOUR DE L'ETUDIANT CE/D'UN MEMBRE DE LA FAMILLE DE L'ETUDIANT CE, AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE.

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. 07-01-1997, p. 217-218.)

<Modifiée par :>

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 11°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>

(abrogée) <AR [2008-05-07/33](#), art. 25; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. N14ter.** Annexe 14ter. - DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>

(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27287-88.)

<Modifiée par :>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 30; En vigueur : 08-09-2008>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 22, 038; En vigueur : 10-10-2011>

<AR [2011-12-19/06](#), art. 3, 040; En vigueur : 19-12-2011>

**Art. N14quater.**<sup>1</sup> Annexe 14quater. - DECISION DE RETRAIT DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION

(Formulaire non repris pour des raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62225-62226)]<sup>1</sup>

Modifié par :

<AR [2011-12-19/06](#), art. 4, 040; En vigueur : 19-12-2011>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 23, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N15.**Annexe 15. - ATTESTATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 79>

Modifié par :

<AR 16-08-1984, art. 6; En vigueur : 01-09-1984; MB 01-09-1984, p. 12115>

<AR 28-01-1988, art. 21; En vigueur : 01-02-1988; MB 30-01-1988, p. 1516>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 15°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45258>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 83; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27290>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 26; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25137>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 31; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45182>

<AR [2012-08-15/07](#), art. 18, 044; En vigueur : 10-09-2012>

<AR [2012-12-11/21](#), art. 3, 047; En vigueur : 17-01-2013>

<AR [2015-02-13/06](#), art. 38, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N15bis.** Annexe 15bis. - <Inséré par AR 16-08-1984, art. 8> ATTESTATION DE RECEPTION D'UNE DEMANDE D'ADMISSION AU SEJOUR

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 01/09/1984, p. 12118-12119>

Remplacée par :

<AR [1994-03-03/30](#), art. 2, 014; En vigueur : 01-03-1994; voir M.B. 1994-03-08, p. 5668>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 13°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 84; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27292>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 24, 038; En vigueur : 10-10-2011>

<AR [2012-08-15/07](#), art. 19, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. N15ter.** Annexe 15TER. - <Insérée par AR 1994-03-03/30, art. 3, 014; En vigueur : 01-03-1994>  
[ DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION D'UNE DEMANDE D'ADMISSION AU SEJOUR ET ACTE DE NOTIFICATION]<sup>1</sup>

<Non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 08-03-1994, p. 5671-5672>

Modifiée par :

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 14°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 85; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27293-94>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 25, 038; En vigueur : 10-10-2011>

<AR [2012-08-15/07](#), art. 20, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. N15quater.**<sup>1</sup> Annexe 15quater. - DECISION D'IRRECEVABILITE D'UNE DEMANDE D'ADMISSION AU SEJOUR ET ACTE DE NOTIFICATION

(Formulaire non repris pour raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62230-62231)]<sup>1</sup>

Modifié par:

<AR [2012-08-15/07](#), art. 21, 044; En vigueur : 10-09-2012>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 26, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N15quinquies.**<sup>1</sup> Annexe 15quinquies. - ATTESTATION DE DEPOT D'UNE DEMANDE D'ADMISSION AU SEJOUR OU D'AUTORISATION DE SEJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS (Formulaire non repris pour raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62232)]<sup>1</sup>

Modifié par :

<AR [2012-08-15/07](#), art. 22, 044; En vigueur : 10-09-2012>

-----

(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 27, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N16.** Annexe 16. - (DEMANDE D'AUTORISATION D'ETABLISSEMENT). <AR [2007-04-27/56](#), art. 86, 030; En vigueur : 01-06-2007>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 81-82>

Modifié par :

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 15°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 86; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27298>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 32; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45183>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 39, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14412-14413>

**Art. N16bis.** Annexe 16bis. - ACCUSE DE RECEPTION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>

(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27300)

<Modifiée par :

<AR [2008-07-22/33](#), art. 33; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45184>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 39, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14414-14415>

[Art. N16ter](#). Annexe 16ter. - DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>

(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27303-04)

<Modifiée par :

<AR [2008-07-22/33](#), art. 34; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45185-45186>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 41, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14416-14417>

[Art. N17](#). Annexe 17. - REJET DE DEMANDE D'AUTORISATION D'ETABLISSEMENT ET ACTE DE NOTIFICATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 85-86>

Modifié par :

<AR 16-08-1984, art. 7; En vigueur : 01-09-1984; MB 01-09-1984, 12115>

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B. 15-07-1992, p. 16227>

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

(AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000)

<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 16°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 87; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27307-08>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 35; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45187-45188>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 42, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14418-14419>

[Art. N18](#). Annexe 18. - ATTESTATION DE DEPART.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 89-90>

[Art. N19](#). Annexe 19. - <AR [2008-05-07/33](#), art. 27; En vigueur : 01-06-2008> [<sup>1</sup> DEMANDE D'ATTESTATION D'ENREGISTREMENT OU DE CARTE D'IDENTITE D'ETRANGER EN QUALITE DE RESSORTISSANT SUISSE]<sup>1</sup>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 93-94>

Modifié par:

<AR [1992-12-22/36](#), art. 18, En vigueur : 30-06-1992; M.B. 22-01-1993, p. 1057-1058>

<AR [1998-06-12/39](#), art. 16; En vigueur : 31-08-1998; M.B. 21-08-1998, p. 26866-26867>

<AR [2002-07-11/51](#), art. 10; En vigueur : 01-06-2002; M.B. 09-08-2002, p. 34589-34608>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 17°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 27, 033; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25138>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 28, 038; En vigueur : 10-10-2011>

<AR [2012-08-15/07](#), art. 23, 044; En vigueur : 10-09-2012>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 23, 051; En vigueur : 01-09-2013>

Vervangen door :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 43, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14420-14421>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 28, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N19bis.** Annexe 19bis. - <Inséré par AR 07-11-1988, art. 2> ATTESTATION PATRONALE.  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 29/11/1988, p. 16474>

Modifié par :

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

**Art. N19ter.** Annexe 19ter. - <Inséré par AR 1995-02-22/35, art. 6; En vigueur : 15-03-1995>  
[<sup>1</sup> DEMANDE DE CARTE DE SEJOUR DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UNION EUROPEENNE OU DE CARTE D'IDENTITE D'ETRANGER EN QUALITE DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN RESSORTISSANT SUISSE]<sup>1</sup>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 15-03-1995, p. 5787>

<Modifiée par :

<AR [2002-07-11/51](#), art. 11; En vigueur : 01-06-2002; M.B. 09-08-2002>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 18°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 28; En vigueur : 01-06-2008; Voir M.B. 13-05-2008, p. 25139>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 29, 038; En vigueur : 10-10-2011>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 44, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14422-14423>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 29, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N19quater.** Annexe 19quater. - <Inséré par AR 1998-06-12/39, art. 15; En vigueur : 31-08-1998>  
SUSPENSION PROVISOIRE DE LA DECISION CONCERNANT LA DEMANDE D'ETABLISSEMENT.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 21-08-1998, p. 26870-26871>

Modifiée par :

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2002-07-11/51](#), art. 12; En vigueur : 01-06-2002; M.B. 09-08-2002, p. 34589-34608>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 19°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

(abrogée) <AR [2008-05-07/33](#), art. 29; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. N19quinquies.** Annexe 19quinquies. - <Inséré par AR 1998-06-12/39, art. 15; En vigueur : 31-08-1998> (DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION ET ACTE DE NOTIFICATION.)

<AR [2008-05-07/33](#), art. 30; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 21-08-1998, p. 26874-26875> <Modifiée par : >

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000; M.B. 15-07-2000>

<AR [2002-07-11/51](#), art. 13; En vigueur : 01-06-2002; M.B. 09-08-2002, p. 34589-34608>

<AR [2004-04-25/59](#), art. 7; En vigueur : 01-05-2004; Abrogé : au plus tard le 1er mai 2009; M.B. 17-05-2004, p. 39033-39034>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 20°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 30; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25140-25141>

<AR [2011-09-21/03](#), art. 30, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N20.** Annexe 20. - (DECISION DE REFUS DE SEJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 31; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 97-98>

Modifié par :

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1992-12-22/36](#), art. 18, En vigueur : 30-06-1992; M.B. 22-01-1993, p. 1061-1062>  
<AR [1998-06-12/39](#), art. 16; En vigueur : 31-08-1998; M.B. 21-08-1998, p. 26876-26879>  
<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 21°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 31; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25142-25143>  
<AR [2011-09-21/03](#), art. 31, 038; En vigueur : 10-10-2011>  
<AR [2012-08-15/07](#), art. 24, 044; En vigueur : 10-09-2012>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 24, 051; En vigueur : 01-09-2013>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 45, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14424-14426>

**Art. N21.** Annexe 21. - [<sup>1</sup> DECISION METTANT FIN AU DROIT DE SEJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.]<sup>1</sup>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 101-102> <Modifié par : >  
<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>  
<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 22°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 32; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25144-25145>  
<AR [2011-09-21/03](#), art. 32, 038; En vigueur : 10-10-2011>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 46, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14427-14428>

-----  
(1)<AR [2011-09-21/03](#), art. 32, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N22.** Annexe 22. - (DEMANDE DE SEJOUR PERMANENT.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 33; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 105>  
<Modifiée par : >  
<AR [1998-06-12/39](#), art. 16; En vigueur : 31-08-1998; M.B. 21-08-1998, p. 26881>  
<AR [2002-07-11/51](#), art. 14; En vigueur : 01-06-2002; M.B. 09-08-2002, p. 34589-34608>  
<AR [2004-04-25/59](#), art. 8; En vigueur : 01-05-2004; Abrogé : et au plus tard le 1er mai 2009; M.B. 17-05-2004, p. 39036>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 22°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 33; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25146>

**Art. N22bis.** Annexe 22bis. - ATTESTATION. <Inséré par AR 2004-04-25/59, art. 9; En vigueur : 01-05-2004; Abrogé : et au plus tard le 1er mai 2009>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 17-05-2004, p. 39038>  
<Modifiée par : >  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 34, 033; En vigueur : 01-06-2008>

**Art. N23.** Annexe 23. - (DECISION D'IRRECEVABILITE D'UNE DEMANDE DE SEJOUR PERMANENT ET ACTE DE NOTIFICATION.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 35; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 107-108>  
Modifié par :  
<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1992-12-22/36](#), art. 19, En vigueur : 30-06-1992; M.B. 22-01-1993, p. 1056>



<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 24°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 35; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25147-25148>  
<AR [2013-07-17/09](#), art. 3, 050; En vigueur : 08-08-2013>

**Art. N24.** Annexe 24. - (DECISION DE REFUS DE SEJOUR PERMANENT ET ACTE DE NOTIFICATION.) <AR [2008-05-07/33](#), art. 36; En vigueur : 01-06-2008>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 111-112> < Modifié par :

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B. 15-07-1992, p. 16227>  
<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>  
<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 25°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2008-05-07/33](#), art. 36; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25149-25150>

**Art. N25.** Annexe 25. <AR 1993-05-19/32, art. 20, 011; En vigueur : 31-05-1993> - ATTESTATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-1993, p. 12017>

Modifié par :

<AR [1996-12-11/38](#), art. 37, 019; En vigueur : 17-01-1997; M.B. 07-01-1997, p. 221>  
<AR [2005-01-17/37](#), art. 1; En vigueur : 22-02-2005 ; M.B. 22.02.2005, p. 6829-6841>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 26°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2007-04-27/56](#), art. 88; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27310>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 25, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. N25bis.** Annexe 25bis. - DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT ET ACTE DE NOTIFICATION. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 89, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. N25ter.** Annexe 25ter. - REJET D'UNE DEMANDE URGENTE DE REEXAMEN ET ACTE DE NOTIFICATION. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 89, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. N25quater.** Annexe N25QUATER. <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 40; En vigueur : 17-01-1997> - DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT OU REMISE A LA FRONTIERE ET ACTE DE NOTIFICATION.

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. 07-01-1997, p. 223-224.)

Modifiée par :

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>  
<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>  
<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 29°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>  
<AR [2007-04-27/56](#), art. 91; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27313-14>  
<AR [2013-08-17/03](#), art. 26, 051; En vigueur : 01-09-2013>  
<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N25quinquies.** <sup>[1]</sup> Annexe 26quinquies. - ATTESTATION

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 22-08-2013, p. 55845-55846)]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2013-08-17/03](#), art. 27, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. N26.** Annexe 26. - ATTESTATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 119>

Modifié par :

<AR 28-01-1988, art. 2; En vigueur : 01-02-1988; MB 30-01-1988, p. 1528>  
<AR 25-09-1991, art. 9; En vigueur : 03-10-1991; MB 03-10-1991, p. 21745>  
<AR [1996-12-11/38](#), art. 38, 019; En vigueur : 17-01-1997; M.B. 07-01-1997, p. 227>  
<AR [2005-01-17/37](#), art. 3; En vigueur : 22-02-2005 ; M.B. 22.02.2005, p. 6829-6841>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 30°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 92; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27316>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 28, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**[Art. N26bis](#)**. Annexe 26bis. - DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 93, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**[Art. N26ter](#)**. Annexe 26ter. - REJET D'UNE DEMANDE URGENTE DE REEXAMEN ET ACTE DE NOTIFICATION. (Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 94, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**[Art. N26quater](#)**. Annexe 26quater. <Inséré par AR 1996-12-11/38, art. 40; En vigueur : 17-01-1997> - DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. 07-01-1997, p. 229-230).

Modifié par :

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27181>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 33°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 95; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27319-20>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 29, 051; En vigueur : 01-09-2013>

<AR [2015-02-13/06](#), art. 50, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**[Art. N26quinquies](#)**. [<sup>1</sup> Annexe 26quinquies. - ATTESTATION

(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 22-08-2013, p. 55845-55846)]<sup>1</sup>

-----

(1)<Inséré par AR [2013-08-17/03](#), art. 30, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**[Art. N27](#)**. Annexe 27. - AUTORISATION DE RENTRER. <Err. MB 28-10-1981>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 123>

Modifié par :

<AR 1993-12-31/31, art. 1, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 34°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

**[Art. N28](#)**. Annexe 28. - LAISSEZ-PASSER. <Err. MB 28-10-1981>

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 125>

Modifié par :

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 35°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45259>

**[Art. N29](#)**. Annexe 29. - INVITATION.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 127>

**[Art. N30](#)**. Annexe 30. - CERTIFICAT D'ASSIMILE AU REFUGIE.

(Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 17, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**[Art. N31](#)**. Annexe 31. - REFUS D'ASSIMILER UN ETRANGER AU REFUGIE ET ACTE DE NOTIFICATION.

(Abrogé) <AR 1996-11-22/31, art. 17, 018; En vigueur : 16-12-1996>

**[Art. N32](#)**. Annexe 32. - ENGAGEMENT DE PRISE EN CHARGE.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 135>

**[Art. N33](#)**. Annexe 33. - DOCUMENT DE SEJOUR.

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 137>

Modifié par :

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 36°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45260>

**Art. N33bis.** Annexe 33bis. - <Inséré par AR 16-08-1984, art. 8> **ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE ET ACTE DE NOTIFICATION.**

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 01/09/1984, p. 12122-12123>

Modifié par :

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

<AR [1996-12-11/38](#), art. 39, 019; En vigueur : 17-01-1997; M.B. 07-01-1997, p. 233-234>

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-05-11/38](#), art. 2, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27181>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 37°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45260>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 36; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45189-45190>

<AR [2011-12-19/06](#), art. 1, 040; En vigueur : 19-12-2011>

**Art. N34.** Annexe 34. - **REJET D'UNE DEMANDE ET REVISION ET ACTE DE NOTIFICATION.**  
(Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 96, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. N35.** Annexe 35. - **DOCUMENT SPECIAL DE SEJOUR.**

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 143-144>

Modifié par :

<AR 28-01-1988, art. 21; En vigueur : 01-02-1988; MB 30-01-1988, p. 1539-1540> et par <AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 39°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45260>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 97; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27323-24>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 31, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**Art. N36.** Annexe 36. - **REJET D'UNE DEMANDE EN REVISION ET ACTE DE NOTIFICATION.**  
(Abrogé) <AR [2007-04-27/56](#), art. 98, 031; En vigueur : 01-06-2007>

**Art. N37.** Annexe 37. - **ATTESTATION DE RETRAIT d'un titre de séjour/d'établissement ou d'un document de séjour.**

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 151>

Modifié par :

<AR 28-01-1988, art. 21; En vigueur : 01-02-1988; MB 30-01-1988, p. 1542>

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 41°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45260>

<AR [2008-05-07/33](#), art. 37; En vigueur : 01-06-2008; M.B. 13-05-2008, p. 25151>

<AR [2012-08-15/07](#), art. 25, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**Art. N38.** Annexe 38. - **ORDRE DE RECONDUIRE.**

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir MB 27/10/1981, p. 153>

Modifié par :

<AR [1992-07-13/32](#), art. 3; En vigueur : 15-07-1992; M.B 15-07-1992, p. 16227>

<AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000>

<AR [2005-09-17/71](#), art. 1, 42°, En vigueur : 25-10-2005; M.B. 25-10-2005, p. 45260>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 37; En vigueur : 08-09-2008; M.B. 29-08-2008, p. 45191>

Remplacée par :

<AR [2015-02-13/06](#), art. 47, 055; En vigueur : 08-03-2015, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14429-14431> **Art. N39.** Annexe 39. <Inséré par AR 1993-05-19/32, art. 22; En vigueur : 31-05-1993> -

**DECISION DE MAINTIEN DANS UN LIEU DETERMINE ET ACTE DE NOTIFICATION.**

<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-1993, p. 12027-12028> <Err. M.B. 10-08-1993>

(Modifié par :)

<AR [1993-12-31/31](#), art. 2, 012; En vigueur : 01-01-1994; M.B. 01-01-1994, p. 14>

(AR [2000-07-09/30](#), art. 41, En vigueur : 01-08-2000)

<AR [2005-05-11/38](#), art. 1, En vigueur : 14-06-2005; voir M.B. 14-06-2005, p. 27180>

<AR [2007-04-27/56](#), art. 99; En vigueur : 01-06-2007; M.B. 21-05-2007, p. 27327-28>

<AR [2008-07-22/33](#), art. 38; En vigueur : 08-09-2008>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 32, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**[Art. N39bis](#).** Annexe 39bis. - DECISION DE MAINTIEN DANS UN LIEU DETERMINE ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27331-32)

Modifié par :

<AR [2013-08-17/03](#), art. 33, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**[Art. N39ter](#).** Annexe 39ter. - DECISION DE MAINTIEN DANS UN LIEU DETERMINE ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27335-36)

Modifié par :

<AR [2013-08-17/03](#), art. 34, 051; En vigueur : 01-09-2013>

**[Art. N40](#).** Annexe 40. - DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION ET ACTE DE NOTIFICATION. <Insérée par AR [2007-04-27/56](#), art. 100; En vigueur : 01-06-2007>  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. 21-05-2007, p. 27331-32)

**[Art. N41](#).**<sup>[1]</sup> Annexe 41. - RECTO. DECISION DE PRISE EN CONSIDERATION.]<sup>[1]</sup>  
<Annexe non reprise pour des raisons techniques. Voir M.B. du 31-08-2012, p. 53601>

-----  
(1)<Rétablie par AR [2012-08-15/07](#), art. 26, 044; En vigueur : 10-09-2012>

**[Art. N41bis](#).**<sup>[1]</sup> Annexe 41bis. - ATTESTATION DE RECEPTION D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE SEJOUR

(Formulaire non repris pour raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62241)]<sup>[1]</sup>

Modifié par:

<AR [2012-08-15/07](#), art. 27, 044; En vigueur : 10-09-2012>

<AR [2013-08-17/03](#), art. 35, 051; En vigueur : 01-09-2013>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 34, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**[Art. N41ter](#).** <sup>[1]</sup> Annexe 41ter. - DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE SEJOUR ET ACTE DE NOTIFICATION

(Formulaire non repris pour raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62242-62243)]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 35, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**[Art. N41quater](#).** <sup>[1]</sup> Annexe 41quater. - DECISION D'IRRECEVABILITE D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION AU SEJOUR ET ACTE DE NOTIFICATION

(Formulaire non repris pour raisons techniques, voir M.B. 10-10-2011, p. 62244-62245)]<sup>[1]</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2011-09-21/03](#), art. 36, 038; En vigueur : 10-10-2011>

**Art. N42.**<sup>[1]</sup> Annexe 42. - Décision d'irrecevabilité d'une demande de séjour  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 20-02-2015, p. 13864-13865)]<sup>1</sup>

**MODIFIE PAR :**

<AR [2015-04-20/01](#), art. 2, 057; En vigueur : 24-04-2015>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-16/03](#), art. 6, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**Art. N43.**<sup>[1]</sup> Annexe 43. - Décision informant l'étranger du paiement partiel de la redevance visant à couvrir les frais administratifs résultants du traitement de sa demande de séjour  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 20-02-2015, p. 13866-13867)]<sup>1</sup>

**MODIFIE PAR :**

<AR [2015-04-20/01](#), art. 3, 057; En vigueur : 24-04-2015>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-16/03](#), art. 7, 054; En vigueur : 02-03-2015>

**Art. N44.**<sup>[1]</sup> Annexe 44. - (erronément numérotée annexe 42) Décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14432-14433)]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-13/06](#), art. 48, 055; En vigueur : 08-03-2015>

**Art. N45.**<sup>[1]</sup> Annexe 45. - (erronément numérotée annexe 43) Décision de non prise en considération d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois  
(Annexe non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 26-02-2015, p. 14434-14435)]<sup>1</sup>

-----  
(1)<Inséré par AR [2015-02-13/06](#), art. 49, 055; En vigueur : 08-03-2015>

## Préambule

[Texte](#)

[Table des matières](#)

[Début](#)

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu la loi du 26 juin 1953 portant approbation de la Convention relative au statut des réfugiés et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951;

Vu la loi du 2 décembre 1957 portant approbation du Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, notamment ses articles 48, 49, 54, 56, 63, 189 et 191;

Vu la loi du 12 mai 1960 portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides et de ses annexes, signées à New-York le 28 septembre 1954;

Vu la loi du 20 juin 1960 portant approbation du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye le 3 février 1958, notamment ses articles 2, 55 et 56;

Vu la loi du 30 juin 1960 portant approbation de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960;

Vu la loi du 29 mai 1962 portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles, le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union économique Benelux;

[Vu la loi du 28 mars 1980 portant approbation des actes internationaux relatifs à l'adhésion de la République hellénique aux Communautés européennes, faits à Athènes le 28 mai 1979, notamment les articles 44 à 48 du Traité.]

Vu le règlement (C.E.E). n° 1612/68 du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

Vu le règlement (C.E.E). n° 1251/70 du 29 juin 1970 de la Commission des Communautés européennes relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y



avoir occupé un emploi;

Vu la décision du 1er octobre 1963 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux relative au document d'identité prévu à l'article 1er de la Convention du 19 septembre 1960;

Vu la décision du Groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 20 juin 1960 relative aux déclarations d'arrivée des étrangers prise en exécution de la Convention du 11 avril 1960;

Vu la décision du Groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 28 décembre 1961 relative au droit de retour des réfugiés travailleurs;

Vu la décision du Groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 28 juin 1967 relative à la circulation des étrangers;

Vu la décision du Groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 8 décembre 1969 relative aux conditions d'entrée des étrangers;

Vu la décision du Groupe de travail ministériel pour la circulation des personnes de l'Union économique Benelux du 14 avril 1978 relative à l'exécution du contrôle des personnes aux frontières extérieures du territoire du Benelux;

Vu la directive 64/221/C.E.E. du 25 février 1964 du Conseil de la Communauté économique européenne pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique;

Vu la directive 68/360/C.E.E. du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté;

Vu la directive 72/194/C.E.E. du 18 mai 1972 du Conseil des Communautés européennes étendant aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi, le champ d'application de la directive du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique;

Vu la directive 73/148/C.E.E. du 21 mai 1973 du Conseil des Communautés européennes relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services;

Vu la directive 75/34/C.E.E. du 17 décembre 1974 du Conseil des Communautés européennes relative au droit des ressortissants d'un Etat membre de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée;

Vu la directive 75/35/C.E.E. du 17 décembre 1974 étendant le champ d'application de la directive 64/221/C.E.E. pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, aux ressortissants d'un Etat membre qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

.....

## Erratum

[Texte](#)

[Début](#)

IMAGE  
1981001956

PUBLICATION :  
1981-10-28  
page : 13769

ERRATA

Modification(s)	Texte	Table des matières	Début
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• DIVERS DU 01-02-2016 PUBLIE LE 05-02-2016 (ART. MODIFIE : 17/7)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 02-12-2015 PUBLIE LE 28-12-2015 (ART. MODIFIES : 17/2; N3bis)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 12-10-2015 PUBLIE LE 04-11-2015 (ART. MODIFIE : 50)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 20-04-2015 PUBLIE LE 24-04-2015 (ART. MODIFIES : 110quinquies; N42; N43)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• DIVERS DU 16-03-2015 PUBLIE LE 20-03-2015 (ART. MODIFIE : 17.7)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 13-02-2015 PUBLIE LE 26-02-2015 (ART. MODIFIES : 1bis; 8; 29; 30; 30bis; 31; 32; 33; 35; 36bis; 37; 39; 41; 42; 45; 46; 58; 69bis; 69ter; 69quater; 84; 90; 93; 107; 108; 110bis; 110quinquies; 110undecies; N1; N1bis; N2; N15; N16; N16bis; N16ter; N17; N19; N19ter; N20; N21; N38; N42; N43; N11; N11bis; N11ter; N13; N13bis; N13quinquies; N13sexies; N13septies; N25quater; N26quater)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 16-02-2015 PUBLIE LE 20-02-2015 (ART. MODIFIES : 1bis; 1bis/3; 1/1; 1/2; N42; N43)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 26-12-2013 PUBLIE LE 05-03-2014 (ART. MODIFIES : 33; 36)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• DIVERS DU 15-01-2014 PUBLIE LE 20-01-2014 (ART. MODIFIE : 17.7)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 17-08-2013 PUBLIE LE 22-08-2013 (ART. MODIFIES : 71/4; 71/5; 72; 72bis; 72ter; 73; 74; 75; 79; 80; 110terdecies; 111; N11; N11bis; N11ter; N13; N13bis; N13quater; N13quinquies; N13sexies; N13septies; N19; N20; N25; N25quater; N25quinquies; N26; N26quater; N26quinquies; N35; N39; N39bis; N39ter; N41bis)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 17-07-2013 PUBLIE LE 29-07-2013 (ART. MODIFIES : 55; 56; N23)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 04-07-2013 PUBLIE LE 12-07-2013 (ART. MODIFIES : 69sexies; 69septies)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• DIVERS DU 07-05-2013 PUBLIE LE 22-05-2013 (ART. MODIFIE : 17.7)</p>			
<p align="center"><a href="#"><u>IMAGE</u></a></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 11-12-2012 PUBLIE LE 07-01-2013 (ART. MODIFIES : N6; N7; N7bis; N6bis; N15)</p>			

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 20-09-2012 PUBLIE LE 01-10-2012  
(ART. MODIFIE : 17/7)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 16-07-2012 PUBLIE LE 19-09-2012  
(ART. MODIFIES : 17/3; N3bis)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 15-08-2012 PUBLIE LE 31-08-2012  
(ART. MODIFIES : 26; 26/1; 26/2; 26/2/1; 29; 31; 32; 33; 35; 36bis; 37; 51; 101; 110quinquiesdecies-110sexiesdecies; N6bis; N15; N15bis; N15ter; N15quater; N15quinquies; N19; N20; N37; N41; N41bis)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 19-07-2012 PUBLIE LE 09-08-2012  
(ART. MODIFIES : 33; 35; N6; N7; N7bis)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 19-06-2012 PUBLIE LE 02-07-2012  
(ART. MODIFIES : 110duodecies-110quaterdecies; N2; N13; 13sexies; 13septies)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 08-01-2012 PUBLIE LE 19-01-2012  
(ART. MODIFIES : 69sexies; 69septies; 69octies; 69nonies; 69decies)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 19-12-2011 PUBLIE LE 21-12-2011  
(ART. MODIFIES : N12; N13; N13quinquies; N33bis; N13bis; N13quater; N14; N14ter; N14quater)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 07-11-2011 PUBLIE LE 28-11-2011  
(ART. MODIFIE : 110sexies-110undecies)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 21-09-2011 PUBLIE LE 10-10-2011  
(ART. MODIFIES : 25/2; 25/3; 26; 26/1; 26/2; 26/2/1; 26/4; 26/5; 33; 43; 45; 50; 51; 52; 53; 54; 57; 69septies; 110quinquies; N14; N14ter; N14quater; N15bis; N15ter; N15quater; N15quinquies; N19; N19ter; N19quinquies; N20; N21; N41; N41bis; N41ter; N41quater)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 26-08-2010 PUBLIE LE 28-09-2010  
(ART. MODIFIES : 26ter; 26/3)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 08-06-2009 PUBLIE LE 02-07-2009  
(ART. MODIFIE : 44)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 24-12-2008 PUBLIE LE 31-12-2008  
(ART. MODIFIE : 69DECIES)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 22-07-2008 PUBLIE LE 29-08-2008  
(ART. MODIFIES : 15; 16; 17; 25/2; 26/2; 29; 30)  
(ART. MODIFIES : 30BIS; 31; 32; 33; 35; 36BIS; 37)  
(ART. MODIFIES : 39; 41; 42; 110QUAT; 110QQ; N7BIS)  
(ART. MODIFIES : N12; N13; N13BIS; N13QUAT; 13QQ)  
(ART. MODIFIES : N14; N14TER; N15; N16; N16BIS)  
(ART. MODIFIES : N16TE; N17; N33BIS; N38; N39; N41)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 07-05-2008 PUBLIE LE 13-05-2008  
(ART. MODIFIES : 31; 32; 43-57; 58-69; 69BIS; 69TE)

(ART. MODIFIES : 69QUA; 69QQ; 69SEX; 69SEP; 69OCT)  
(ART. MODIFIES : 69NON; 71; 119; N3TER; N8; N8BIS; )  
(ART. MODIFIES : 9; N9BIS; N10QUA; N11; N14BIS)  
(ART. MODIFIES : N15; N19; N19TER; N19QUA; N19QQ)  
(ART. MODIFIES : N20; N21; N22; N22BIS; N23; N37)  
(ART. MODIFIE : N24)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 28-11-2007 PUBLIE LE 14-12-2007  
(ART. MODIFIES : 45; 51; 53; 55)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 27-04-2007 PUBLIE LE 21-05-2007  
(ART. MODIFIES : 17/7; 22/2; 25/2; 25/3; 26; 26BIS)  
(ART. MODIFIES : 26TER; 26/4; 26/5; 29; 30; 30BIS; )  
(ART. MODIFIES : N14TE; N16BI; N16TE; N39BI; N39T)  
(ART. MODIFIES : 91; 92; 98; 100; 101; 110BI; 110TE)  
(ART. MODIFIES : 111; 112; 113; 113TER; 113QUATER)  
(ART. MODIFIES : 116; 119; N6; N7; N8; N9; N11BIS; )  
(ART. MODIFIES : N13BIS; N13TER; N13QUAT; N15; )  
(ART. MODIFIES : N15BIS; N15TER; N16; N17; N25; )  
(ART. MODIFIES : N25BIS; N25TER; N25QUATER; )  
(ART. MODIFIES : N26; N26BIS; N26TER; N26QUA; )  
(ART. MODIFIES : N34; N35; N36; N39; N11TE; N13QQ)  
(ART. MODIFIES : 45; 49; 51; 53; 55; 61; 63; 69QQ; )  
(ART. MODIFIES : 69SEX; 69SEP; 71/2; 71/2BIS; )  
(ART. MODIFIES : 71/2TER; 71/3; 71/4; 71/5; 72; )  
(ART. MODIFIES : 72BIS; 72TER; 73; 74; 75; 76; 77; )  
(ART. MODIFIES : 78; 79; 80; 83; 88; 88BIS; 88TER; )  
(ART. MODIFIES : 31; 32; 33; 34; 36; 36BIS; 39; 41; )

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 20-12-2006 PUBLIE LE 28-12-2006  
(ART. MODIFIES : 69SEX; 69NON; 69DEC; N1; N2)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 15-05-2006 PUBLIE LE 21-06-2006  
(ART. MODIFIES : 17/7; 17/8; 17/9)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 17-09-2005 PUBLIE LE 25-10-2005  
(ART. MODIFIE : N)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 11-05-2005 PUBLIE LE 14-06-2005  
(ART. MODIFIES : N10; N11BIS; N17; N19BIS; N21; )  
(ART. MODIFIES : N24; N27; N34; N39; N10TER; N13BI)  
(ART. MODIFIES : N13TER; N13QUA; N14; N14BIS; )  
(ART. MODIFIES : N19QUA; N25QUA; N26TER; N26QUAT)  
(ART. MODIFIES : N33BIS; N36; N25TER)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 11-04-2005 PUBLIE LE 19-05-2005  
(ART. MODIFIE : N10BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 09-12-2004 PUBLIE LE 14-03-2005  
(ART. MODIFIE : N11)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 17-01-2005 PUBLIE LE 22-02-2005  
(ART. MODIFIES : N25; N25BIS; N26; N26BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 03-02-2005 PUBLIE LE 08-02-2005  
(ART. MODIFIE : 73)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 25-04-2004 PUBLIE LE 17-05-2004  
(ART. MODIFIES : 69SEX-69NON; N1; N2; N19QUI; N22)  
(ART. MODIFIE : N22BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 11-07-2003 PUBLIE LE 27-01-2004  
(ART. MODIFIE : 113BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 17-10-2002 PUBLIE LE 08-11-2002  
(ART. MODIFIE : N1BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 11-07-2002 PUBLIE LE 09-08-2002  
(ART. MODIFIES : N19; N19TER-N19QUI; N22)  
(ART. MODIFIES : 23; 31; 32; 69TER-69QUI; 106; 107)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 20-06-2002 PUBLIE LE 03-07-2002  
(ART. MODIFIE : N1BIS)

[IMAGE](#)

- CIRCULAIRE MINISTERIELLE DU 10-01-2002 PUBLIE LE 26-01-2002  
(ART. MODIFIE : N1)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 04-07-2001 PUBLIE LE 28-07-2001  
(ART. MODIFIES : N12; N13-N14; N26BIS; N26TER; N33BIS; N36)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 07-11-2000 PUBLIE LE 07-12-2000  
(ART. MODIFIES : N1; N1BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 26-07-2000 PUBLIE LE 10-08-2000  
(ART. MODIFIE : N3BIS)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 09-07-2000 PUBLIE LE 15-07-2000  
(ART. MODIFIES : N3BIS; N11; N11BIS; N13; N13BIS; N13TER; N13QUA; N14; N14BIS; N17;  
N15TER; N19QUATER; 19QUINQUIES; N20; N21; N23; N24; N25BIS-N25QUATER; N26BIS-  
N26QUATER; N33BIS; N34; N36; N38; N39)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 12-06-1998 PUBLIE LE 21-08-1998  
(ART. MODIFIES : 44; 45; 46; 47; 48; 49; 50; 51; 52; 53; 54; 55BIS; 61; 69BIS; N19; N20; N22;  
N19QUATER; N19QUINQUIES)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 02-03-1998 PUBLIE LE 20-03-1998  
(ART. MODIFIES : 22/2; 71/3)

[IMAGE](#)

- ARRETE ROYAL DU 07-01-1998 PUBLIE LE 07-03-1998  
(ART. MODIFIE : N10TER)



<p align="center"><b>1997000616; 1997-01-07</b></p> <p align="center">• ARRETE ROYAL DU 11-12-1996 PUBLIE LE 07-01-1997 (ART. MODIFIES : 3; 5; 8; 9; 13; 15; 16; 17; 17/2; 17/3; 17/4; 17/5; 17/6; 18; 22/2; 23; 26TER; 33; 39; 55; 55BIS; 69BIS; 71BIS; 71/3; 71/4; 71TER; 73; 74; 79; 80; 90; 100; 102; 103/2; 103BIS; 104; N13QUATER; N25; N26; N33BIS; N3BIS; N10BIS; N3BIS; N10BIS; N14BIS; N25QUATER; N26QUATER)</p>
<p align="center">• ARRETE ROYAL DU 10-12-1996 PUBLIE LE 20-12-1996 (ART. MODIFIE : 50)</p>
<p align="center">• ARRETE ROYAL DU 22-11-1996 PUBLIE LE 06-12-1996 (ART. MODIFIES : 1BIS; 1; 2; 4; 8; 12; 14; 20; 21; 70; 88TER; 90; 94; 95; 96; 97; N1; N2; N11; N12; N13; N1BIS; N30; N31; 7; 12; 22; 25; 26; 26BIS; 30; 40; 41; 45; 51; 53; 55; 63; 65; 71BIS; 71TER; 75; 77; 85; 88BIS; 7; 12; 22; 25; 26; 26BIS; 30; 40; 41; 45; 51; 53; 55; 63; 65; 71BIS; 71TER; 75; 77; 85; 88BIS; 103BIS; 111; 112; 113; 113QUA; 114; 117; 118; 120; 123)</p>
<p align="center">• ARRETE ROYAL DU 12-10-1995 PUBLIE LE 01-11-1995 (ART. MODIFIE : 6BIS)</p>
<p align="center">• ARRETE ROYAL DU 22-02-1995 PUBLIE LE 15-03-1995 (ART. MODIFIES : 31; 32; 55; 55BIS; 61; 69BIS; N19TER)</p>
<p align="center">• ARRETE ROYAL DU 03-02-1995 PUBLIE LE 16-02-1995 (ART. MODIFIES : 71BIS; 74; 80; 85; 95; 113QUATER)</p>

<a href="#"><u>Début</u></a>	<a href="#"><u>Premier mot</u></a>	<a href="#"><u>Dernier mot</u></a>	<a href="#"><u>Modification(s)</u></a>	<a href="#"><u>Préambule</u></a>
		<a href="#"><u>Table des matières</u></a>	<a href="#"><u>79 arrêtés d'exécution</u></a>	<a href="#"><u>58 versions archivées</u></a>
<a href="#"><u>Erratum</u></a>				<a href="#"><u>Version néerlandaise</u></a>